ETATS-UNIS: LA GUERRE D'AFGHANISTAN ET LES PROBLEMES D'OBAMA



Nouvelle époque N°2 - août 2010

Soutenons le boycott contre Israël !

Pour un Etat palestinien unique, laïque, démocratique et non raciste !

TROTSKY

A 70 ans de son assassinat

EUROPE

Les travailleurs résistent aux plans d'assainissement

BRESIL

Débat sur la rupture de la nouvelle centrale

COURRIER INTERNATIONAL

No 02 - Août 2010



Présentation

Ce deuxième numéro de *Courrier International* (Nouvelle Epoque) sort de presse au moment du 70ème anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky.

Actuellement, de nombreuses organisations, partout dans le monde, se revendiquent du trotskysme (ou d'origine trotskyste) et de la IVème Internationale. Toutefois, la grande majorité d'entre elles ont opté pour le « chemin le plus facile », en s'adaptant au retard et au recul dans la conscience, et aux conséquences de l'effondrement du stalinisme. C'est pourquoi, ils ont abandonné (explicitement ou de fait) les enseignements de Trotsky et les ont remplacés par des conceptions comme « radicaliser la démocratie » ou « unir les réformistes et les révolutionnaires dans un seul parti ».

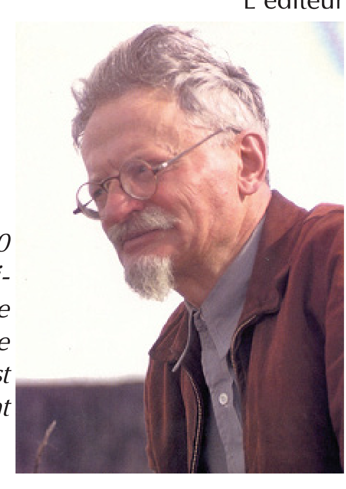
Pour la LIT-QI, défendre les enseignements de Trotsky se résume dans la grande tâche qu'est reconstruire la IVème Internationale, parce que sans une direction révolutionnaire consciente, toutes les luttes héroïques des travailleurs et des masses dans le monde seront condamnées, tôt ou tard, à l'échec.

Cette clarté dans le programme et la stratégie est la seule base solide qui permet aux révolutionnaires d'intervenir dans les processus concrets de la lutte de classes avec une orientation claire et avec une politique correcte.

Aujourd'hui, alors que le stalinisme a déjà été renversé dans l'Europe de l'Est et que la crise économique mondiale remet en question la « supériorité » supposée du capitalisme, la commémoration de cette date doit nous aider à faire face aux défis auxquels la classe ouvrière fait face actuellement : c'est le meilleur hommage que nous pouvons rendre à ce grand militant révolutionnaire. La situation mondiale actuelle pose à l'ordre du jour des questions de fond que ce numéro de Courrier International développe.

- Il y a d'abord la situation actuelle de la Palestine, avec de l'isolement international de plus en plus grand d'Israël après l'attaque à la « flottille de la liberté ». Nous donnons une importance particulière à la diffusion et la promotion de la campagne pour le boycott contre Israël. Nous le faisons dans la perspective de la lutte pour la destruction d'Israël et la construction d'une Palestine unique, laïque, démocratique et non raciste. C'est un sujet qui divise la gauche mondiale, comme d'ailleurs la politique envers les directions islamiques, un thème que nous développons aussi. Nous incluons dans ce dossier un reportage exclusif au professeur palestinien Haidar Eid, dirigeant du comité de la campagne BDS de Gaza, ainsi qu'un article du journaliste Khalid Amayreh, qui vit en Cisjordanie, dans lequel il dénonce l'action destructrice d'Israël dans la région.
- Nous poursuivons avec l'analyse sur la situation européenne, entamée dans notre premier numéro, à partir de l'application des plans d'ajustements des gouvernements et de la résistance des travailleurs, avec des articles sur l'Espagne et le Portugal. La crise européenne peut être en train d'ouvrir un nouveau moment dans la crise économique mondiale.
- Dans la section *Actualité*, nous abordons la démission / licenciement du général McChrystal, comme l'expression du cours défavorable de la guerre en Afghanistan pour les Etats-Unis, et des difficultés auxquelles le gouvernement Obama fait face.
- Nous analysons aussi la vague de grèves dans l'industrie en Chine, qui met en question le « modèle chinois », acclamé - chose incroyable - par beaucoup de secteurs de gauche comme une « nouvelle issue pour le socialisme ».
- Dans la section *Pays* nous présentons des articles sur les élections présidentielles qui ont eu lieu en Colombie, ainsi que sur celles qui auront lieu au Brésil, où la candidature de Zé María d'Almeida, pour le PSTU, représente une alternative socialiste et révolutionnaire.
- Nous Incluons un débat sur la rupture d'un secteur minoritaire, lors du Congrès Syndical (CONCLAT) qui a eu lieu en juin dernier à Santos (Brésil), une rupture accompagnée par un vaste secteur de la gauche.
- Il y a, en outre, un article sur les scandales de pédophilie dans l'Eglise catholique.
- Et finalement, nous rapportons des faits importants pour la construction de la direction révolutionnaire : la Rencontre Etatique de Courant Rouge, en Espagne, et la déclaration de la COI-CI, de l'Argentine.

L'éditeur



Aujourd'hui, 70 ans après son assassinat, le legs politique et programmatique de Léon Trotsky est toujours pleinement d'actualité.



Pour un Etat palestinien laïque, démocratique et non raciste sur tout le territoire de la Palestine

Gabriel Massa (Argentine)

Avec les défaites militaires et politiques qu'elle a dû encaisser et avec son isolement international croissant, la bête sioniste-nazi, menacée, devient plus violente.

C'est le moment de redoubler la campagne de boycott, en particulier de la part des organisations syndicales, en exigeant la rupture de relations de tous les gouvernements avec Israël !

L'Etat sioniste s'est montré ces derniers temps, si on peut dire, encore plus génocidaire et raciste. Citons comme exemples l'asphyxie de la population de Gaza torturée par le blocus ; l'attaque de la flottille solidaire avec la population de Gaza, qui a provoqué neuf morts et des dizaines de blessés ; la construction d'un mur en Cisjordanie pour séparer les Palestiniens des colonies israéliennes ; la décision d'expulser des anciens parlementaires palestiniens de Jérusalem avec l'argument incroyable qu'ils « ne sont pas loyaux envers l'occupation » ; le projet du Ministre de relations extérieures d'Israël, Avigdor Lieberman, d'expulser toute la population arabe d'Israël ; la tentative d'interdire aux résidents palestiniens en Israël de commémorer l'anniversaire de l'expulsion de leur peuple de ses terres, événement qui coïncide avec la fondation de l'Etat sioniste - ce que tous les peuples arabes appellent la « catastrophe » (Nakba) - considérant que c'est une atteinte contre la « sécurité ». (Beaucoup de gens soutiennent que c'est la première fois dans l'histoire qu'un Etat essaye d'interdire à un peuple de manifester la douleur pour sa soumission).

Il faut prendre en considération que l'immense majorité des Juifs israéliens soutiennent et justifient ces monstruosités, et reflètent ainsi l'hystérie massive et persistante de la population, obsédée par sa « sécurité », ce qui rend cette population juive d'Israël manipulable, comme instrument d'atrocités telles que celle perpétrée en 2008/2009 à Gaza. On peut comparer cela avec ce qui se passait à l'époque nazie dans de larges secteurs du peuple allemand qui soutenaient la « solution finale » de la « question juive », c'est-à-dire l'extermination.

L'isolement historique d'Israël

La trame de fond de tout ceci, c'est qu'Israël sort d'une longue période marquée par des défaites politiques, ainsi que des défaites dans ses offensives militaires au Liban (1982-1985 et 2006) et à Gaza (décembre 2008 - janvier 2009), où elle a essuyé un cuisant échec dans sa tentative de liquider le gouvernement du courant islamique Hamas (un courant lié à la Fraternité Musulmane d'Egypte et ayant actuellement aussi des liens importants avec l'Iran). A tout cela, il faut ajouter maintenant une défaite politique d'importance énorme : ses atrocités dans l'invasion à Gaza et le blocus qui a suivi ont donné lieu à une réprobation très étendue ; l'attaque à la flottille solidaire dans des eaux internationales - un acte qualifié de « piraterie » par beaucoup de ses alliés - lui a valu des condamnations généralisées et la menace de rupture de relations de la part du gouvernement de la Turquie, pays qui avait été son principal partenaire politique et commercial dans la région, ces derniers temps.

Ceci a eu lieu à des moments où une campagne de boycott contre Israël, lancée en faveur du peuple

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org)

3 EUR

Ed resp selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl

palestinien en juillet 2005 et connue sous le sigle BDS - Boycott, Désinvestissement et Sanctions - s'intensifie et se fortifie mondialement.

Israël fait face actuellement au plus grand isolement politique international de toute son histoire, une situation qui sans doute s'est accentuée avec la réprobation mondiale provoquée par les atrocités perpétrées à Gaza à l'hiver 2008-2009, et l'attaque assassine à la flottille solidaire cette année.

Obama essaye de réduire les tensions avec Netanyahou

Pendant ce temps, le lobby sioniste aux Etats-Unis développait une campagne frénétique pour inverser la politique d'Obama, accusant son gouvernement d'abandonner Israël. Les républicains en ont profité pour attaquer les démocrates, dans le cadre de leur campagne pour les élections parlementaires à mi-chemin, en novembre prochain.

L'administration Obama venait de vivre un an et demi de heurts importants et de prise de distance du gouvernement de « Bibi » Netanyahu, à cause de la politique agressive de ce dernier de développement des colonies juives à Jérusalem Oriental, Cisjordanie et Gaza. Dans ses discours, Obama s'opposait à ces actions du sionisme, en insistant d'autre part sur une issue négociée avec les Palestiniens.

Mais par nécessité de soutenir Israël face à sa faiblesse politique et militaire croissante, et par désir de retirer des arguments à la campagne du lobby sioniste et des républicains, Obama s'est mis à essayer de réduire la tension avec Tel-Aviv, même au prix de contradictions scandaleuses et d'affaiblissement de sa propre politique.

Lors de la rencontre des deux mandataires à la Maison Blanche le 6 juillet dernier, le président américain a fait les plus grands efforts pour assurer que, « maintenant oui », il y avait des démonstrations claires de la part du gouvernement israélien d'être disposé à ouvrir des négociations directes avec les représentants de l'Autorité Nationale palestinienne (ANP), en vue de concrétiser la solution de « deux Etats ».

Bien que Mahmoud Abbas, le président de l'ANP, toujours soucieux de répondre aux désirs des Etats-Unis, ait rencontré Netanyahou en juin dernier, le fait est qu'il n'y a aucun pas dans le sens prétendu par Obama, d'avancer vers la constitution de l'Etat palestinien.

Le piège des « deux Etats »



La résolution de l'ONU par laquelle l'Etat d'Israël a été créé, en 1948, établissait qu'aux Palestiniens reviendraient les territoires de Gaza et de la Cisjordanie. Mais le sionisme ne s'est jamais contenté de voler aux Palestiniens seulement la moitié de leur pays. Au contraire, en plus d'occuper rapidement Gaza et la Cisjordanie, ses troupes se sont installées dans des territoires de tous ses voisins lors de guerres successives (la Jordanie, l'Egypte, la Syrie, le Liban).

A partir de sa défaite au Liban et son expulsion de ce pays, dans les années quatre-vingt, l'Etat sioniste est entré dans une crise profonde, qui s'est aggravée avec le début de la Première Intifada en Cisjordanie. Depuis lors, l'impérialisme essaye de freiner, par la négociation, cette offensive des peuples arabes qui met en danger l'existence elle-même d'Israël. En 1993, le gouvernement de Clinton a obtenu que l'OLP, conduite par Yasser Arafat, accepte de reconnaître Israël et d'abandonner la lutte pour sa destruction, en échange de la reconnaissance d'une Autorité Nationale palestinienne (ANP) installée à Gaza et en Cisjordanie.

Les accords de 1993, signés dans la ville d'Oslo avec Yitzhak Rabin, alors Premier ministre israélien, établissaient qu'Israël devait retirer toutes ses forces à l'intérieur des frontières que lui accordait la résolution originale de l'ONU.

Depuis 1993, les gouvernements israéliens et étasuniens successifs ont oscillé entre l'utilisation de la négociation avec les directions palestiniennes, avec l'objectif supposé de mettre en oeuvre les accords d'Oslo - même si pendant ce temps, la construction de colonies sionistes a continué dans les territoires que l'ANP était supposé administrer -, ou le lancement direct de nouvelles agressions militaires, comme l'invasion au Liban de 2006 et l'attaque à Gaza en 2008/2009. Aucune des deux alternatives n'est parvenu à la défaite des peuples arabes ni ne leur a permis de surmonter la crise de l'Etat sioniste.

Aussi bien la description que fait Haidar Eid dans le reportage inclus dans ce dossier, sur les conditions de vie à Gaza, que les faits que raconte Khalid Amayreh dans son article sur la « judaïsation » de Jérusalem, et les définitions de l'historien israélien, Ilan Pappé, montrent que le projet hypothétique des « deux Etats », tout en étant terrible pour les Palestiniens, est irréalisable à cause de la nature même d'Israël. L'Etat sioniste est en lui-même un mécanisme d'agression permanente de la contre-révolution, contre les Palestiniens et tous les peuples arabes, au service de la domination impérialiste. L'expansion continue des colonies israéliennes, la construction du Mur en Cisjordanie, le blocus à Gaza, ne sont pas des excès du sionisme ; ils font partie intégrante de l'Etat sioniste, au même titre que les premiers massacres et les expulsions de Palestiniens qui lui ont donné naissance en 1948. Ainsi que l'Etat nazi ne pouvait exister qu'à condition de se trouver en expansion permanente, à travers l'agression militaire, Israël ne peut exister qu'en état de génocide perpétuel contre les peuples arabes.

Plus que jamais, la politique de « négociations de paix » pour instaurer « une solution de deux Etats, l'un juif et l'autre palestinien », n'est qu'une tromperie terrible. Et ce n'est pas seulement parce qu'il sert d'écran de fumée « démocratique » à un Etat génocidaire et à l'impérialisme qui est son maître, avec la complicité des autorités de l'ANP. Toute illusion dans cette politique mène à détourner des efforts pour ce qui est une tâche de vie ou de mort : mettre en échec les expressions de plus en plus extrêmes du génocide raciste sioniste, aujourd'hui concentrées contre la population de Gaza.



Comme démonstration, un bouton nucléaire

Parmi les sujets abordés lors de la rencontre du 6 juillet se trouvait l'arsenal nucléaire israélien. Les Etats-Unis venaient d'ajouter leur signature à un document de l'ONU qui condamne Israël pour ne pas signer le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), un document par lequel les puissances cherchent à éviter que davantage de pays aient des bombes atomiques. Les Etats-Unis ont signé sous la pression de l'indignation internationale croissante face à l'attaque contre la flottille solidaire avec Gaza.

Ceci a beaucoup préoccupé le lobby pro-israélien américain et le gouvernement de Tel-Aviv, et la campagne de dénonciation contre la Maison Blanche d'« abandonner Israël » est montée d'un cran. Par une pirouette incroyable, le 6 juillet, Obama a justifié devant la presse l'arsenal nucléaire clandestin israélien en disant : « Nous croyons sérieusement qu'Israël, vu la taille, l'histoire, la région dans laquelle elle se trouve et les menaces contre lui, a des demandes de sécurité uniques. Elle doit pouvoir répondre à des menaces ou à toute combinaison de menaces dans la région. » (New York Times, 7 juillet 2010).

Ceci a lieu à des moments où les Etats-Unis accusent l'Iran, qui a signé le traité de non-prolifération nucléaire, de violer les accords internationaux ; et le pays islamique a été sanctionné pour la possession d'un peu d'uranium enrichi à un degré bel et bien permis par l'accord international !

Le président américain est obligé d'entrer dans des contradictions flagrantes dans sa politique pour ne pas aggraver la faiblesse croissante et l'isolement international de l'Etat sioniste. Il avait besoin de maintenir sa distance par rapport au blocus à Gaza, à l'attaque de la flottille et à l'expansion des colonies israéliennes, afin de ne pas détruire sa propre politique de maintien des dirigeants de l'ANP attachés à une négociation de paix pratiquement inexistante. Mais la crise provoquée par l'attaque de la flottille l'a obligé à mettre à nu la véritable stratégie étasunienne au Moyen-Orient, quel que soit le gouvernement aux Etats-Unis : soutenir à tout prix son chien enragé, Israël, avec bombes atomiques, piraterie en haute mer et tout ce que vous voudrez.

La « bombe à retardement démographique »

Dans le cadre de sa situation actuelle, marquée par les défaites politiques et militaires, l'orientation historique d'Israël - de coexister avec un secteur massif de population arabe à l'intérieur et autour de ses frontières, une population à laquelle elle tolère de maintenir ses traditions pour autant qu'elle ne se rebelle pas contre l'Etat sioniste et ses atrocités - n'est plus viable.

L'actuelle faiblesse oblige Israël à avancer avec des mesures encore plus totalitaires à l'intérieur de son propre territoire, en même temps qu'il maintient le blocus criminel à Gaza.

Une dépêche du 8 juin 2009, de l'agence de presse IPS, signé par le journaliste Mel Frykberg, informait de trois projets de loi présentés à la Knesset, le Parlement unicaméral israélien :

« *Un des projets cherche à interdire qu'on considère l'anniversaire national israélien, le 15 mai, comme jour de deuil, et un autre, à empêcher que se nie l'existence d'Israël comme Etat juif et démocratique. Un troisième projet demanderait à tous les citoyens israéliens, y compris les Arabes, de signer des serments de loyauté à l'Etat, à son drapeau et à son hymne national, ainsi que d'accomplir le service militaire ou civil.*

Le premier projet a passé son premier test en étant approuvé par le comité ministériel de la Knesset, mais il a ensuite été atténué. Le texte interdisait aux Israéliens arabes de commémorer la Nakba (la 'catastrophe'), jour de deuil à cause de la création de l'Etat israélien. La punition pourrait être de jusqu'à trois années de prison. Après avoir pris en compte des considérations légales, le projet a été atténué pour interdire qu'on destine des fonds étatiques pour organiser des célébrations de la Nakba. (...) La séance plénière de la Knesset a aussi donné son approbation initiale à un projet qui transforme en infraction le fait de nier publiquement le droit d'Israël d'exister comme Etat, une infraction punissable de jusqu'à une année de prison. (...) Un autre projet, qui demanderait à tous les citoyens israéliens de jurer loyauté aux valeurs sionistes de l'Etat, a été rejeté par le comité ministériel de la Knesset. Le Comité Supérieur Arabe a qualifié ces initiatives de 'propositions racistes et fascistes contre le peuple arabe en Israël'. »



Netanyahu et Obama à Washington.

La dépêche d'IPS conclut avec une explication très éloquente: *« Les efforts pour approuver ces lois discriminatoires sont arrivés dans le cadre d'une campagne d'extrême droite pour présenter la Communauté arabe comme une 'bombe à retardement démographique'*

Yuval Diskin, directeur du Service de Sécurité Générale d'Israël, a soutenu que les demandes d'égalité des minorités constituaient 'un danger stratégique pour l'Etat' qui devait être écarté 'même si leur activité est réalisée à travers des moyens démocratiques'. »

Pour des raisons d'espace, nous n'allons pas ajouter encore d'autres références aux iniquités de l'Etat sioniste contre la population arabe, et même contre les juifs qui osent dénoncer les atrocités génocidaires et le racisme israélien.

Nous voulons simplement insister sur le fait que ces mesures de plus en plus totalitaires sont des réactions hystériques du sionisme face à sa faiblesse croissante.

Intensifier la campagne BDS de boycott contre Israël

Comme nous disions plus haut, l'isolement croissant d'Israël est le résultat, dans une importante mesure, de la campagne de boycott BDS qui prend de l'ampleur depuis juillet 2005.

Une des principales figures qui propulse cette campagne, Stéphane Frédéric Hessel - un ancien diplomate français qui a participé en 1948 à la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits Humains - écrivait le 15 juin sur un site Internet bien connu, le Huffington Post, reflétant le caractère





Manifestation à New York. L'affiche dit: « Je suis juif et je veux qu'Israël cesse de tuer des Palestiniens ».

démocratique et vaste de la campagne BDS :

« *La Flottille de la Liberté [attaquée par Israël] nous fait penser au type d'initiatives solidaires de la société civile qui a mis fin aux lois de ségrégation aux Etats-Unis et à l'apartheid en Afrique du Sud, une analogie impossible d'ignorer. Tout comme l'a fait le régime de l'apartheid de l'Afrique du Sud, Israël a réagi en qualifiant cet acte non-violent de 'provocation intentionnelle'. Comme dans le cas de l'Afrique du Sud, l'appel à la solidarité internationale, sous la forme de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), provient d'une majorité écrasante des syndicats et organisations de la société civile palestinienne en 2005, et il est relayé par des citoyens conscients et des mouvements sociaux partout dans le monde. L'initiative BDS appelle à isoler effectivement Israël, ses complices du monde des entreprises et des institutions académiques et culturelles, et les compagnies qui obtiennent des profits avec les violations des droits humains et les politiques illégales, aussi longtemps que ces politiques continuent.*

Je crois que l'initiative BDS est une stratégie morale qui a démontré son potentiel. Récemment, la Deutsche Bank est devenue la dernière de plusieurs institutions financières européennes et d'importants fonds de pension, à retirer ses investissements chez le fabricant d'armes israélien, Elibt Systems. La semaine dernière, deux chaînes importantes de supermarchés italiens ont annoncé un boycott de produits des colonies israéliennes illégales. Le mois dernier, les musiciens Elvis Costello et Gil Scott-Heron ont annulé des présentations en Israël...

Je fais miens les mots émouvants de l'auteur écossais Iain Banks qui, en réaction à l'indigne attaque d'Israël contre la Flottille de la Liberté, a suggéré que la meilleure manière pour des artistes, auteurs et académiciens internationaux de 'convaincre Israël de se dégradation morale et son isolement éthique' soit 'tout simplement de n'avoir plus rien à voir avec ce gouvernement criminel'. »

Après la réprobation provoquée par l'attaque israélienne de la flotte de la liberté, l'envoi d'autres navires de solidarité avec Gaza est envisagé. Un navire envoyé depuis la Libye a été dévié par des navires israéliens vers l'Egypte. L'envoi d'une autre flottille avec de l'aide humanitaire est programmé pour septembre.

La campagne de boycott contre Israël par des artistes et des universitaires américains a eu une importante expression dans la décision des acteurs Meg Ryan et Dustin Hoffman de ne pas participer au récent festival de cinéma de ce pays. Et plusieurs musiciens, comme Carlos Santana et The Pixies, ont suspendu des présentations en Israël.

Le poids qualitatif du boycott syndical

Ces derniers temps se sont intensifiées d'importantes mesures de boycott syndical au Pays Basque, en Irlande, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Inde, en Afrique du Sud, en Suède et aux Etats-Unis. Pour la première fois dans l'histoire, un navire israélien n'a pas pu décharger dans un port des Etats-Unis, celui d'Oakland, en Californie, par l'action conjointe d'organisations anti-sionistes et de militants d'un syndicat de dockers. Nous croyons qu'il y a là une tendance vers une avancée qualitative dans la campagne mondiale. Il y a beaucoup d'indices clairs de cela.

Le principal syndicat britannique de fonctionnaires, UNISON (de 1,4 millions d'adhérents), a voté lors de son congrès du 29 juin de rejoindre la campagne BDS, avec des mesures de boycott économiques, culturelles et y compris sportives ; il a rompu les relations avec la centrale patronal- syndicale israélienne, Histadrut, et a exigé du gouvernement l'expulsion de l'ambassadeur israélien.

Une autre évidence claire de cette perspective est la déclaration d'appui des syndicats basques, dont nous résumons quelques paragraphes: « *En accord avec la tradition des syndicats basques de lutte pour la justice, l'égalité et les droits de l'homme, les Syndicats Basques ELA, CCOO, LAB, UGT, ESK, STEE, HIRU, EHNE, CGT, USO, LSB-USBO manifestent publiquement, par ce document, leur engagement dans la Campagne BDS contre l'Etat d'Israël, et ils décident de ne pas collaborer avec la politique d'apartheid en Palestine et avec l'occupation illégale dans les territoires de cette dernière.*

En outre, les syndicats basques décident de dénoncer publiquement toutes les institutions basques et toutes les sociétés qui donnent priorité à leurs intérêts économiques et politiques aux dépens des droits du peuple palestinien, ou encore ceux qui travaillent pour l'occupation coloniale de la Palestine ou légitiment cette occupation ».

Et les syndicats basques mettent comme objectifs de la campagne d'obliger Israël « *à en finir avec l'occupation militaire de la Palestine, la paralysie et la destruction causées par le Mur en Cisjordanie ; d'en finir avec le système de discrimination ethnique ; d'abolir totalement et définitivement le blocus à Gaza ; de reconnaître le droit de retour des réfugiés.* »

Gagner la rue avec le boycott en exigeant la rupture des relations

La LIT-QI promeut de toutes ses forces la campagne BDS contre Israël



et en défense du peuple palestinien, en mettant comme principal objectif immédiat l'abolition inconditionnelle du blocus de Gaza. Et elle appelle à reunir toutes les forces humanitaires, démocratiques, ouvrières et populaires qui ne veulent pas être complices, par indifférence, des nouvelles souffrances terribles que la bête sioniste menace d'imposer aux Palestiniens.

Il est nécessaire de gagner la rue en faisant des marches, des meetings, tout type de mobilisations, pour exiger des gouvernements du monde entier de rompre les relations avec le gouvernement israélien et d'annuler tous les traités commerciaux, comme celui que le Mercosur a signé récemment avec l'Etat sioniste.

Même si nous avons d'importantes divergences avec différents courants et organisations, participant à la campagne BDS, qui défendent la solution appelée des « deux Etats » (voir encadré), nous croyons que les mesures qui sont déjà mises en oeuvre dans cette campagne, en particulier les actions des organisations syndicales, aident à avancer vers ce que nous considérons comme la seule issue de fond, la destruction d'Israël et la construction d'un Etat palestinien laïque, démocratique et non raciste sur tout le territoire de la Palestine.

On ne peut pas changer la nature de l'Etat sioniste



Les horreurs commises par l'Etat sioniste - en particulier aujourd'hui le blocus de Gaza et la répression assassine de ceux qui essayent d'aider la population de ce territoire - ne constituent pas un fait isolé.

Israël a été conçu et est né comme un instrument de la contre-révolution au Moyen-Orient, parrainé par les puissances impérialistes et par Staline. Sa fondation a consisté en une succession de meurtres en masse de Palestiniens et le vol de leurs terres, confinant une grande partie de la population autochtone dans des campements de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie et au Liban, obligeant d'autres à l'exil dans tout le Moyen-Orient et d'autres régions, et permettant que seule une petite partie de la population arabe reste dans le territoire du nouvel Etat sioniste, soumise à tout type de vexations.

La population juive a été assimilée aux forces armées de façon permanente, les jeunes comme actifs et les plus âgés dans la réserve. C'est-à-dire que les Juifs, qui étaient supposés aller en Palestine à la recherche de leur libération de l'antisémitisme, ont été transformés en oppresseurs du peuple palestinien, par oeuvre du sionisme. Ce dernier les a transformés de victimes du nazisme en force de choc de la contre-révolution, avec des méthodes racistes et génocidaires identiques à celles des nazis ou du régime aujourd'hui disparu de l'apartheid sud-africain.

La rejet d'Israël de la part d'intellectuels et de militants juifs

Comme nous le signalons dans l'article qui ouvre cette section, le chien enragé sioniste est actuellement d'autant plus agressif qu'il a subit une longue période de défaites militaires et politiques qui ont abouti à son isolement croissant.

La situation est extrême à tel point que beaucoup de Juifs, y compris certains nés en Israël, ont finalement rompu avec le sionisme, horrifiés par ses crimes. Parmi eux, il y a Ilan Pappé (né à Haïfa, en 1954), le plus connue d'une génération d'historiens « révisionnistes » israéliens qui osent mettre en question l'Etat sioniste.

Pappé est auteur de plusieurs livres, dont le plus récent, de 2006, porte le titre éloquent : « *Le nettoyage ethnique de la Palestine* ». Dans ce livre, Pappé raconte comment les Palestiniens ont été expulsés à force de massacres en 1948 par les sionistes (soutenus par l'Angleterre et la France, ainsi que par les Etats-Unis et Staline). Ceux-ci ne se contentaient pas d'usurper les terres que le traité de partition leur avait assignées en 1948 mais occupaient aussi des terres de tous leurs voisins (le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Egypte), dans des guerres successives.

Pappé a commencé à mettre en question le sionisme à partir de son enrôlement comme soldat dans la guerre de 1973 contre les Arabes. Il est ensuite devenu professeur universitaire en Israël, mais les persécutions continues dans le pays l'ont poussé à émigrer en Angleterre, où il est aujourd'hui professeur à l'Université d'Exeter.

Parmi ses multiples mérites, Pappé compte celui de ne pas avoir cessé de mettre en question le « processus de paix » orchestré par les Etats-Unis à partir du début des années 90, face à une résistance palestinienne croissante.

Au moment de proposer son alternative face à celle de l'impérialisme, dans un reportage de 2004, Pappé disait : « *Pour maintenir cet apartheid israélien, il nous faut un Etat policier militaire qui est inefficace pour tout ce qui n'est pas l'effort de nous maintenir en guerre perpétuelle. Cet Etat ne sert pas à nous procurer la prospérité pour les citoyens.* [...] *La seule issue non stupide, c'est la réconciliation, une paix juste et un Etat qui respecte toute identité religieuse et non uniquement une seule. A partir de là, la prospérité peut arriver.* »[1]

Par la suite, dans une autre entrevue, en 2005, Pappé expliquait pourquoi la solution des « deux Etats » n'est pas viable : « *Il faut regarder une carte pour le comprendre. En Cisjordanie, 50 % du territoire est propriété des « colonisations ». Aucun gouvernement israélien ne les abandonnera. Que peut-il offrir aux Palestiniens, comme Etat ? Une grande prison dans la Bande de*



Gaza, entourée par un mur électrifié ? Un petit canton en Cisjordanie ? Il y a un temps, ils disposaient de 100 % de la Palestine. Croyez-vous qu'ils accepteront une paix qui leur en offre 10 %, ce 10 % étant encore divisé en deux camps d'emprisonnement ? Cela n'a aucun sens ! Ce n'est pas un Etat. C'est un bantoustan, un ghetto, pas un Etat ! La seule alternative est un Etat unique. »[2]

Et il ajoutait : « *Nous avons déjà un seul Etat. Toute la Palestine est contrôlée par Israël. La question est qu'il faut changer la nature de cet Etat parce que, comme je l'ai dit, dans cet Etat il y a des gens qui vivent sous occupation, discrimination, apartheid, et il y a des gens qui vivent dans ce qu'ils appellent une démocratie.* »

Israël doit être détruit

Avec tout ce qui est à revendiquer, courageux et méritoire, dans les positions et la lutte de Pappé et d'autres comme lui, sur ce dernier point nous avons une profonde divergence. Il est impossible de changer la nature de l'Etat sioniste. Comme le dit Pappé lui-même, cet Etat policier a été créé au service des intérêts impérialistes, en guerre perpétuelle, et sert uniquement comme instrument à cela. Il n'y a pas d'issue pour Israël comme celle qu'il y a eu pour l'Afrique du Sud, avec la destruction de l'apartheid et l'imposition d'une République Noire (bien qu'en condition de semi-colonie politique et économique des Etats-Unis), où puissent continuer à coexister les Juifs sionistes avec les Palestiniens. Israël n'est pas un pays, c'est un Etat colonial occupé par des colons installés par l'impérialisme en déplaçant la population palestinienne qui est le propriétaire légitime de ces terres.

Ainsi que dans les Îles Malouines, les kelpers qui y sont installés par les Anglais défendent le dominion britannique, la population juive israélienne dans sa presque totalité - y compris la classe ouvrière - est bénéficiaire de l'expropriation des terres, du nettoyage ethnique et de l'oppression constante des Arabes palestiniens. C'est pourquoi il ne peut pas y avoir une révolution ouvrière depuis l'intérieur du pays, une révolution qui, à la tête du peuple, renverserait les dirigeants sionistes et transformerait Israël en un Etat socialiste ou, au moins, en un pays capitaliste laïque et non fasciste.

De la même façon que la récupération des Îles Malouines pour l'Argentine requiert l'expulsion de la population kelper, il faut expulser les Juifs sionistes installés en Palestine par l'impérialisme, pour que les Palestiniens puissent récupérer leurs terres.

Face à cette réalité, pas mal de voix dans le monde entier clament pour « les droits du peuple juif », en rappelant les épreuves terribles de leur persécution tout au long de siècles et dans l'holocauste. Nous nous opposons à la persécution antisémite dans toutes ses formes. Mais ce n'est pas cela qui est en jeu ici. Au Moyen-Orient, les Juifs sionistes ne sont pas des opprimés et des poursuivis, ni un petit peuple démocratique qui fait face à des régimes arabes rétrogrades et totalitaires (même si beaucoup de ces derniers sont effectivement oppresseurs de leurs peuples). Au contraire, la fameuse « démocratie » israélienne cache mal une entité coloniale-militaire mise en place pour expulser et opprimer les peuples arabes avec des méthodes des nazis racistes, au service de la domination et du pillage du Moyen-Orient par l'impérialisme. La seule solution pour le « problème » du Moyen-Orient est la destruction de ce monstre et l'expulsion de l'impérialisme.

Avec quoi remplacer l'Etat sioniste ?

Nous ne croyons pas que l'alternative doive être de remplacer l'Etat d'Israël par une république islamique dans le style de l'Iran, comme le proposent le Hamas et d'autres courants musulmans. L'expérience avec le régime de Téhéran montre clairement que les ayatollahs, même s'ils résistent à la domination impérialiste dans une certaine mesure, défendent les intérêts de la bourgeoisie persane avec des méthodes totalitaires, rétrogrades et anti-ouvrières.

L'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) est parvenue à agglutiner toute la résistance contre Israël durant les années soixante et soixante-dix, en posant que sa lutte était pour le remplacement d'Israël par un Etat palestinien laïque, démocratique et non raciste dans tout le territoire de la Palestine. Bien que l'OLP ait cédé, face à Israël et l'impérialisme, cette perspective stratégique est toujours valable. C'est jusqu'à aujourd'hui la seule alternative qui, sur la base du retour des Palestiniens à leurs terres, pourrait garantir les véritables droits démocratiques. Une fois que les Palestiniens auraient récupéré leurs terres, les secteurs de la population juive qui l'acceptent et ainsi le veuillent pourront y coexister en paix.

Il est clair que, ainsi que la création du monstre sioniste a été oeuvre de la contre-révolution mondiale, la destruction d'Israël et son remplacement par un Etat palestinien ne peut être obtenu qu'à travers une lutte ouvrière internationale unifiée, qui ait à la tête les Palestiniens et les autres peuples arabes, mais qui dispose de l'action solidaire des travailleurs et des peuples du monde entier et, en particulier, de ceux des puissances impérialistes. Ce qui, au moins, obligerait Washington à retirer son appui à Israël.

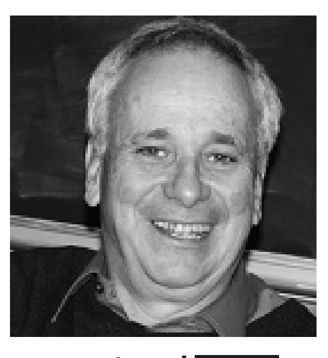
La destruction de l'Etat sioniste requerra un processus international au moins aussi vaste que celui qui a aidé à l'expulsion des Etats-Unis du Vietnam. Ainsi que l'expulsion des étasuniens du Vietnam a signifié une défaite dure pour l'impérialisme et a fortifié les luttes ouvrières et populaires partout dans le monde, la mobilisation mondiale qui avance vers la destruction d'Israël et son remplacement par un Etat palestinien fortifiera aussi la classe ouvrière dans sa lutte contre les exploiteurs et oppresseurs à l'échelle mondiale.

L'isolement croissant d'Israël et la vague de boycott contre l'Etat sioniste, ainsi que les actions solidaires avec le peuple palestinien que nous voyons aujourd'hui dans beaucoup de pays, même aux Etats-Unis, sont d'importantes avancées en ce sens.

---

1 Solidaridad.net 21.01.2004

2 Revista Pueblos, 16.8.2005, par Siscu Baiges.



Ilan Pappé.

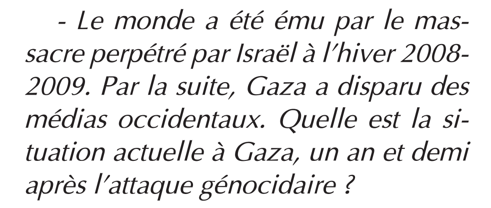


« Israël a fait de Gaza le plus grand camp de concentration de l'histoire »



Reportage à Haidar Eid

Interview d'un professeur à l'université de Al Aqsa de Gaza et membre fondateur de la PACBI (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel - Campagne palestinienne pour le boycott culturel et académique d'Israël)



- Le monde a été ému par le massacre perpétré par Israël à l'hiver 2008-2009. Par la suite, Gaza a disparu des médias occidentaux. Quelle est la situation actuelle à Gaza, un an et demi après l'attaque génocidaire ?

- La meilleure façon de décrire la situation actuelle à Gaza serait de renvoyer à ce que Richard Falk, l'informateur de l'ONU dans les territoires occupés, a appelé « prélude de génocide » et à ce que l'activiste antisioniste israélien Ilan Pappé a appelé un « génocide en caméra lente ».

Même si les bombes ne tombent pas sur nous en permanence, comme pendant la guerre génocidaire de vingt-deux jours, les Israéliens, quand ils bombardent ou attaquent, le font pour tuer le plus de Palestiniens possible. Après que l'occupation a déployé de nouveau ses troupes autour de Gaza, en 2006, ce qui était un bantoustan est devenu le plus grand camp de concentration ayant existé depuis Auschwitz et Varsovie pendant la Seconde Guerre mondiale, comme résultat direct du blocus brutal.

Plus de quatre-vingt-dix médicaments sont impossibles à obtenir. Les accouchements anticipés, les patients qui ont besoin de dialyse rénale et les patients atteints de cancer sont condamnés à mourir dès lors que le diagnostique est fait. Il n'y a pas d'équipement médical ni de soins médicaux adéquats, et la moindre grippe peut avoir des conséquences dramatiques. Un enfant de quatre ans ne connaît ni les macaronis ni le chocolat, car Israël n'autorise que l'acheminement de quarante produits de base. Nous sommes traités comme des prisonniers, voire pire. Jimmy Carter a dit : « Les Palestiniens de Gaza sont traités pire que des animaux ». Nous souhaiterions bien être des prisonniers dans un des pays appelés « du Premier Monde » pour avoir au moins les droits de visite qui nous sont refusés. Certains d'entre nous n'ont pas vu depuis des années leurs familles ou leurs parents qui habitent parfois à seulement quarante minutes de route, à Jérusalem ou dans d'autres bantoustans de la Cisjordanie.

En tant que professeur universitaire, je n'ai pas les ressources pour effectuer de recherches dans mon domaine. Le seul travail que je donne à mes étudiants est celui qui se trouve sur Internet, quand l'électricité est disponible. En effet, on n'a pas de matériel de base, comme des articles de presse. On n'y a pas non plus de livres. Il n'y a pas de combustible et j'ai perdu mes meilleurs étudiants suite à la détérioration de leur situation. Nombre de leurs parents étaient des ouvriers d'usine et plus de quarante mille travailleurs ont perdu leur seule source de revenu après qu'Israël a bombardé les usines, étant donné leur emplacement hermétique.

L'occupation tire contre les paysans et, souvent, les blesse ou les tue quand ils procèdent à la récolte ou à l'arrosage. On ne permet pas aux pêcheurs de sortir à plus de trois milles en mer et ils sont attaqués, faits prisonniers et souvent tués à un mille de la côte, selon le libre arbitre des soldats. On ne peut pas dormir, écrire, faire l'amour, s'exprimer ni se plaindre de douleur dans ces conditions, et cela ne fait que s'aggraver tant que nous soutiendrons cette injustice.

- Comment a été vue à Gaza l'attaque sioniste du 31 mai contre la flottille humanitaire ?

- Cela a été une surprise sans l'être. Oui, Israël est un Etat terroriste, bâti du sang et des cadavres des Palestiniens qui ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique depuis 1948. C'est pourquoi l'assassinat de militants pacifistes n'a pas été une surprise. Ce qui a été surprenant à été qu'Israël le fasse sour le regard du monde entiers. Nous ne pensions pas qu'Israël allait être si stupide, mais, en fin de comptes, n'est ce pas cela que les Etats fascistes sont supposés faire, préparer leur propre destruction ? Le sionisme est un mouvement colonial et par conséquent auto-destructif.

- On peut dire que cela a été une victoire politique pour le peuple palestinien, puisqu'on a révélé la véritable nature du sionisme et qu'Israël a été isolé. Cela a-t-il influencé la suspension temporaire du blocus par l'Egypte ? Quelle est la situation sur la frontière de Gaza avec l'Egypte ?

- Combien de personnes doivent encore mourir pour que l'on rende Israël responsable face à la communauté internationale et qu'on le punisse pour ses crimes ? Les milliers de Palestiniens assassinés depuis 1967, ne suffisent-ils pas à ce que la communauté internationale remette Israël à sa place ? Celle-ci se rend complice du blocus et des assassinats, en maintenant le silence et en niant les faits. Richard Goldstone a très clairement appelé les attaques israéliennes des « crimes guerre et possiblement des crimes contre l'humanité ».

Ceux qui croient que le passage de Rafah est ouvert se trompent puisque l'on n'y passe pas librement. On ne permet son passage qu'à quelques



centaines de personnes parmi des milliers et se sont généralement des personnes en état de santé grave, qui ont déjà essayé de passer plusieurs fois. Si l'on ouvrait tous les passages qui entourent Gaza et que Rafah restait fermé, le blocus continuerait toujours. Rafah est la seul point de passage qui garantit la liberté de mouvement des habitants de Gaza, c'est notre seule ouverture vers le monde extérieur.

- L'attaque israélienne contre les militants de la flottille du mouvement Libérer Gaza *a choqué tous ceux qui ont du respect pour les êtres humains. Pourquoi Israël continue-t-il à bloquer Gaza ?*

- Tant qu'il aura l'appui de la communauté internationale, et en particulier celui des Etats-Unis, Israël ne va pas reculer et va continuer avec le blocus, l'expansion des colonies et les démolitions de maisons en Cisjordanie. Son arrogance et son pouvoir n'ont pas de limites et il va ne pas faiblir tant que l'on ne le remette pas à sa place. Comme je l'ai déjà dit, le blocus est la continuité de la politique israélienne de nettoyage ethnique et du génocide pratiquée depuis 1948. Nous sommes une population de trop, comme le sont les indigènes de ce que sont aujourd'hui les Etats-Unis, qui n'auraient jamais dû exister ! Mais la raison directe pour laquelle Israël continue à bloquer Gaza est que les Palestiniens, ingénument, croyant les promesses de George W. Bush d'« étendre la démocratie au Moyen-Orient », sont allés aux urnes en janvier 2006 et ont voté pour un parti dont ni Israël, ni les Etats-Unis, ni les régimes arabes officiels ne veulent, un parti qui est contre les accords d'Oslo. Cela a été un coup dur pour la doctrine Bush et l'« industrie de la paix ». De là vient la punition collective par Israël, avec l'appui et la participation directe de l'Occident.

- Voyez-vous une possibilité d'avancées pour les Palestiniens à travers ce que l'on appelle le « processus de paix » conduit par le Quartet (Etats-Unis, Onu, UE, Russie) ?

- N'avons-nous donc pas appris d'Oslo et de Camp David[1] qu'Israël amène son pouvoir militaire à la table de négociation ? Il n'y aura pas, ni ne doit y avoir, de paix sans justice. Cela nécessite qu'Israël soit puni pour ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité et que l'on mette en oeuvre la résolution 194 de l'Onu et le retour des réfugiés qui ont été expulsés dans la Nakba de 1948. Il n'y a pas de négociation possible entre le bourreau et la victime. Après l'attaque à Gaza en 2008-2009, nous n'avons déjà plus de confiance dans la communauté internationale, mais bien dans la société civile. Etant donné l'immense déséquilibre de pouvoir entre Israël, la plus grande puissance nucléaire dans la région, avec la quatrième armée du monde, et les Palestiniens avec des pierres et, parfois, une pyrotechnie qu'on appelle des « fusées », la seule manière par laquelle on pourrait dépasser cette inégalité serait de construire un mouvement international de solidarité.



Il y a eu des points de virage dans la question palestinienne, avec la première et la seconde Intifada, Gaza 2008-2009, et maintenant le massacre contre les militants pacifistes. Tout comme le mouvement de solidarité internationale a mené, avec d'autres piliers de la lutte, à la libération de l'Afrique du Sud et l'effondrement du régime raciste de l'apartheid, la libération de la Palestine suivra cette voie. Et qu'y aurait-il de plus puissant que le mouvement global BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) contre Israël ? Celui-ci a obtenu le boycott des dockers sud-africains contre l'apartheid d'Israël, le boycott du syndicat des écoles et des universités de la Grande-Bretagne (UCU), celui des syndicats écossais et irlandais, ainsi que les réalisations de courageuses organisations estudiantines des Etats-Unis comme le Hampshire College, UC Berkeley, et l'université de Michigan-Dearborne, qui ont obtenu que certaines entreprises soutenant Israël retirent leurs investissements.

- Comment est vue l'administration Obama à Gaza ?

- L'administration Obama n'est pas différente de celle de Bush. Quand Obama a prononcé son discours tellement commenté à l'université du Caire, peu de personnes l'ont pris au sérieux. La semaine passée, on a vu qu'ils avaient eu raison, lorsque Obama a hissé le drapeau blanc devant Netanyahou lors de sa visite à la Maison Blanche. Israël continue de développer ses colonies, le nettoyage ethnique à Jérusalem, le siège à Gaza, l'assassinat de Palestiniens et de militants internationaux, avec le plein appui de l'administration Obama. Obama n'a jamais dit un mot de compassion pour les enfants assassinés et les femmes affamées de Gaza. La différence entre Obama et Bush, en ce qui concerne la Palestine, n'est qu'une question de style, mais rien de substantiel.

- Croyez-vous que les gouvernements arabes et musulmans soutiennent autant qu'ils le peuvent le peuple palestinien contre Israël ?

- Les régimes arabes officiels sont dominés par une attitude défaitiste. L'idée prévaut d'un Israël invincible et



de la crainte constante et la nécessité de satisfaire les Etats-Unis. L'organisation des conférences islamiques ainsi que la Ligue arabe ont échoué pour le peuple palestinien et n'ont pas réussie à mettre fin à ce siège mortel. Le discours politique central et dominant dans le monde arabe est d'« obtenir la paix avec Israël », qu'importe ce que cela implique.

- Quelle est l'importance de la campagne BDS pour isoler Israël ? Pourquoi est-il important d'établir un lien entre Israël et l'apartheid sud-africain ?

- Notre campagne BDS se base sur le modèle de la campagne de boycott en Afrique du Sud. Son importance s'explique par le fait qu'il existe un immense déséquilibre de pouvoir entre Israël et les Palestiniens, semblable au déséquilibre entre le régime de l'apartheid et la campagne anti-apartheid. Cette dernière a fait appel à l'intervention de la communauté internationale pour qu'elle assume sa responsabilité contre le régime raciste. Nous attendons la même chose de la communauté internationale aujourd'hui. Vers le milieu des années soixante-dix, une résolution de l'Onu a considéré l'apartheid comme un crime contre l'humanité. Israël est un Etat qui soutient l'apartheid, en discriminant les 1,2 millions d'Israéliens d'ascendance palestinienne. Mais l'exigence palestinienne de 2005, d'une campagne BDS, exigeait aussi la fin de l'occupation militaire et de la colonisation des secteurs de 1967 et le retour des réfugiés, en accord avec la résolution 194 de l'Onu. En d'autres termes, l'importance du BDS vient du fait qu'elle est une campagne basée sur des droits et qu'elle s'adresse à des hommes et des femmes du monde entier, représentés par la société civile, pour qu'ils assument leur responsabilité morale. Cette campagne est démocratique, séculaire, inclusive et universelle. Elle a fonctionné contre le régime de l'apartheid et elle est en train de fonctionner contre l'apartheid israélien.

- Quelle est votre vision de l'ANP et des forces politiques de gauche, comme le FPLP et le FDLP ?

- L'ANP est le produit des accords d'Oslo, signés en 1993 en trahissant les aspirations du peuple palestinien. L'OLP a reconnu Israël alors que celuici a refusé de reconnaître le droit du peuple palestinien à un Etat indépendant. Oslo a donné la fausse impression qu'il y avait deux parties égales en lutte pour des accords de frontières. Israël a obtenu de se débarrasser de la responsabilité d'administrer des secteurs fortement peuplés en Cisjordanie et à Gaza, et a maintenu le contrôle total par la terre, l'air et la mer. Les forces d'occupation israéliennes ont été déployées de nouveau et n'ont jamais été retirées. Les accords d'Oslo ont mené à la création d'une administration néo-coloniale aux dépens de l'OLP, une administration qui n'a pas de pouvoir réel en dépit du drapeau, de l'hymne, des présidences et des ministères. Tout cela ne signifie absolument rien, sauf la perpétuation de l'occupation, sous un autre habillage. Après dix-sept années d'« industrie de la paix », Gaza est devenue une prison à l'air libre, un camp de concentration comme Aushwitz et Varsovie, et la Cisjordanie a été divisée en trois bantoustans, sans aucune souveraineté.

Le résultat le plus grave des accords d'Oslo est d'avoir obtenu la pacification de la gauche palestinienne. Il ne reste plus rien de cette gauche. La majorité des militants de gauche - ici je me réfère au noyau dur - sont devenu des ONG. Ce processus de transformation en ONG, ensemble avec Oslo, vise à éliminer toute conscience révolutionnaire, que la gauche est supposée préserver, et à la remplacer par une fausse conscience caractérisée par un nouveau discours du type « donner pouvoir aux dépossédés, projets, propositions, culture de paix, négociations... ».

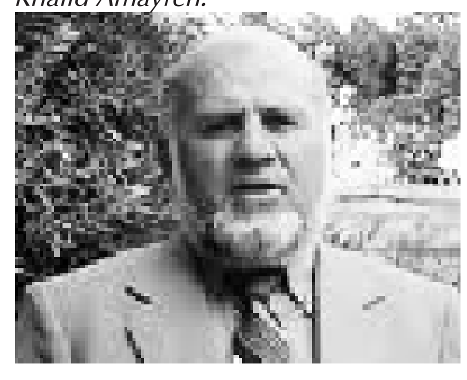
____

1 Dans la résidence présidentielle d'été des Etats-Unis, Camp David, a eu lieu en 1978 une réunion entre Begin et Sadat, orchestrée par Carter, pour négocier la reconnaissance d'Israël par l'Egypte.

« Détruire l'Etat palestinien »

Pour le journaliste palestinien Khalid Amayreh, l'expansion des colonies israéliennes à Jérusalem montre l'escroquerie des supposés efforts pour trouver une solution au conflit arabo-israélien. Pour avoir dénoncé les incessantes agressions sionistes, Khalid a été emprisonné par l'armée israélienne et a été longtemps confiné dans son village, Dura, dans la région d'Hébron en Cisjordanie.

Khalid Amayreh.



Alors que le reste du monde parle du « processus de paix », et que le président américain, Barack Obama, suscite de faux espoirs sur la résolution du conflit palestino- israélien, Israël agit pour créer des faits irréversibles en occupant Jérusalem-Est et la Cisjordanie.

Ces faits - concrètement des dizaines de milliers de colons juifs qui construisent dans toute la ville occupée et au-delà - sont en train de changer la conformation démographique et, en particulier, tout le panorama de Jérusalem-Est. Jérusalem n'est pas un ville banale. C'est un lieu saint pour 1,5 milliards de musulmans partout dans le monde et c'est le siège de lieux saints de l'islam. C'est pourquoi, la « judaïsation » progressive de la ville par Israël compliquera probablement de manière radicale tout effort

futur pour trouver une issue pacifique au conflit.

Un intellectuel palestinien, résidant d'Hébron, dans le Sud de la Cisjordanie, décrivait la situation à Jérusalem en disant : « *C'est un conflit semblable à celui qui opposait les musulmans aux Francs pour libérer la ville au XIème et le XIIème siècle.* [...] *Cette lutte peut durer plusieurs décennies, voire des siècles ou plus, mais elle ne pourra s'achever qu'avec le démantèlement ou la destruction de ce qu'on appelle Israël* ».

Dans une longue interview pour Al-Ahram Weekly, le cartographe et expert démographique, Khalil Tafakji, a manifesté avec conviction que la situation à Jérusalem-Est a déjà atteint un point de non-retour. « *Si quelqu'un dit qu'il est encore possible de créer un Etat palestinien avec Jérusalem comme capitale, ne le croyez pas : c'est davantage une fantaisie qu'une vision réaliste. C'est une sérénade qui est sur le point d'être effacée de la réalité* ».

Il explique qu'Israël a déjà confisqué 87 % de Jérusalem-Est, en laissant seulement la zone la plus urbanisée, qui ne dépasse pas 13 % de la ville occupée par Israël en 1967. « *Mais cette petite surface elle-même fait encore l'objet d'un harcèlement quotidien implacable dans le but de nous forcer à abandonner nos propriétés aux intérêts des colons juifs.* »

Tafakji montre qu'Israël a adopté deux plans dans le but de conclure le processus de faire de Jérusalem sa « capitale éternelle et unifiée ». Le premier plan est appelé *Jérusalem 2020* et cherche à construire plus de 58 000 unités pour colons dans les limites de Jérusalem-Est jusqu'en 2020. Le second plan est nommé *Jérusalem 30/A* et a pour objectif une croissance à des dizaines de milliers d'habitants juifs, dans le but de transformer les Palestiniens en une minorité de plus en plus réduite dans leur propre ville.

« *Ils projettent de faire de Jérusalem une 'ville favorisée', une ville qui attirerait des Juifs de partout. Et, pour mettre en oeuvre ce plan, ils ont beaucoup d'argumens, comme d'importantes réductions d'impôts, des facilités pour construire, des hypothèques bon marché, ainsi qu'une infrastructure importante et des offres d'emploi attrayantes.* »

Tafakji dit que l'on prévoit aussi l'extension des limites de la ville dans toutes les directions, au point que les Arabes ne dépasseraient pas 12 % de la population, tandis que les juifs atteindraient un écrasant 88 %. La réalisation de ce plan audacieux prendra la forme d'une campagne de nettoyage ethnique des Arabes à Jérusalem.

« *Leur tactique est conçue pour confiner dans la mesure du possible les habitants arabes dans une portion de territoire la plus petite possible. En outre, ils avanceront radicalement dans la démolition de logements arabes et dans le retrait des droits de résidence à la plus grande quantité possible, pour vider la ville de ses résidents arabes et faire oublier ainsi son identité arabe musulmane.* »

Israël a déjà retiré leur permis de résidence à plus de 70 000 Arabes, utilisant toutes sortes de prétextes et de justifications, comme avoir voyagé à l'étranger ou être impliqué dans de vagues « violations de sécurité ». Depuis 1994, Israël a démoli environ mille grands bâtiments à Jérusalem-Est.

Tafakji montre que la permanente pression israélienne, avec sa politique de diminuer les possibilités des Arabes, a fait que la population arabe à l'intérieur des murs de la ville est tombée à 175 000, tandis que la population juive a grimpé en flèche à 200 000.

A la question d'Al-Ahram Weekly pour savoir s'il pensait que l'ANP n'était pas déjà dans le « temps de prolongation » pour sauver Jérusalem, l'expert répond :

« *Malheureusement, il est trop tard pour Jérusalem à l'heure actuelle. D'autres pourront dire la même chose concernant la Cisjordanie. En dernier ressort, nous parlons de faits objectifs de la réalité. Pour simplifier les choses pour vos lecteurs, je puis dire qu'Israël a tué la possibilité d'un véritable Etat palestinien. Si quelqu'un vous dit qu'il est encore possible de créer un Etat palestinien avec Jérusalem comme capitale, ne le croyez pas.* »

Tafakji a ajouté que, sous le couvert de fausses discussions de paix avec une direction palestinienne démoralisée, Israël a changé à tel point l'apparence des territoires palestiniens occupés que toute entité palestinienne qui pourrait s'établir serait « profondément déformée » et « fort défigurée ». « *En réalité, je ne suis pas politicien, mais il ne faut pas être un grand politicien pour voir les faits et la situation scandaleuse ici* » dit-il encore.



Cette semaine, des sources israéliennes ont informé que le président américain, Barack Obama, et le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, ont décidé qu'Israël pouvait maintenir son expansion de colonies, mais sans l'annoncer publiquement.

Le 12 juillet, le journal israélien *Haaretz* a informé que le Comité municipal du plan d'aménagement de Jérusalem a approuvé la construction de trente-deux nouvelles unités de colons à Jérusalem-Est. Le quotidien cite des membres du Comité disant : « *Nous continuerons à construire partout et dans chaque quartier de Jérusalem.* »

Netanyahou, qui vient d'opérer « une visite à succès à Washington », a assuré aux partenaires de la coalition procolonisation que lui « *ne va pas étendre le moratoire, assumé avec peu d'enthousiasme, dans la construction de l'expansion de la colonisation, étant donné qu'il se termine le 29 septembre* ». Le journal israélien informe que Netanyahou a également déclaré : « *Une promesse est une promesse, une date est une date et un objectif.* »

Pendant ce temps, l'autorité palestinienne à Ramallah continue à se demander si elle doit reprendre les conversations directes avec Israël, comme l'a demandé avec insistance Netanyahou et comme l'a réclamé Obama. Avec des conversations de paix étendues sur des années sans aucun résultat, on se demande ce qui pourrait maintenant convaincre les Palestiniens, pour donner une nouvelle chance à ces négociations.

Le chemin vers la destruction d'Israël et l'expulsion de l'impérialisme

La bataille pour la destruction d'Israël est un point de convergence fondamental de la longue lutte des peuples arabes et islamiques pour en finir avec la domination impérialiste dans la région, en vigueur depuis déjà un siècle.



Des travailleurs palestiniens de Gaza, empêchés de se rendre au travail en Israël, bloquent le passage Erez au Nord de la bande de Gaza (2004)

Il est évident que le peuple palestinien, ainsi que les travailleurs et le peuple libanais, sont depuis longtemps l'avant-garde de cette bataille historique, dans laquelle ils ont infligé d'importantes défaites partielles à Israël, défaites qui ont mené ce dernier à son actuelle situation de crise et d'isolement.

Il faut aussi signaler que la lutte palestinienne et celle du peuple libanais ont obtenu ces importantes victoires partielles sous la direction d'organisations islamiques comme le Hezbollah et le Hamas, qui de ce fait ont aujourd'hui un immense prestige et ont gagné l'appui de tous les peuples arabes. Ces directions islamiques ont soutenu cette lutte tandis que toutes les autres dans la région ont failli, face à Israël et l'impérialisme. Les courants nationalistes bourgeois arabes, dirigés par le président égyptien Gamal Abdel Nasser durant les années cinquante, soixante et soixante-dix, bien qu'ils s'appuyaient sur des Etats nationaux et disposaient du soutien de l'URSS, ont toujours été mis en échec militairement - lors des guerres successives de 1956, 1967 et 1973 - par Israël et l'impérialisme.

Et le même régime égyptien a finalement capitulé devant le sionisme, étant le premier pays arabe à reconnaître Israël, en 1979, sous le gouvernement du successeur de Nasser, Anwar el-Sadat.

Après avoir résisté pendant de nombreuses années au harcèlement sioniste, avec le soutien des organisations de guérilla et les campements de réfugiés en Cisjordanie et Gaza, la direction de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), dirigée par Yasser Arafat, chef d'Al Fatah, a finalement aussi capitulé dans les années quatre-vingt et signé les accords de paix en 1993, à Oslo. Le piège des « Deux Etats » a ainsi été établi, ainsi que la constitution de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP), que dirige aujourd'hui l'agent du sionisme et de l'impérialisme, Mahmud Abbas.

Le rôle de collaboration de l'ANP et d'Al Fatah avec Israël et l'impérialisme arrive jusqu'à l'extrême de ce que leurs forces armées sont actuellement instruites par des militaires des Etats-Unis. Et ces mêmes forces d'Al Fatah ont été les protagonistes d'une tentative de coup d'Etat contre le Hamas, à Gaza, qui a été mis en échec par la mobilisation populaire.

D'autres directions, qui se sont toujours situées à gauche d'Al Fatah dans l'OLP, comme celles du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) et le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), et qui continuent à critiquer fortement la conduite de l'ANP, capitulent toutefois à cette direction collaborationniste. Toutes les deux défendent « l'unité nationale » palestinienne, qui trouverait son expression dans la vieille OLP où se trouve Al Fatah et non le Hamas ; et ils ne caractérisent pas l'ANP comme ce qu'elle est : un agent de l'impérialisme. C'est pourquoi, lors du coup d'Etat d'Abbas, ils ont continué en vain à appeler à l'unité entre la résistance et les collaborationnistes, face à la lutte entre Al Fatah et le Hamas, au lieu de défendre ce dernier des attaques des forces « officielles » de l'ANP, qui sont des agents du sionisme et des Etats-Unis.

D'autant plus méritoire sont donc les directions du Hamas et du Hezbollah, qui ont soutenu jusqu'à présent le drapeau de la destruction d'Israël et de l'expulsion de l'impérialisme.





Toutefois, et comme l'histoire l'a démontré, pour mettre en échec des ennemis aussi puissants qu'Israël et l'impérialisme, les seules forces des travailleurs et des peuples palestinien et libanais ne sont pas suffisantes. Il faut la mobilisation de tous les travailleurs et peuples islamiques et la solidarité active de la classe ouvrière et les secteurs populaires des pays impérialistes eux-mêmes et des autres régions du « Tiers Monde ».

Et pour cela, il faut faire face aussi aux gouvernements de tous les pays de la région, et spécialement aux régimes totalitaires pro-impérialistes, laïques ou islamiques, comme ceux de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite et de la Turquie, alliés clef d'Israël et des Etats-Unis.

Et il est indispensable que les travailleurs et les peuples s'organisent avec indépendance par rapport à ces gouvernements totalitaires et anti-ouvriers. En d'autres mots, les travailleurs doivent compter avec leurs propres organisations et leur propre direction, non soumises à la politique des gouvernements et aux courants bourgeois, qui sont les ennemis de la mobilisation ouvrière indépendante.

Les limitations du Hamas et du Hezbollah

Vu dans cette perspective, même si le Hamas et le Hezbollah font face à Israël et à l'impérialisme, nous considérons qu'ils ont aussi d'importantes limitations.

Tant le Hamas que le Hezbollah ont une perspective nationaliste. Tous les deux limitent leur lutte à ce qu'ils considèrent comme leur pays : la Palestine et le Liban.

Le Hezbollah est entré dans le gouvernement national du Liban, contrôlé par des forces pro-impérialistes. De ce fait, il a limité beaucoup ses actions contre Israël. Un fait fondamental en ce sens est que, lors de l'attaque d'Israël à Gaza, en 2008/2009, le Hezbollah a refusé de faire ce qui s'imposait : ouvrir un autre front depuis le Liban en attaquant Israël pour l'obliger à diviser ses forces.

Une autre donnée qui reflète les limitations du Hezbollah comme direction de la lutte contre Israël et l'impérialisme, est qu'il est d'accord avec l'ensemble des forces bourgeoises libanaises, que les réfugiés palestiniens au Liban doivent se limiter uniquement à certains emplois, avec l'argument qu'ils doivent se concentrer sur la lutte pour reconquérir « leur » pays. C'est-à-dire, le Hezbollah est d'accord avec les forces bourgeoises et pro-impérialistes elles-mêmes du Liban, pour séparer le peuple libanais du peuple palestinien.

Le Hamas, pour sa part, même s'il soutient les mots d'ordre de lutte pour la destruction d'Israël et l'expulsion de l'impérialisme, maintient une politique permanente de recherche de négociations. Et pour cela, il soutient des accords avec les monarchies ultra-réactionnaires de l'Arabie Saoudite et du Golfe, et avec la Turquie, des pays qui maintiennent des relations étroites avec les Etats-Unis et qui hébergent des bases militaires de l'OTAN.

D'autre part, le Hamas revendique la construction en Palestine d'une république islamique semblable à celle de l'Iran. C'est-à-dire, il propose de remplacer Israël, un Etat religieux juif, par un Etat palestinien musulman, avec les mêmes caractéristiques que celles de l'Iran, où les ayatollahs soutiennent leur dictature bourgeoise théocratique avec la fraude et la répression, contre les exigences économiques et démocratiques des travailleurs et du peuple. Le Hamas s'appuie, tout comme les ayatollahs en Iran, sur des réseaux de temples musulmans, les mosquées. Ces réseaux ont été essentiels dans l'organisation de la résistance et la lutte contre Israël à Gaza, comme ils sont aussi des centres d'organisation essentiels de la résistance contre l'occupation militaire impérialiste en Afghanistan

Toutefois, même si nous reconnaissons ce rôle de centres d'organisation de la résistance des mosquées, nous devons être clairement conscients qu'il ne s'agit pas d'organisations ouvrières et populaires indépendantes. Au contraire, ces réseaux de mosquées sont essentiels pour le contrôle des travailleurs et du peuple par les chefs



Mobilisation du Hezbollah



Manifestation du Hamas à Gaza

religieux et pour la construction de la future république islamique totalitaire.

Le fait de signaler les faiblesses et les limitations du Hamas et du Hezbollah, ainsi que nos divergences stratégiques, n'empêche pas la LIT-QI de soutenir comme tâche immédiate fondamentale la promotion de la campagne mondiale de solidarité avec le peuple palestinien, en unité d'action avec ces directions et avec toutes les organisations qui font face au sionisme et à l'impérialisme.

En même temps, nous défendons le Hezbollah et le Hamas, ainsi que toutes les autres organisations palestiniennes, des attaques du sionisme et de l'impérialisme.

Une nouvelle vague de luttes ouvrières, populaires et démocratiques au Moyen-Orient.

La faiblesse et l'isolement croissants d'Israël et les problèmes sérieux auxquels fait face l'impérialisme, à cause de la résistance à sa présence en Afghanistan, au Pakistan et en Irak, sont aggravés par une nouvelle vague de luttes ouvrières, populaires et démocratiques dans tout le Moyen-Orient.

Ces luttes expriment la résistance ouvrière et populaire aux plans d'ajustement qu'appliquent les gouvernements de la région, tout comme la plupart des gouvernements dans le monde, pour faire payer la crise globale aux travailleurs ; elles expriment aussi la lutte contre les mesures répressives avec lesquelles les différents gouvernements cherchent à imposer leurs plans.

Ce processus a lieu y compris à l'intérieur d'Israël, en aggravant sa crise. Par exemple, il y a eu des expressions critiques et des mobilisations populaires à l'intérieur d'Israël répudiant l'attaque brutale à la *Flottille de la Liberté*. Mais la classe ouvrière israélienne est profondément intégrée au régime raciste et génocidaire de l'Etat sioniste, ce pourquoi il est impossible de construire un mouvement indépendant basé sur elle.

Par contre, les Arabes qui vivent et travaillent en Israël sont les protagonistes des luttes en défense de leurs droits les plus élémentaires, qui mettent en question les fondations elles-mêmes de cet Etat génocidaire. Et pour cela même, ils sont une force décisive dans la tâche de destruction du monstre sioniste.



Des ouvriers protestent contre la privatisation de l'usine Tanta, en Egypte

En Cisjordanie et Gaza, il existe un très haut niveau de mobilisation et d'organisation des masses, dans sa vaste majorité en chômage chronique o (minoritairement) ouvrières et paysannes.

Un cas différent est celui du Liban. Plus de 70 % de population est urbaine et il y a un important développement de la classe ouvrière. Il existe une centrale syndicale, hautement bureaucratisée et contrôlée par des forces qui soutiennent le gouvernement pro-impérialiste.



Mobilisation en appui à Gaza, à Ankara, capitale de la Turquie

Il y a un chômage très élevé et les fonctionnaires, en particulier les enseignants, sont les protagonistes des luttes principales.

Voisins clef

Ces luttes ouvrières et populaires contre les plans d'ajustement font face aussi à deux régimes clef, alliés d'Israël : ceux de la Turquie et de l'Egypte.

Le régime de la Turquie, profondément soumis à l'impérialisme, avec la présence de bases militaires de l'OTAN, est jusqu'à présent un des principaux alliés d'Israël dans la région. Il y a actuellement là un gouvernement dirigé par un parti musulman confessionnel, le Parti pour la Justice et le Développement (AKP), dirigé par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui commence à avoir des heurts avec Israël - comme on a vu dans l'incident avec la *Flottille de la Liberté*, promue officieusement par l'AKP - en même temps qu'il applique un plan dur d'austérité et de privatisation.

La classe ouvrière turque, en contact étroit avec le prolétariat européen, en particulier avec le grec, a été protagoniste de luttes importantes. Citons celle de Tekel, l'usine gigantesque d'alcool et de tabac, où le processus de privatisation avec des licenciements massifs a provoqué une grande réaction de ses travailleurs. Leur lutte a déjà mené, en février 2010, à une grève solidaire et des mobilisations ouvrières avec un poids important dans différentes villes.

L'Egypte est, sans doute, aussi un pays clef pour la bataille pour la destruction de l'Etat d'Israël et l'expulsion de l'impérialisme, tant par son poids historique dans la région comme par son voisinage avec le monstre sioniste, et comme un des pays avec un plus grand développement du prolétariat. Elle a une population d'environ 85 millions d'habitants et plus de 22 millions de travailleurs salariés.

Là se développe depuis 2004 une puissante vague de luttes ouvrières, y compris plusieurs grèves nationales avec des mobilisations, pour des augmentations de salaires, contre la pénurie et contre la répression du gouvernement de Mubarak qui a coûté des dizaines de vies. Cette vague, dans



laquelle sont apparues des directions syndicales indépendantes, y compris dans la principale usine du pays, avec 27.000 travailleurs, se poursuit en 2010. Il y a aussi en Egypte, depuis des années, un vaste mouvement, spécialement de la classe moyenne, exigeant des libertés démocratiques, contre le régime répressif de Mubarak qui renouvelle régulièrement, depuis 1981, l'application de l'état de siège.

Unifier les luttes ouvrières, démocratiques, contre l'impérialisme et pour la destruction d'Israël

Tout ceci trace, à notre avis, le chemin pour obtenir la destruction d'Israël et l'expulsion de l'impérialisme du Moyen-Orient.

Pour cela, il est décisif d'unifier les luttes des Palestiniens à l'intérieur d'Israël, en Cisjordanie, à Gaza et au Liban, avec celles de tous les travailleurs et peuples de la région, en soutenant la résistance dans les pays occupés par les troupes impérialistes et en promouvant les luttes ouvrières et démocratiques et le développement d'organisations indépendantes des travailleurs, dans toute la région.



Un piquet ouvrier et populaire bloque le port d'Oakland, en Californie, dans le cadre de la campagne de boycott contre Israël

FREEDOM FOR PALESTINE

BOYCOTT ISRAEL

Nous devons inclure, comme point fondamental, l'exigence de la rupture de relations des gouvernements de l'Egypte et de la Turquie avec Israël, et leur appui à la lutte palestinienne.

Les travailleurs et le peuple égyptien, en particulier, ont dans leurs mains le levier pour fortifier énormément la lutte palestinienne, en exigeant que le gouvernement de leur pays ouvre sans condition la frontière avec Gaza, ce qui signifierait un coup mortel au blocus israélien.

En même temps, nous devons appeler toutes les organisations ouvrières, populaires, démocratiques et humanitaires à promouvoir la campagne mondiale BDS, de boycott contre Israël.

C'est sur ces bases programmatiques, politiques et organisationnelles que nous pourrons construire avec les nouvelles directions et avec les militants ouvriers qui apparaissent au Moyen-Orient, la direction et l'unité dont nous avons besoin pour obtenir la destruction de l'Etat d'Israël et l'expulsion de l'impérialisme. La LIT-QI promeut ces tâches en ayant comme Nord stratégique la construction d'une Fédération de Républiques Socialistes du Moyen-Orient.

Classe ouvrière et libération nationale

Une résolution sur le Moyen-Orient, adoptée par le 9ème Congrès de la LIT-QI, disait : « Notre politique est ordonnée par la défaite de l'impérialisme. C'est pourquoi, l'unité militaire est nécessaire avec les nationalistes et les fondamentalistes qui résistent et lui font face, en maintenant notre indépendance politique complète. Alors que nous sommes contre tout front avec les collaborationnistes, les attaques de l'impérialisme obligent à appeler à l'unité militaire contre l'impérialisme, que ce soit avec les mouvements de résistance, comme en Irak, la Palestine ou le Liban, ou avec les gouvernements nationalistes bourgeois quand ils sont attaqués, avec la condition de ne pas leur offrir l'appui politique et, en même temps, de stimuler la classe ouvrière à intervenir dans ces processus et de développer les alternatives ouvrières et socialistes.

A l'intérieur de ce processus, nous devons développer l'organisation indépendante de la classe ouvrière. L'expérience du processus du Baath, de Saddam Hussein, d'Assad et de celle des ayatollahs iraniens démontre que [...] la bourgeoisie est incapable d'aller jusqu'au bout, y compris dans la tâche de l'indépendance nationale, et que la classe ouvrière doit assumer l'avant-garde de la lutte pour la libération nationale. C'est pourquoi, une consigne de premier ordre est l'organisation indépendante de la classe ouvrière dans chaque pays.

Moreno, dans les Thèses de Mise à jour du Programme de Transition, disait : 'La plus grande tâche de la Quatrième Internationale est de libérer politiquement la classe ouvrière. Mais cela ne signifie pas ignorer les luttes progressistes de tout secteur de classe de la population contre l'impérialisme, les capitalistes, les grands propriétaires latifundiaires, le machisme et les gouvernements bureaucratiques totalitaires et dictatoriaux. Le trotskysme doit combiner sa lutte permanente et systématique pour libérer la classe ouvrière, en la séparant de tout autre secteur de classe et en l'organisant de façon indépendante, avec la promotion de toute lutte progressiste, bien qu'elle ne soit pas ouvrière, et l'intervention dans celle-ci. Si nous n'agissons pas ainsi, la classe ouvrière ne sera jamais la direction de tout le peuple exploité et, ce qui est plus grave, nos partis ne seront pas les dirigeants de la classe ouvrière.' »



Les travailleurs résistent aux plans d'austérité

L'Europe continue à être le centre de l'actuelle phase de la crise économique internationale ouverte en 2007. Ceci oblige les gouvernements et les patrons de l'Europe, de la Grèce à la Grande-Bretagne, à lancer des « plans d'assainissement » très durs et des attaques contre les travailleurs, dans une lutte féroce pour survivre comme pôle impérialiste, aujourd'hui affaibli face aux Etats-Unis.

Face à ces attaques se développe la résistance des travailleurs, avec les grecs en première ligne, résistance qui se manifeste aussi dans d'autres pays, comme l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal. En ce sens, la dynamique de la crise internationale ne sera pas résolue à travers des « équations économiques pures » mais sur le terrain de la lutte de classes.

L'application des plans d'assainissement et la résistance contre ceux-ci a déjà provoqué une avancée dans la crise politique de plusieurs gouvernements. De ce fait, cela met « à l'ordre du jour » des problèmes politiques profonds à résoudre pour les travailleurs.

Comment développer la lutte pour obtenir qu'elle soit capable de mettre en échec les plans et les gouvernements qui les appliquent, face au rôle modérateur que jouent les bureaucraties syndicales ? Ici se pose, d'une part, la nécessité d'exiger des mesures de lutte de ces bureaucraties et de profiter de celles qui sont mises en oeuvre comme « manœuvre de décompression ». Et, d'autre part, dans ce cadre, il y a la nécessité de construire des alternatives qui peuvent leur disputer la direction des travailleurs. Dans les deux premiers articles de ce dossier, nous présentons les processus en cours en Espagne et au Portugal.

En faisant face à des plans calqués sur le même modèle et conçus sur une base commune, la continuité de l'Union européenne (UE), il y a aussi la nécessité de la coordination continentale de la lutte, dont les premiers pas, encore très faibles, commencent apparaître. C'est un chemin qui devra s'approfondir pour avoir de plus amples possibilités de triomphe.

Cela nous mène nécessairement à la question plus de fonds : quels doivent être la perspective et les objectifs plus profonds de ces luttes ? Faut-il maintenir l'UE, « réformée et humanisée », ou faut-il la renverser et avancer la nécessité d'une Europe des travailleurs et des peuples ? C'est-à-dire, avancer en vue des **Etats-Unis Socialistes de l'Europe**.

Dans le troisième article correspondant à l'Europe, nous présentons une analyse sur ce thème central.

Il faut leur barrer la route !
Contre le plan d'ajustement et la réforme du travail !
Pour la grève générale !



Espagne
Opportunité et défi pour la gauche syndicale

Angel Luis Parras (Etat espagnol)

Le triomphe récent de la sélection espagnole de football dans la Coupe du Monde a renouvelé les élans du gouvernement Zapatero pour récidiver dans son discours d'unité nationale. Derrière cette rhétorique se trouvent ses mesures de guerre sociale contre les travailleurs et les secteurs populaires.

La tentative opportuniste de capitaliser le triomphe dans le football ne mènera pas loin, pour un président dont les prévisions courent le sort opposé à celui du célèbre poulpe Paul : il n'en réussit aucune. Le championnat mondial ne fera pas éviter que Zapatero continue à accumuler du discrédit et du mécontentement, au fur et à mesure que le calendrier avance vers la grève générale.

La réponse ouvrière manque encore

La grève générale récente en Euskal Herria (Pays Basque), la grève du Métro de Madrid, les grèves dans les montagnes de Cadix et de Séville, ou les manifestations qui se succèdent dans tout l'Etat espagnol, sont des échantillons de la résistance ouvrière et du mécontentement général avec la politique du gouvernement.

Toutefois, il continue à y avoir un abîme entre la brutalité des plans, qui mènent à l'appauvrissement de la population et au démontage de tous les acquis en vigueur depuis la deuxième après-guerre européenne et qui menacent de nous laisser pauvres et sans droits, d'une part ; et d'autre part le niveau de la réponse ouvrière, encore partielle et très inégale.

Nous avons souligné souvent l'erreur du raisonnement, qui croit que l'offensive capitaliste doit produire immédiatement une grande réponse ouvrière. Rappelant ce que disait Trotsky lui-même concernant la crise de 1929 aux Etats-Unis, il faut répéter que les effets politiques d'une crise sont déterminés essentiellement par deux facteurs : l'ensemble de la situation politique existante ; et les événements qui précèdent et accompagnent la crise, spécialement les batailles, les succès ou les échecs de la classe ouvrière elle-même, antérieurs à la crise.

Trente ans de trahison et de diaspora

La dite « transition » espagnole a été, sans doute, la légitimation frauduleuse du régime franquiste. Mais elle a été, avant tout, la défaite d'une classe ouvrière qui avait dirigé la résistance contre le régime franquiste et qui, vers le milieu des années 70, menaçait avec une issue révolutionnaire à la crise du pays. Cela a été la défaite d'une classe ouvrière jeune et puissante, qui s'était recomposée après plus de trente ans d'annihilation physique à laquelle le triomphe franquiste l'avait soumise.

La défaite subie dans la *transition* signifiait la perte de milliers de militants ouvriers qui avaient dirigé la construction des Commissions Ouvrières (CCOO), et elle a apporté comme conséquence le début d'une division profonde dans la classe ouvrière et dans ses structures syndicales.



Une manifestation de Corriente Roja 3.207.100 chômeurs. Que voulez vous en plus - Non aux licenciements collectifs

Le phénomène national[1] qui, pendant les dernières années de la dictature, a été un facteur d'union et de cohésion face à celle-ci, est devenu finalement un élément de division et de confrontation où la classe ouvrière n'a pas joué d'autre rôle que d'être la lanterne rouge du nationalisme, en premier lieu du nationalisme le plus réactionnaire et le plus violent, le nationalisme espagnol.

Les CCOO, apparues au début des années 60 et qui sont devenues un instrument d'unité ouvrière et ont dirigé la lutte contre la dictature, cessaient d'être (de la main du Parti Communiste Espagnol) un organisme de front unique ouvrier et devenaient une organisation syndicale de plus, avec une affiliation faible et dirigée par une bureaucratie obséquieuse au régime monarchique.

Depuis 1977, les « pactes sociaux », en commençant par les célèbres Pactes de la Moncloa, ont augmenté les « aides » économiques aux CCOO et à l'UGT[2], en même temps qu'ils sacrifiaient des droits pour les travailleurs. Ils ont ainsi imposé progressivement un modèle de « *syndicalisme de sommet, de haute représentativité mais de faible affiliation* ».

La classe ouvrière a maintenu sa résistance là où s'était possible : les grèves très dures contre la reconversion industrielle vers le milieu des années 80, ainsi que la grève générale de 1988, ont été le reflet fidèle de cette persévérance.

Au début des années 90, il y a une nouvelle montée des luttes, en marge des directions de CCOO et d'UGT, qui a donné lieu au renforcement des syndicats nationalistes et à l'apparition d'organisations comme la Confédération Générale du Travail (CGT) et d'une multitude de syndicats qui se sont constitués dans les grandes entreprises. Cette montée, dépourvue d'une direction révolutionnaire de poids et située dans le cadre de la campagne impérialiste sur la mort du socialisme après les événements de l'Europe de l'Est, a fini par réduire toute cette explosion de montée ouvrière et anti-bureaucratique aux limites du





Zapatero assainit ; le chômage croît.

<= burreau de l'emploi

syndicalisme nationaliste ou l'a restreinte au cadre de chaque entreprise.

Comme disait le Syndicat des Commissions de Base (Co.bas) dans son premier Congrès (2006), la situation de la classe ouvrière, et spécialement de ses secteurs plus conscients et combatifs, est marquée par « *une diaspora syndicale, qui se manifeste aujourd'hui dans l'existence d'une multitude de syndicats qui vont depuis ceux de caractère nationaliste (ELA-STV ; LAB ; CIG... [3]) jusqu'aux innombrables organisations syndicales d'entreprise* ».

On ne peut donc pas prétendre expliquer le retard dans la réponse ouvrière, ses limites actuelles, sans rappeler « les batailles, les succès ou les échecs de la classe ouvrière elle-même antérieurs à la crise ». Il faut rappeler en outre qu'on a vécu, durant ces dernières 14 années, une période économique exceptionnelle qui a été la base matérielle de la paix sociale.

Les différences avec la situation grecque sont donc plus que remarquables, entre autres raisons parce que, dans la péninsule hellénique, la crise se déclenche avec un mouvement ouvrier en montée, une grève générale et tout un processus de regroupement de l'opposition à la bureaucratie syndicale.

L'opportunité et le défi

Les échecs de la manifestation étatique du 12 décembre dernier, la journée de lutte dans la fonction publique du 8 juin ou la très faible participation aux mobilisations convoquées pour le 30 juin, sont quelques-unes des indications du discrédit croissant des dirigeants de CCOO et d'UGT.

La convocation à la grève générale pour le 29 septembre prochain, loin d'inverser cette situation, ne fait que l'approfondir. La grève générale, annoncée avec un temps d'anticipation plus long que jamais dans l'histoire des luttes ouvrières, ne prétend pas plus que d'évacuer la pression dans la base, en même temps qu'elle donne un nouveau ballon d'oxygène au gouvernement. Mais cette convocation ouvre une perspective de mobilisation unifiée de tous les travailleurs et place la confrontation avec le gouvernement sur un terrain très peu souhaité par la bureaucratie elle-même.

Ceux qui entourent « de façon critique » la bureaucratie syndicale voient dans la convocation le « virement à gauche » de Toxo et de Méndez[4], et la tâche commence et se termine donc en garantissant un « bon résultat » le 29 septembre. Par contre, la gauche syndicale n'a que trop bien identifié ces contremaîtres des patrons et ne se conforme donc pas avec une convocation tardive, mal préparée, sans continuité prévue et sans plan économique alternatif.

Mais cette compréhension claire ne diminue pas pour autant le défi pour la gauche syndicale. Le fait que beaucoup de ces organisations syndicales se soient formées à la chaleur des luttes ouvrières, dans une confrontation ouverte avec CCOO et UGT, donne lieu à une certaine résistance dans un secteur de l'activisme pour soutenir la grève du 29 septembre. Mais se serait une grave erreur, de conséquences funestes, de rejeter la première grande occasion d'une réponse générale aux plans du gouvernement patronal, au nom d'un rejet légitime de la bureaucratie syndicale. Punir les contremaîtres en soutenant par omission le patron, est une politique non seulement profondément erronée mais aussi suicidaire.

Il faut leur barrer la route

Ce n'est que si ce mouvement d'opposition syndicale se consolide et s'étend qu'il sera possible de faire plier la résistance du syndicalisme nationaliste ou de la CGT à la voie de l'unité d'action ; qu'il sera possible que la grève générale du 29 septembre ne s'arrête pas en chemin ; qu'elle soit un succès et ait une continuité après le 29 septembre dans un véritable plan de lutte jusqu'à réduire à néant les mesures du Gouvernement.

Les initiatives prises dans le regroupement de l'opposition syndicale à la bureaucratie acquièrent donc une importance spéciale. Un exemple est, à Madrid, la Plate-forme unitaire *Il faut leur barrer la route* (voir encadré), dont font partie, entre autres, les organisations syndicales de l'EMT, Telefónica, les cheminots, le Métro, UPS, des secteurs de la santé publique, Cobas, etc., et des organisations politiques comme *Corriente Roja*. Dans le même sens, mais avec davantage d'importance encore par sa dimension étatique, il y a le manifeste « *Grève générale et continuité jusqu'à réduire à néant ces plans* », avec à la tête les travailleurs des autobus de Barcelone (TMB) (voir le manifeste et les premiers signataires).

Une réunion étatique des signataires du manifeste est convoquée au début de septembre pour préparer la grève générale. Le défi est donc énorme, et il y a la possibilité que, à la chaleur de la lutte contre les plans du Gouvernement, une référence de classe et combative, alternative à la bureaucratie syndicale, commence à s'organiser et à s'étendre. C'est cela la grande tâche aujourd'hui : promouvoir ce mouvement, le fortifier et le centraliser.

----

1 Cette expression se réfère à l'existence de nationalités opprimées à l'intérieur de l'Etat espagnol, comme le Pays Basque, la Catalogne ou la Galice. Dans ces régions, un secteur important de travailleurs s'organise dans des syndicats « nationaux ».

2 UGT : Union Générale de Travailleurs, centrale syndicale influencée par le Parti Socialiste Ouvrier espagnol (PSOE).

3 Centrales syndicales nationales. Les deux premières sont basques et l'autre de la Galice.

4 Ignacio Fernández Toxo, secrétaire général de CCOO, et Cándido Méndez Rodriguez, secrétaire général d'UGT.



Contre la réforme du travail, le plan d'assainissement et l'attaque contre les retraites
Grève générale et la continuité jusqu'à annuler ces plans

La réforme du travail et les mesures d'« assainissement » du Gouvernement de Zapatero sont une déclaration de guerre aux travailleurs, aux retraités et aux autres secteurs populaires, des mesures qui montrent aussi très clairement que le Gouvernement, aux ordres du FMI et de l'Union européenne, s'est engagé à que ce soit nous qui continuons à payer la crise économique, nous qui ne l'avons pas provoqué, c'est-à-dire, le peuple travailleur.

Cette attaque brutale se concentre sur des mesures comme : Diminution des salaires (...) Diminution des dépenses publiques (...) Gel des pensions (...) Diminution des dépenses sociales (...) Elimination de la retraite partielle (...) Augmentation de 2 points de la TVA à partir de juillet (...) Une nouvelle réforme du travail, qui attaque la base de tout le droit du travail : la négociation collective (...).

Face à ce panorama, l'activité des dirigeants au sommet de CCOO et d'UGT s'avère scandaleuse : après avoir soutenu Zapatero pendant toutes ces années, en faisant presque une religion du « dialogue social » alors qu'ils bradent entre-temps des droits des travailleurs, ils se sont montrés maintenant totalement impuissants pour arrêter ce déluge de mesures anti-populaires. Nous savons qu'il existe une méfiance profonde et méritée, de la part de beaucoup de travailleurs, contre ces dirigeants vendus, une méfiance accentuée par la préparation néfaste de la grève du 8 juin dernier.

Au lieu de convoquer déjà la grève générale pour rejeter les mesures du Gouvernement, ils attendent qu'on nous impose le plan d'assainissement et la nouvelle réforme du travail et qu'on fixe déjà la date de l'attaque contre les pensions, pour parler de « grève générale » en septembre, dans trois mois ! Ils donnent ainsi un nouveau ballon d'oxygène au gouvernement tandis qu'ils alimentent la confusion parmi les travailleurs.

Nous voulons de véritables mesures anti-crise : parce qu'il n'y a pas d'issue à la crise si on ne met pas la main dans la poche des banquiers et des spéculateurs. Que les capitalistes payent la crise ! Ce sont eux qui l'ont provoquée !

Partage du travail, journée de 35 heures sans réduction de salaires pour que nous travaillions tous.

Création d'emplois publics. Plans de travaux publics et sociaux.

Loi d'interdiction de licenciements. Allocations de chômage pour tous les chômeurs jusqu'à l'obtention d'un emploi.

Retraite à 60 ans.

Nationalisation de la banque et des secteurs clef de l'économie. Impôts progressifs sur les grandes fortunes et les entreprises avec le plus de bénéfices, ainsi que sur les grands dépôts bancaires.

Non au FMI et à l'UE. Pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Nous avons besoin d'un plan de lutte

Nous continuerons à travailler pour une grève générale qui ait de la continuité dans un plan lutte et de mobilisation, jusqu'à réduire à néant l'assainissement, l'attaque contre les retraites et la réforme du travail ; pour un plan de lutte qui est décidé dans des assemblées de travailleurs où nous pouvons discuter des mesures nécessaires pour que la crise ne tombe pas sur nos dos et soit payée par ceux qui l'ont provoquée.

Nous, les organisations signataires, nous nous adressons aux travailleurs et spécialement à ceux qui ont manifesté le plus leur juste méfiance et le rejet contre les bureaucrates syndicaux, pour leur dire que nous ne nous résignons pas, que le chemin est la lutte. Et nous nous adressons à toutes les organisations syndicales, comités d'entreprise, délégués, pour leur dire qu'il est indispensable d'accumuler des forces de façon unitaire, pour pouvoir faire face à ce véritable « tsunami » contre la classe ouvrière.

Pour envoyer des adhésions :
comitedeconveniotmb@gmail.com·

PREMIERS SIGNATAIRES · Comité de Convenio Autobuses-TMB · Sección sindical de la Confederación General del Trabajo (CGT) Autobuses-TMB, Asociación de Conductores de Transporte Urbano de Barcelona (ACTUB), Plataforma Sindical de Autobuses (PSA) Autobuses-TMB · Coordinadora Sindical de Madrid (Alternativa Sindical de Trabajadores (AST), Sindicato Autónomo de Trabajadores Casa de la Moneda Nueva Plataforma (SATNP), Sindicato Unitario (SU), Comisión de Trabajadores Asamblearios (CTA), Plataforma Sindical (PS) (EMT), Colectivo Obrero Popular de Roca (COP), Sindicato Unificado Independiente de Trabajadores del Hotel Meliá Castilla (SUIT), Plataforma Sindical Independiente de Blas&Cía (PSI) · Comisiones de Base (Co.bas) · Sindicato Ferroviario-Intersindical · Movimiento Asambleario de Trabajadores de la Sanidad (MATS) · Comité de Empresa UPS-Vallecas · Corriente Sindical (EMT) · Sección sindical de Co.bas del Ayuntamiento de Mostoles · CGT-Valencia · Central Sindical Unitaria de Extremadura (CSU Extremadura) · Federación de Transportes Intersindical Canaria · Coordinadora Informática CGT Madrid · Sección Sindical de CGT Parcs i Jardin de l´Ayuntament de Barcelona · Co.bas Canarias · APTTUV EMT - Valencia · Colectivo Independiente de Guaguas Municipales (Las Palmas de Gran Canaria) · Intersindical de Aragón · Sindicato Asambleario de la Sanidad (SAS) Madrid · Sindicato Unitario de Catalunya · Coordinadora Sindical del Transporte–CST · Manel Marquez-Kaosenlared · Ateneo Republicano de Carabanchel · Corriente Roja · Attac-Catalunya · Red Tercera Vía · En Lucha · Asamblea de parados/as Barcelona · Alberto Herbera, CCOO SEAT · Izquierda Anticapitalista · Alicia Fernández Gómez-enseñante-Asturias · Miguel Hidalgo Cte. Empresa General Cable Abrera-COBAS · Sergi Cuesta Cte. Empresa General Cable Abrera-COBAS · Toni Martínez Cte. Empresa General Cable Abrera-COBAS · Francisco Garcia-Industrias Titán-CCOO · Guillerma Silva Díaz-Sección Sindical CCOO-Magneti Marelli · Ángeles Domínguez Rodríguez - Sección Sindical CCOO- Magneti Marelli · Quina Silva Díaz- Sección Sindical CCOO - Magneti Marelli.



Portugal

Une crise profonde

Hugo Basto Ruptura/FER (Portugal)

Le Portugal vit aujourd'hui une crise profonde et grave, avec un endettement brutal, où les salaires sont les plus bas de l'Union Européenne et où un cinquième de la population se trouve sous le seuil de pauvreté, tandis que le gouvernement applique les « plans d'austérité ».

Le Portugal vit aujourd'hui une situation de crise profonde et grave, sans perspective de fin. La dernière décennie a eu une croissance annuelle moyenne de 0,5 % et s'est terminée avec une stagnation en 2008 et une chute de -2,7 % en 2009. Actuellement, les prévisions de la Banque du Portugal parlent d'une croissance de 0,9 % en 2010 et de seulement de 0,2 % en 2011 (avec 63 % de probabilité d'être encore plus petite). Le chômage n'arrête pas de monter. Selon ces prévisions, le taux réel est de 13 %, plus de la moitié des chômeurs se trouve dans cette situation depuis plus de un an et seulement 40 % reçoivent une allocation. On prévoit, en outre, une élimination de plus de 70.000 postes de travail en 2010 et 2011, ce qui élèvera le nombres de chômeurs à 800.000. Le Portugal est aussi un pays brutalement endetté : sa dette publique représente 83,5 % du PIB et l'endettement externe 108 % du PIB.

Il s'agit d'un des pays de l'UE dans lequel le partage des revenus est le plus inégal et où les salaires sont des plus bas. Un cinquième de la population y vit sous le seuil de pauvreté.

Son tissu productif est en grande partie détruit et presque totalement basé sur de petites entreprises familiales (86 % du total). En outre, il est hautement dépendant de l'importation d'énergie (83 %) et d'aliments (par exemple, 80 % des céréales consommées).

La politique du gouvernement de Socrates

Face à la crise, le gouvernement de Sócrates (Parti Socialiste) applique, tout comme les autres gouvernements européens, des mesures dures à travers les dénommés « plans d'austérité », qui diminuent encore plus le revenu des travailleurs, de manière directe et indirecte. Il a augmenté les impôts et les taxes dans plusieurs domaines ; il a réduit les prestations sociales, comme le « revenu social d'insertion » ou l'allocation de chômage ; il a continué avec la destruction de la fonction publique et il a augmenté l'âge de la retraite.

D'autre part, il a annoncé diverses privatisations qui incluent plusieurs entreprises qui sont stratégiques pour le pays, comme Galp (pétrole), CTT (poste), ANA (aéroports), TAP (transport aérien), EDP (énergie) et les chantiers navals.

Le gouvernement, étant de majorité parlementaire relative, a refusé un accord formel de coalition dans les neuf mois de son nouveau mandat, mais il a obtenu l'approbation de ces mesures à travers des accords avec la droite.

Depuis son élection comme chef du Parti Social-démocrate (PSD), Pasos Conejo est monté sur le devant de la scène et, pour sa part, a rendu viables les attaques contre les travailleurs, en utilisant la tactique de laisser le Premier ministre « se brûler à feu lent », avec la conscience que le pire de la crise est encore à venir. Il préfère éviter de nouvelles élections pour le moment car, même s'il triomphait, il serait en proie à l'usure et le sort du gouvernement serait en danger, à court terme. Une autre référence de la droite, Paulo Portas, chef du Centre Démocratique Social (CDS), a demandé au Parlement le renoncement du gouvernement, afin de former immédiatement un gouvernement de coalition PS-PSD-CDS, mais sans Socrates.

La gauche parlementaire

Si la gauche parlementaire a assumé un rôle honteux, l'année dernière, quand elle a dévié les intenses processus de lutte en cours vers les trois élections réalisées, cette année son attitude s'est maintenue. Quand les crises politiques, causées par différents scandales où José Socrates était impliqué, pourraient avoir été suffisantes pour que le gouvernement tombe, le Bloco de Esquerda (BE) maintenait un discours qui faisait appel à la « séparation » des pouvoirs législatif et judiciaire, et refusait de tirer les conclusions politiques évidentes qui justifiaient, par exemple, la présentation d'une motion parlementaire de censure. Le Parti Communiste Portugais (PCP) a présenté la motion plus tard et a eu l'appui du BE, mais, depuis lors, il a manifesté clairement le fait que son objectif n'était pas de renverser le gouvernement.



Socrates fait face à la montée des luttes et à la résistance des travailleurs à ses « plans d'austérité ».



Le BE descend dans les sondages depuis plusieurs mois : il a actuellement 6 %, loin des 10,73 % obtenu dans les élections européennes d'il y a un an. Il maintient l'appui à la candidature présidentielle de Manuel Alegre, même après l'appui officiel du PS à ce dernier et les déclarations du candidat qui ont démontré son alignement politique avec le gouvernement en classant les mesures du deuxième *Plan de Stabilisation de la Croissance* (PEC-2) comme « inévitables ». A ceci nous devons ajouter le vote favorable au prêt portugais à la Grèce, compris dans le « plan d'aide » mis en oeuvre par le FMI et la Commission Européenne, dont l'exécution est conditionnée à l'accomplissement de dures mesures d'austérité contre les travailleurs grecs. Ce prêt n'a pas été créé pour aider l'économie de ce pays mais pour garantir le paiement de la dette grecque à ses principaux créanciers : les banques allemande et française. Syriza, de la Grèce, et Die Linke, de l'Allemagne, parmi d'autres partis anticapitalistes membres du Parti de la Gauche Européenne (dont le BE est membre aussi), se sont prononcés à juste titre contre ce prêt.

Les luttes et les directions syndicales

Le PCP maintient dans le Parlement une rhétorique anticapitaliste, tandis qu'il contribue à soutenir le gouvernement, surtout à travers son rôle dans la direction de la CGTP, la principale centrale syndicale portugaise. Les trahisons de la FENPROF (le syndicat enseignant) dans le processus de mobilisation des professeurs, et les trêves concédées pendant toute la période électorale, ont fait reculer les luttes, vers la fin de l'année passée.

Rien que pendant l'année en cours, des dizaines de grèves ont déjà eu lieu, beaucoup d'entre elles dans des entreprises du secteur privé, mais aussi dans le secteur public, comme celle des infirmiers. Les transports urbains des principales villes et les chemins de fer ont aussi été en grève, créant une situation qui pouvait évoluer vers une grève qui paralyserait le pays.

Toutefois, l'activité des directions syndicales a été constamment éloignée des travailleurs, en pariant sur des processus de négociation avec le gouvernement ou les patrons, en utilisant les manifestations ou les grèves ponctuelles et isolées comme valve de décompression plutôt que comme dynamo de la mobilisation. Plusieurs grèves qui pourraient avoir eu un impact important ont été levées, comme celle de sept jours des infirmiers ou celle des raffineries de Galp. D'autre part, après la manifestation du 29 mai, qui a rassemblé environ 200.000 personnes à Lisbonne, la CGTP a reculé, en réalisant à peine un jour de lutte le 8 juillet, et en fermant son calendrier de luttes jusqu'au-delà de l'été.

Une autre trêve est ainsi fournie au gouvernement, au lieu d'avancer dans le sens d'une grève générale, comme en Grèce, en Italie ou en Espagne. Le journée du 29 septembre, choisi pour la grève générale en Espagne, peut et doit se transformer en un jour de grève générale européenne, ou au moins ibérienne, contre les plans d'austérité des gouvernements et de la Commission européenne.

Chemin électoral ou chemin de lutte ?

Aujourd'hui, tous les partis parlementaires sont préoccupés avec les élections présidentielles, et avec les élections législatives anticipées très probables, à envisager en 2011.



La GALP est privatisée, le prix de l'essence augmente.

Pendant ce temps, le discours de « la naturalité de la crise » et « serrer la ceinture » essaye, à tout prix, de convaincre les travailleurs de l'inévitabilité de cette « issue » pour la crise.

La conclusion à laquelle nous devons arriver est qu'il ne suffit pas de dénoncer les mesures du gouvernement, mais qu'il faut agir de manière conséquente pour que celles-ci soient mises en échec et qu'il faut, pour cela, mettre en échec le gouvernement. Les mobilisations des enseignants ont marqué un point important de la résistance. La politique adoptée par la gauche parlementaire (BE et PCP) et par la principale centrale syndicale du pays (CGTP) ne va malheureusement pas en ce sens. Pour le moment, la droite ne veut pas la chute du gouvernement, parce que celui-ci applique sa politique et lui épargne une usure plus grande. A gauche, par contre, on devrait être intéressé à que ce gouvernement s'en aille, pour empêcher que la classe ouvrière paye pour la crise.

Pour cela, il faut changer d'orientation : il faut l'unité de la gauche (de ceux qui sont touchés par la politique d'austérité) pour se mettre d'accord sur un programme d'urgence contre le la crise ; pour combattre le gouvernement de façon unitaire et efficace, et pour organiser une grève générale contre ses mesures.



Les mobilisations des enseignants marquent un point important de la résistance.



Réformer l'Union européenne ou la renverser ?

Felipe Alegria (Etat espagnol)

La lutte contre les plans d'assainissement lancés par la plupart des gouvernements européens a ouvert un débat dans la gauche de ce continent. Si il y a un accord pour promouvoir la lutte des travailleurs pour mettre en échec ces plans, ce n'est pas le cas concernant les objectifs de fond de cette lutte. Devons-nous lutter pour la « réforme » ou la « socialisation » de l'UE, comme soutiennent plusieurs organisations, ou combattre pour la détruire ?

La LIT-QI soutient que nous devons combattre pour renverser l'UE, celle-ci étant une construction des bourgeoisies impérialistes européennes pour disputer son espace avec l'impérialisme américain et pour attaquer leurs classes ouvrières, et que, par conséquent, il y n'aura qu'une véritable unité européenne au service des travailleurs à partir de cette destruction, en vue de la construction des Etats-Unis Socialistes de l'Europe.

L'article que nous présentons ici, « Les marxistes et les Etats-Unis de l'Europe », *écrit en février 2007, participe à ce débat à partir des analyses de Lénine et de Trotsky sur l'Europe, en mettant cette tâche dans le cadre de la lutte pour la révolution socialiste internationale.*



En août 1915, pendant la Première Guerre mondiale, Lénine s'est prononcé contre la consigne des « Etats-Unis de l'Europe ».[1] Cette consigne avait été formulée lors de la dernière Conférence bolchevique à l'étranger, comme une consigne démocratique visant principalement le renversement des monarchies allemande et autrichienne et du tsarisme russe.

Lénine soutenait décidément la lutte pour renverser les monarchies réactionnaires européennes et donnait la plus grande importance à cette « révolution politique ». Pour lui, « *les révolutions politiques contribuent toujours à se rapprocher de la révolution socialiste. D'autre part, elles sont inévitables dans le processus de la révolution socialiste, qui ne doit pas être considérée comme un acte unique...* ».

Toutefois, Lénine met ouvertement en question la consigne du point de vue de son contenu et de sa signification économiques. Pour Lénine, dans l'époque impérialiste, « *les Etats-Unis de l'Europe sont impossibles ou sont réactionnaires* ». Pour arriver à cette conclusion ferme, il fait valoir que, sous l'impérialisme, « *le capital est devenu international et monopolisateur. Le monde est déjà réparti entre une poignée de grandes puissances qui prospèrent dans le pillage et l'oppression des nations* ». Et, par conséquent, tant que persisteront ces conditions, « *les Etats-Unis de l'Europe équivalent à un accord sur le partage colonial* » entre les différents impérialismes européens.

Lénine voyait l'union des différents impérialismes européens historiquement non viable parce que, pour le partage du butin colonial, en fin de compte, « *dans le capitalisme il ne peut pas y avoir une autre base ni un autre principe de partage que la force* [...]. *Et la force change au cours du développement économique* [...]. *Dans le capitalisme, pour rétablir de temps en temps l'équilibre altéré, il n'y a pas d'autre moyen possible que la crise dans l'industrie et les guerres dans la politique.* »

L'actualité de la pensée de Lénine est confirmée par la boucherie de la Seconde Guerre mondiale, bien





que, de nos jours, alors que la guerre d'agression est devenue l'actualité permanente de la politique impérialiste, la perspective de la guerre directe entre les grandes puissances ait été écartée, comme conséquence de la supériorité militaire étasunienne écrasante.

Lénine n'excluait pas des circonstances qui donneraient lieu à « *de possibles ajustements temporaires entre les capitalistes et les puissances* », bien qu'il ne le considérât pas probable. « *En ce sens, les Etats-Unis de l'Europe sont aussi possibles comme un accord des impérialistes européens... Sur quoi ? Seulement sur la manière d'écraser ensemble le socialisme en Europe, de défendre ensemble les colonies volées, contre le Japon et l'Amérique du Nord...* ».

Lénine nous donne une bonne définition avant la lettre pour l'Union européenne, qui n'est pas, ni ne sera jamais, autre chose qu'« un accord des impérialistes européens » pour « écraser ensemble » les travailleurs et « défendre ensemble » les intérêts communs face au maître américain et au Japon.

Il en est ainsi, sans que cet accord atténue les contradictions entre les impérialismes européens, tant dans la politique européenne comme dans la mondiale, même si de nos jours ces derniers évacuent leurs conflits par des processus « pacifiques ». Et entretemps, ils n'obtiennent pas non plus une véritable unification de l'Europe, qui serait seulement possible en supprimant effectivement les frontières et les appareils étatiques actuels, en unifiant les conditions sociales et de travail de l'Europe, en expropriant les grands groupes multinationaux et en planifiant démocratiquement l'économie du continent.

« Les Etats-Unis Socialistes de l'Europe »

Il y a une continuité entre les thèses de Lénine et celles que Trotsky a défendues, quatorze ans plus tard, dans son article « *Le désarmement et les Etats-Unis de l'Europe* », de 1929.

En analysant la conférence de la Ligue des Nations à Genève et le discours du représentant français Briand en faveur de l'unification de l'Europe, Trotsky écrit : « *L'Amérique du Nord avance vers la domination mondiale* [...]. *Ceci aggravera continuellement les difficultés de l'Europe. La compétition entre les marchés européens pour la participation sur le marché mondial va s'accentuer inévitablement. Ces marchés européens, mis sous pression à leur tour par l'Amérique du Nord, vont essayer d'unir leurs forces. Tel est l'origine principale du programme de Briand des Etats-Unis de l'Europe.* »

Face aux « Etats-Unis de l'Europe » de Briand, Trotsky revendique la consigne des Etats-Unis Socialistes de l'Europe comme la voie pour « *arracher l'économie européenne de son actuel état de dispersion et sauver les masses populaires de l'Europe de la dépendance et de l'esclavage* ».

La consigne des Etats-Unis Socialistes de l'Europe avait été défendue en 1923 par l'Internationale Communiste, mais elle a été abandonnée par la suite, étant en contradiction avec le « socialisme dans un seul pays » de Staline. Pour Trotsky, « *la guerre impérialiste a été un produit de la contradiction entre les forces productives et les frontières nationales* [...]. *Il y a longtemps que le capitalisme a perdu la capacité d'exister dans un seul pays. Le socialisme, par contre, va se baser sur des forces productives beaucoup plus développées, sinon, il ne signifierait qu'une régression par rapport au capitalisme* [...]. *Le socialisme ne peut atteindre son plein développement même pas dans les limites d'un seul continent. La consigne des Etats-Unis Socialistes de l'Europe est celle d'une étape historique sur le chemin vers la fédération socialiste mondiale.* ». La lutte n'est pas pour construire une Union européenne « plus sociale » mais pour la dynamiter et pour construire à sa place les Etats-Unis Socialistes de l'Europe.

Trotsky termine son article en s'adressant aux dirigeants européens pour leur dire : « *Pour unifier l'Europe il est nécessaire, avant tout, d'arracher le pouvoir de vos mains. Nous le ferons. C'est nous qui unifierons l'Europe. Nous l'unifierons contre le monde capitaliste hostile. Nous la transformerons en une puissante base d'appui du socialisme combatif. Nous la convertirons en pierre angulaire de la fédération socialiste mondiale* ».

---

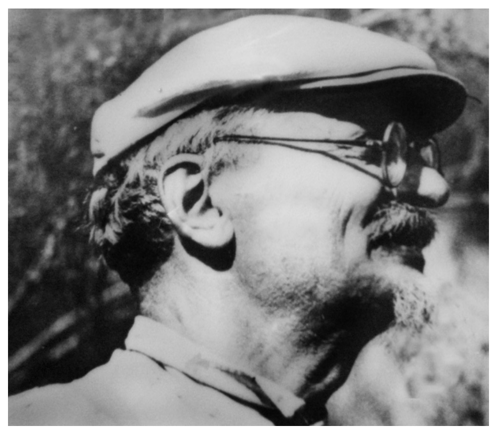
1 V.I. Lénine, *La consigne des Etats-Unis de l'Europe*, 23 août 1915.



70 ans après son assassinat

Continuer la bataille de Trotsky, c'est reconstruire la IVème Internationale

Flor Neves (Portugal)



Le 20 août 1940, à Coyoacán (Mexique) où il était exilé, le révolutionnaire russe Léon Trotsky a été attaqué, frappé par un agent de la Guépéou (police politique russe) sur ordre de Staline, son ancien camarade de parti. Trotsky est mort le jour suivant des suites de ses blessures. 30.000 personnes étaient présentes à ses funérailles au Mexique.

Beaucoup ont voulu faire passer cette mort pour un épisode de la « lutte personnelle pour le pouvoir » entre deux dirigeants russes. Au contraire, comme l'affirmait Trotsky lui-même, l'histoire de son destin a toujours été liée à l'histoire de la lutte de classes.

Parler de son assassinat, 70 ans plus tard, c'est donc parler de l'une des batailles politiques les plus importantes du 20ème siècle, sans laquelle nous pourrions difficilement faire face aux défis actuels.

Un des principaux dirigeants bolcheviques

Trotsky a été président du Soviet de Petrograd, organisation ouvrière de masses et embryon du futur Etat ouvrier, dans la révolution russe de 1905, ainsi qu'en 1917. Il a dirigé le Comité Militaire Révolutionnaire, conduisant l'assaut du Palais d'Hiver, qui a abouti à la prise du pouvoir par les travailleurs en 1917. Dans le nouvel Etat ouvrier, entre autres tâches vitales, Trotsky a organisé et dirigé l'Armée Rouge, qui a mené à la victoire des bolcheviques dans la guerre civile (1918-1921) contre 14 armées des principales puissances impérialistes.

Avec Lenin, Trotsky a aussi été l'un des fondateurs et une figure importante de la IIIème Internationale, l'Internationale Communiste. Comme l'a écrit Lénine dans son testament (décembre 1922), Trotsky était « l'homme le plus capable du Comité Central du Parti Bolchevique ».

La bataille contre la bureaucratisation

Le nouvel Etat ouvrier russe a toutefois été construit dans des conditions bien plus défavorables que ses dirigeants ne l'avaient imaginé. Les autres révolutions qui avaient éclaté en Europe, à la fin de la Première Guerre mondiale, avaient été mises en échec et l'Etat ouvrier russe s'est retrouvé isolé.

La première révolution socialiste de l'histoire avait triomphé dans un pays caractérisé par son retard économique et culturel, et non dans un des principaux pays impérialistes.

En outre, la guerre civile, quoique gagnée, avait coûté la vie au meilleur de l'avant-garde ouvrière apparue pendant la révolution, laissant davantage d'espace aux éléments les plus arriérés et accommodés.

Tous ces facteurs ont conduit à la montée des tendances bureaucratiques dans le nouvel Etat ouvrier.

Durant les dernières années de sa vie, Lénine a mené une lutte intense contre ces tendances bureaucratiques dans l'Etat soviétique, intimement liées à la dégénérescence bureaucratique du parti bolchevique.

Après la mort de Lénine, c'est Trotsky qui a continué cette bataille. Staline, secrétaire général du parti, était, au contraire, le principal instigateur de ces tendances bureaucratiques.

La persécution implacable de la bureaucratie

La bureaucratie stalinienne a été le contraire du bolchevisme, tant dans sa politique, sa théorie, son programme, sa morale, que dans la conception du parti et de l'Etat ouvrier. Pour soutenir ses privilèges, la bureaucratie devait donc détruire l'héritage des bolcheviques et de leur conception révolutionnaire sous tous les aspects.

Pour faire tout cela au nom du « bolchevisme », il était nécessaire, toutefois, de détruire non seulement les conceptions, mais aussi tous ceux qui faisaient partie de cet héritage bolchevique : depuis le parti lui-même jusqu'aux meilleurs éléments de l'avant-garde prolétarienne, tous forgés dans les grands événements de la luttes de classes.

Ainsi, la bureaucratie ne pouvait conquérir définitivement le pouvoir que par la lutte contre l'avant-garde prolétarienne, contre la démocratie ouvrière dans le parti et dans les soviets : c'est pourquoi elle éloigne, puis élimine politiquement et physiquement tous ceux qui s'opposent à son pouvoir.

Les Procès de Moscou en sont la plus grande expression, dans la mesure où ils ont monté, à grande échelle, des calomnies et des falsifications contre les principaux dirigeants bolcheviques. Ils sont donc l'institutionnalisation maximale d'une morale totalement opposée à celle du bolchevisme, où a toujours primé la polémique politique, et jamais les calomnies et les attaques morales. Ce procès s'est achevé par l'exécution de la majorité des membres du Comité Central du parti de l'époque de Lénine, outre plusieurs



importants militants et dirigeants de l'Armée Rouge. Certains des dirigeants bolcheviques de premier ordre ont fait partie de l'Opposition de Gauche et ont mené une lutte conséquente contre la bureaucratie ; beaucoup sont morts en Sibérie, même avant les procès de Moscou. D'autres dirigeants, au contraire, ont fait des « confessions » sous la torture, la coercition et le chantage, qui devaient corroborer les falsifications de Staline, et ils sont revenus sur les conceptions et les idées qu'ils avaient défendues jusqu'alors.

La bataille contre Trotsky n'a pas été la seule, mais bien la plus importante. D'une part, parce qu'il était le dirigeant le plus prestigieux du parti après Lénine, et de ce fait, l'opposant le plus dangereux. D'autre part, Trotsky était aussi un des adversaires les plus conséquents, celui qui est toujours resté ferme dans la défense de l'URSS contre les attaques de l'impérialisme, mais aussi sur la nécessité d'une révolution politique des masses, qui aurait mis en échec la bureaucratie et reconstitué la démocratie ouvrière. Il n'a jamais cédé aux chantages de la bureaucratie (bien que la majorité de sa famille ait été assassinée par Staline) et, s'appuyant sur un marxisme solide, il ne s'est jamais laissé surprendre par les brusques virages à gauche ou à droite de la direction de Staline. C'est pourquoi Trotsky était la principale menace pour Staline : parce qu'il aurait pu conduire avec succès la lutte des travailleurs pour mettre en échec la bureaucratie et reconstituer la démocratie socialiste ; il aurait pu diriger une future vague de luttes révolutionnaires en URSS ou en Europe ; il aurait pu organiser une nouvelle direction internationale qui mènerait à la victoire d'une nouvelle révolution. Chacune de ces hypothèses était une menace pour l'existence de la bureaucratie comme caste privilégiée.

Pourquoi Staline a-t-il ordonné son assassinat ?

Trotsky a été le premier dirigeant exilé en URSS ; il a ensuite été exclu du parti et expulsé du pays et on lui a retiré la nationalité russe. En outre, diverses accusations ont été montées contre lui, ainsi qu'une forte campagne internationale qui prétendait le discréditer comme dirigeant, en le présentant alternativement comme agent du fascisme ou de l'impérialisme, et comme ennemi juré de la révolution russe et de l'Etat soviétique. C'est pourquoi ses photos aux côtés de Lénine ont été effacées, et son passé de dirigeant révolutionnaire dissimulé et défiguré. La persécution de Trotsky est arrivée à son comble avec l'ordre de Staline de l'assassiner. Ce dernier croyait qu'en tuant la figure la plus importante du mouvement « trotskiste », celle qui liait la vieille génération de révolutionnaires russes avec les nouvelles générations, il mettrait un terme à ce mouvement. Après l'échec de la première tentative, le 24 mai 1940, une nouvelle tentative, en août de cette même année, a atteint son objectif.

La IIIème Internationale a été détruite par le stalinisme

La mort de Trotsky fut un coup très dur pour ceux qui défendaient la continuité du bolchevisme à l'époque de la dégénérescence bureaucratique du parti bolchevique, et qui ont été connu sous le nom de « trotskystes ».

La bureaucratie stalinienne ne s'est pas seulement appropriée l'Etat ouvrier et le parti bolchevique qu'il a dénaturés, elle a aussi usurpé la IIIème Internationale, construite comme Parti Mondial de la Révolution Socialiste après que la IIème Internationale a trahi les travailleurs, lors de la Première Guerre mondiale, en soutenant ses propres gouvernements bourgeois. D'instrument révolutionnaire des travailleurs dans la lutte pour le pouvoir partout dans le monde, la IIIème Internationale, aux mains de Staline, est passée au service des intérêts de la bureaucratie soviétique dans le monde. C'est pourquoi, face aux grands événements de la lutte de classes entre les deux grandes guerres (comme la Révolution chinoise de 1923-1925, la guerre civile espagnole ou le gouvernement de Front populaire en France), la IIIème a été un obstacle central pour de nouvelles victoires révolutionnaires. Finalement, le grand fait qui amène Trotsky à rompre avec la IIIème et à la

« C'est le travail est le plus important de ma vie »

« Je pense toujours que le travail dans lequel je me suis engagé, en dépit de son caractère très insuffisant et fragmentaire, est le plus important de ma vie, plus que celui de 1917, de la guerre civile ou de n'importe quel autre.

Pour m'exprimer plus clairement, je dirais : Si moi, je n'avais pas été à Petrograd en 1917, la Révolution d'octobre aurait eu lieu de toute façon, à condition que Lénine soit présent dans la direction. Si ni Lénine ni moi n'avions été à Pétrograd, il n'y aurait pas eu de Révolution d'octobre : je n'ai aucun doute que la direction du parti bolchevik l'aurait empêchée. Si Lénine n'avait pas été à Pétrograd, je doute que, moi, j'aurais pu vaincre la résistance des dirigeants bolcheviques. La lutte contre le 'trotskysme' (c'est à dire contre la révolution prolétarienne) aurait commencé en mai 1917 et le résultat de la révolution aurait été douteux. Mais, je répète, avec la présence de Lénine, la Révolution d'octobre a triomphé. D'une manière générale, on pourrait dire la même chose de la guerre civile, bien que dans sa première phase, en particulier au moment de la chute de Simbirsk et Kazan, Lénine a hésité, en proie à des doutes. Mais cela a été, sans doute, un état d'humeur passager qu'il n'a confessé à personne sauf à moi.

Donc je ne peux pas dire que mon travail était 'indispensable', même dans la période entre 1917 et 1921. Mais maintenant, mon travail est 'indispensable' dans tous les sens. Il n'y a pas le moindre orgueil dans cette déclaration. L'effondrement des deux Internationales a soulevé un problème qu'aucun de ses dirigeants n'est en mesure de résoudre. Les vicissitudes de mon destin personnel m'ont placé face au problème et m'ont muni d'une grande expérience pour y remédier. Il n'y a plus personne d'autre que moi pour mener à bien la mission d'armer une nouvelle génération avec la méthode révolutionnaire, passant par-dessus les dirigeants de la Deuxième et la Troisième Internationales. Je suis d'accord avec Lénine (ou plutôt avec Tourgueniev) que le pire des vices est d'avoir plus de cinquante-cinq ans ! J'ai besoin d'au moins encore cinq ans de travail sans interruption pour assurer la succession. » (Journal de Trotsky en exil, 1935).



« L'Histoire rendra son verdict »

« Pour justifier leur persécution contre moi et pour dissimuler les attentats du GPU, les agents du Kremlin parlent de ma tendance 'contre-révolutionnaire'. Tout dépend de ce que l'on entend par révolution et contre-révolution. La force la plus puissante de la contre-révolution à notre époque est l'impérialisme, aussi bien sous sa forme fasciste que sous sa couverture quasi-démocratique. Aucun pays impérialiste ne veut m'autoriser à vivre sur son territoire. Quant aux pays opprimés et semi-indépendants, ils ont refusé de m'admettre, sous la pression des gouvernements impérialistes ou de la bureaucratie de Moscou, laquelle joue maintenant un rôle extrêmement réactionnaire dans le monde entier. Le Mexique m'a accordé son hospitalité parce qu'il n'est pas un pays impérialiste ; et, pour cette raison, son gouvernement s'est révélé, de façon tout à fait exceptionnelle, suffisamment indépendant à l'égard de toute pression extérieure pour se déterminer en accord avec ses propres principes. Je peux donc affirmer que je vis sur cette terre non pas conformément à le règle, mais comme une exception à la règle.

Dans une époque de réaction comme la nôtre, un révolutionnaire est obligé de nager contre le courant. Je le fais de mon mieux. La pression de la réaction mondiale s'est peut-être exprimée de façon plus implacable sur mon destin personnel et celui de mes proches. Je n'y vois là aucun mérite qui me revienne en propre : c'est le résultat de l'enchevêtrement de circonstances historiques. Mais quand des gens comme Toledano, Laborde et autres clament que je suis un 'contre-révolutionnaire', je peux tranquillement ne pas en tenir compte, laissant le verdict final à l'Histoire. » (L'attentat du 24 mai - 8/6/1940)

considérer comme perdue pour la révolution est la politique désastreuse du PC allemand, qui a permis la montée au pouvoir du nazisme dans ce pays.

Contrairement à ce que souhaitait Staline, l'assassinat de Trotsky n'a pas détruit l'héritage de la IIIème Internationale, grand legs des bolcheviques à la révolution mondiale. S'il en a été ainsi, nous le devons essentiellement à ce que Trotsky a considéré comme « la tâche la plus importante de sa vie » : la construction de la IVème Internationale (1938).

La IVème Internationale poursuit la lutte des bolcheviques léninistes

La IVème Internationale, quoique fragile, a été le lien entre toute une génération de révolutionnaires qui avaient conduit la première révolution socialiste victorieuse, dirigé le premier Etat ouvrier et construit la IIIème Internationale Communiste, et la nouvelle génération de révolutionnaires apparue entre les Première et Seconde Guerres mondiales, qui recherchait une alternative révolutionnaire à la social-démocratie et au stalinisme. D'un côté, elle est la continuité politique, théorique, idéologique et programmatique de la IIIème Internationale fondée par les bolcheviques, ce pourquoi le courant organisé par Trotsky (l'Opposition de Gauche Internationale d'abord, la IVème Internationale ensuite) s'est toujours désigné lui-même comme « bolchevisme-léninisme ».

Alors que la direction stalinienne réalisait la révision des principales élaborations historiques des bolcheviques et de la IIIème Internationale, le courant dirigé par Trotsky a mis à jour le capital marxiste face aux nouveaux événements de la lutte de classes, comme la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe et le surgissement du fascisme. Toute cette élaboration est concrétisée dans le Programme de Transition, document fondateur de la IVème Internationale, écrit par Trotsky.

D'autre part, la IVème Internationale a été la réponse organisationnelle à la crise de direction révolutionnaire, entamée avec la dégénérescence de la IIIème Internationale. Pour cette raison, elle apparaissait comme une direction révolutionnaire, encore minoritaire, alternative à la social-démocratie et au stalinisme, qui pourrait, lors d'un nouveau moment de la lutte de classes, diriger les nouvelles montées révolutionnaires, soit contre la bourgeoisie impérialiste soit contre la bureaucratie.

La IVème Internationale a ainsi couronné, d'un point de vue politique et organisationnel, la bataille dirigée par Trotsky contre la dégénérescence de l'Etat Ouvrier, du Parti Bolchevique et de l'Internationale Communiste elle-même.

Sans Trotsky

La IVème Internationale, récemment fondée, a dû faire face, avec une direction extrêmement fragile, jeune et inexperte, à de grands événements de la lutte de classes comme la Seconde Guerre mondiale, la défaite du fascisme et la grande montée révolutionnaire qui a suivi.

La direction stalinienne a mis à profit la défaite du fascisme et la montée révolutionnaire, après la Deuxième Guerre mondiale. Les partis communistes, dirigés par le stalinisme, sont

EL PERIÓDICO
INFORMANDO LA VERDAD
MUSEO CASA DE LEÓN TROTSKY, COYOACÁN — HOY MARTES 21 DE AGOSTO DEL 20[...]
POR ACTUAR EN CONSECUENCIA CON SUS IDEAS
¡ASESINARON A TROTSKY!
MURIÓ LA NOCHE DEL 21 DE AGOSTO DE 1940
EN EL PUESTO DE SOCORRO DE LA CRUZ VERDE
TROTSKY A 63 AÑOS DE SU MUERTE
León Trotsky en México
INSTITUTO DEL DERECHO DE ASILO
MUSEO CASA DE LEÓN TROTSKY, AC

Le journal mexicain El Periódico *annonce l'assassinat (Musée Casa León Trotsky, Coyoacán)*



sortis renforcés de cette guerre, laissant peu d'espace pour ceux qui, comme les trotskystes, s'opposaient à eux.

En même temps, la nouvelle direction de la IVème Internationale a commis diverses erreurs, en capitulant face au stalinisme et aux nouvelles directions petite-bourgeoises. Ces erreurs ont empêché la IVème Internationale de devenir une forte organisation d'avant-garde au niveau international et ont eu pour conséquence sa division et sa destruction en tant qu'organisation centralisée. En dépit de cela, les trotskystes n'ont pas disparu. Divers courants se revendiquent du trotskysme, beaucoup d'entre eux révisant la pensée de Trotsky et ayant peu à voir avec ses enseignements. D'autres courants, comme la LIT-QI, ont toujours lutté pour la reconstruction de la IVème Internationale sur des bases de principe, en réponse à la crise de direction révolutionnaire que nous vivons jusqu'à aujourd'hui.

Le verdict de l'histoire

Malgré les erreurs des « trotskystes », le verdict de l'histoire a donné la raison à Trotsky sur Staline.

Les staliniens ont calomnié Trotsky pendant des décennies, comme un « contre-révolutionnaire » qui voulait détruire l'Union Soviétique. Toutefois, c'est cette même bureaucratie stalinienne qui accusait Trotsky, qui a restauré le capitalisme en URSS, en mettant fin au premier Etat ouvrier de l'histoire.

Le verdict de l'histoire a aussi confirmé la caractérisation de Trotsky, selon laquelle, sans une révolution politique qui démantèlerait la bureaucratie en URSS, ce serait la bureaucratie elle-même qui reconstituerait le capitalisme dans le pays.

La restauration du capitalisme a aussi démontré, dans la pratique, qu'il était impossible (contrairement à l'idée propagée par les staliniens) de construire le socialisme dans un seul pays, et que la seule issue est la révolution socialiste mondiale.

L'agonie mortelle du capitalisme et l'actualité du trotskysme

Ce n'est pas seulement face au stalinisme que l'histoire a donné raison à Trotsky. Avec la chute des régimes staliniens en Europe de l'Est, la bourgeoisie mondiale a préconisé la « fin du socialisme » et le « triomphe du capitalisme ».

L'actuelle crise économique mondiale et la misère croissante qu'elle entraîne pour plusieurs millions de travailleurs partout dans le monde ne sont que l'expression la plus récente et la plus visible de l'agonie mortelle du capitalisme, qui ne peut qu'apporter la misère et la destruction pour la classe ouvrière et la population pauvre du monde entier.

Face à la barbarie capitaliste, qui prend des proportions de plus en plus terribles, la nécessité de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, à travers la révolution socialiste mondiale, est aujourd'hui plus pressante que jamais.

La crise de l'humanité est, comme le disait Trotsky, « la crise de sa direction révolutionnaire ». C'est pourquoi l'actualité du trotskysme se vérifie aussi dans la nécessité de reconstruire la IVème Internationale, qui n'est rien d'autre que le parti mondial de la révolution socialiste.

En croyant dans la force révolutionnaire de la classe ouvrière

L'assassinat de Trotsky n'a donc pas été une vengeance personnelle de Staline. Il est, au contraire, l'aboutissement d'une longue lutte entre deux projets opposés pour la révolution mondiale et pour l'Etat ouvrier russe.

Le trotskysme est né dans une période de reflux profond des grandes luttes révolutionnaires qui s'étaient étendues à travers le monde à la fin de la Première Guerre mondiale, face aux grandes défaites de la classe ouvrière mondiale, comme le fascisme et la dégénérescence de l'URSS.

Malgré les temps défavorables, malgré les trahisons et les calomnies dont il a été blanchi, Trotsky a toujours maintenu sa morale révolutionnaire et il a, avant tout, cru dans les forces de la classe pour dépasser les obstacles. Comme il l'écrivait dans une lettre à Angélica Balabanoff, appelée « Contre le Pessimisme » (1937) : « Il faut prendre l'histoire comme elle se présente, et quand celle-ci se permet des outrages tellement scandaleux et sales, nous devons la combattre avec les poings ».

Trotsky a toujours su que la bataille menée contre sa personne était une bataille politique, le produit de forces profondes dans la situation internationale. Pour cette raison, il a maintenu jusqu'à la fin, au-delà de son destin personnel, sa confiance profonde dans la force révolutionnaire de la classe ouvrière pour lutter contre l'impérialisme et la bureaucratie.

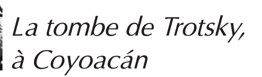
Le grand enseignement de Trotsky a été d'être resté un marxiste, révolutionnaire, internationaliste conséquent jusqu'au dernier jour de sa vie, même quand il nageait contre le courant.

Continuer la bataille de Trotsky

La LIT s'est fondée dans le but de reconstruire la IVème Internationale et y engage ses forces. Nous existons aujourd'hui et nous pouvons mener cette lutte parce que nous assumons le Programme de Transition et ses enseignements, en cherchant à les actualiser pour notre époque.

Nous savons que nous sommes encore un courant modeste. Toutefois, beaucoup d'activistes et de révolutionnaires voient aujourd'hui dans la LIT-QI sa politique conséquente de lutte contre la bourgeoisie et le capitalisme, et contre leurs agents dans le mouvement ouvrier. Notre force provient de ceci : continuer la bataille de Lénine et de Trotsky pour le dépassement de la crise de direction révolutionnaire, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et la construction du socialisme à l'échelle internationale.

A un moment où la crise profonde de stalinisme se superpose avec l'agonie du capitalisme, nous pensons que le meilleur hommage que nous pouvons rendre à Trotsky, 70 après sa mort, c'est de reprendre ses enseignements pour reconstruire la IVème Internationale.


La tombe de Trotsky, à Coyoacán



Afghanistan

Les généraux et Obama dans leur labyrinthe

Bernardo Cerdeira (Brésil)

La guerre de l'Afghanistan est un des éléments les plus importants du discrédit et de la crise de l'administration Obama et de l'armée des Etats-Unis, comme le montre la destitution du commandant des troupes américaines dans ce pays.

Cette crise a explosé récemment dans « les hauteurs », au centre du haut commandement de l'armée des Etats-Unis. Le point crucial a été l'éviction du commandant des troupes américaines en Afghanistan, le général Stanley McChrystal. Ce sont les déclarations explosives du général, dans la revue *Rolling Stone*, où il attaquait plusieurs fonctionnaires de l'administration Obama, et y compris le président lui-même, qui ont été le détonateur de la crise.

Entre autres choses, McChrystal a appelé le général Jim Jones, conseiller de Sécurité Nationale, de « clown » ; il a dit que Richard Holbrooke, envoyé de la Maison Blanche pour l'Afghanistan et le Pakistan, est comme un « animal blessé » par la crainte de perdre son poste ; il a ri quand on a appelé le vice-président Joe Biden de « Bite Me » (quelque chose comme « casse-toi ») ; finalement, il a affirmé qu'Obama était « inconfortable et gêné », la première fois qu'ils se sont rencontrés.

Obama n'a pas eu d'autre issue que de licencier McChrystal, qui a été remplacé par David Petraeus, ex commandant des troupes américaines en Irak. Petraeus a assuré qu'il maintiendrait en Afghanistan la stratégie étasunienne de contre-insurrection.

Un changement d'une telle importance dans « les hauteurs » ne s'explique pas sans voir comme arrière-plan la situation de la guerre et le contexte politique et social, c'est-à-dire, celui de la lutte de classes dans laquelle celui-ci se développe. Et par rapport à cela, il n'y a pas d'autre conclusion possible : la crise du commandement militaire des Etats-Unis reflète la crise d'une occupation militaire sans issue et la défaite qu'ils sont en train de subir dans la guerre.

Pourquoi les Etats-Unis sont-ils en train de perdre cette guerre ?

En juillet 2010, la guerre d'Afghanistan a atteint 8 années et 9 mois (105 mois au total) ; elle est ainsi devenue le conflit armé le plus long de ceux dans lesquels les Etats-Unis ont combattu. La guerre du Vietnam, qui a duré 103 mois, a été dépassée. Et ce n'est pas par hasard que la guerre de l'Irak est la troisième en durée (87 mois).

Pas besoin, évidemment, d'une analyse très profonde pour conclure que, si l'impérialisme le plus puissant de l'histoire n'est pas parvenu à mettre en échec un des pays les plus pauvres du monde, il y a quelque chose qui cloche. Et dans une guerre, celui qui ne parvient pas à mettre en échec un ennemi beaucoup plus faible du point de vue militaire et économique, commence à être exposé à une usure inévitable, reflétée dans une quantité innombrable de pertes matérielles et humaines.

D'abord, l'impérialisme affronte une corrélation de forces mondiale défavorable après l'échec de l'offensive guerrière commandée par le président Bush. L'objectif stratégique d'envahir et d'occuper militairement le Moyen-Orient et l'Asie Centrale et d'en garantir la stabilité politique, pour assurer l'accès aux sources stratégiques de pétrole, a totalement échoué. C'est la résistance des masses de l'Irak, de l'Afghanistan, du Liban, de la Palestine, de l'Amérique latine et des autres pays et régions, qui a joué un rôle de protagoniste dans cette défaite.

C'est pourquoi, les Etats-Unis sont obligés de combattre à la fois dans les deux guerres les plus longues de leur histoire. Et il n'y a aucune perspective de mettre un terme à ces occupations militaires. Ceci signifie que le pays a des dépenses publiques énormes pour maintenir plus de 200.000 soldats dans les deux pays, avec armes et munitions, sans compter l'usure politique dans l'armée, les partis politiques et la bourgeoisie, ainsi que l'impopularité croissante de la guerre dans l'opinion publique. C'est-à-dire, l'impérialisme se trouve dans deux bourbiers.

Deuxièmement, il y a eu un changement politique dans les masses afghanes. En 2001, les Etats-Unis ont occupé le pays et ont expulsé les Talibans, avec à peine une petite résistance. Aujourd'hui, il est évident que, si les Talibans sont présent dans 97 % du pays et réalisent des actions dans 80 % du territoire, comme reconnaissent les agences d'intelligence impérialistes, c'est parce que la majorité du peuple afghan est contre l'occupation et que, si elle ne prend pas part directement à la lutte de résistance, au moins elle la soutient politiquement et veut l'expulsion de l'envahisseur qui lui a causé tant de souffrance durant ces années.

D'autre part, sur le terrain militaire proprement dit, les Etats-Unis sont aussi en train de perdre la guerre. Le mois de juin a connu le plus grand nombre

Le général Stanley McChrystal : « Si les choses vont mal, je préfère m'en aller ».





de pertes des troupes de l'OTAN (103 soldats tués par les insurgés). Les Talibans contrôlent le Sud et le Sud-Est du pays. L'offensive des troupes américaines à Marja, dans la province de Helmand, est un « ulcère sanglant », selon le général McChrystal lui-même.

Finalement, mais non moins important, il faut y ajouter un élément : la guerre est de plus en plus impopulaire parmi les travailleurs et le peuple américain, ainsi que dans des secteurs de la bourgeoisie elle-même qui ne voient pas de sens dans la continuation d'un si grand effort économique et militaire.

Il reste toutefois un doute : la plus grande puissance du monde ne pourrait-elle pas mobiliser ses immenses ressources économiques et militaires et mettre en échec facilement les Talibans et la résistance afghane ? C'est-à-dire, les Etats-Unis ne pourraient-ils pas gagner cette guerre ?

La réponse à ces questions ne peut pas être dissociée du contexte géopolitique mondial et le processus historique de la lutte de classes en Afghanistan. A partir de cette analyse, il est clair que l'impérialisme fait face à une situation très difficile. Géographiquement, le territoire est constitué à 85 % de hautes montagnes. C'est un pays rural, avec une infrastructure détruite après 30 ans de guerres. Les masses paysannes ont un entraînement pratique de trois décennies de lutte de guérilla. Ils ont ainsi mis en échec la puissante armée soviétique, puis ils ont combattu dans la guerre civile, et cela fait neuf ans qu'ils font face aux troupes des Etats-Unis et de l'OTAN. Ce sont des combattants habitués aux batailles dans des conditions extrêmement dures.

Selon les experts militaires de la CIA elle-même, les Etats-Unis devraient mobiliser un million de soldats pour gagner, ce qui serait seulement possible avec le rétablissement de la conscription, une mesure qui rencontre une forte résistance dans la population des Etats-Unis depuis la défaite du Vietnam. Il serait nécessaire d'attaquer militairement avec toute la force, sans limitation, en causant un nombre de pertes civiles semblable aux deux millions de Vietnamiens morts pendant le conflit dans ce pays, ce qui causerait évidemment une commotion mondiale. Et il serait nécessaire d'être disposé à accepter la perte inévitable de soldats américains, à la même échelle, par exemple, que dans la guerre du Vietnam (plus de 58.000 soldats morts).



En outre, il faut rappeler que toutes ces mesures ont été appliquées au Vietnam et que, même ainsi, les Etats-Unis y ont perdu la guerre. De toute manière, dans le cas de l'Afghanistan, ces coûts politiques pourraient provoquer une réaction de masses et un mouvement anti-guerre aux Etats-Unis, c'est-à-dire, une crise politique pour le gouvernement impérialiste, injustifiable dans la situation actuelle.

Négociation avec les Talibans : la seule issue pour les Etats-Unis dans la situation actuelle

Si les Etats-Unis ne peuvent pas gagner la guerre, et pas non plus admettre la défaite cuisante que signifierait sortir de l'Afghanistan et laisser les Talibans retourner au pouvoir, ils n'ont pas d'autre issue que de négocier, dans les meilleures conditions possibles, un accord avec les insurgés. C'est pourquoi, le gouvernement de Bush a adopté, à partir de 2006, une nouvelle tactique, différente de celle qui a motivé l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Cette nouvelle tactique est la contre-insurrection (appelée « co-in »). Son objectif serait de gagner « les cœurs et les esprits » de la population afghane (et celle d'autres pays où les Etats-Unis combattent), avec des actions politiques et sociales. En même temps, ils cherchent à renforcer et à former une armée et une police afghanes qui peuvent contrôler le pays quand les troupes impérialistes seront parties.

La politique de contre-insurrection n'est pas en contradiction avec une augmentation de troupes ou d'opérations militaires. Toutefois, ces dernières se trouvent subordonnées à l'action politique et à la négociation. Quand la contre-insurrection a été appliquée en Irak, à partir de 2006, avec le nom « surge », l'impérialisme a essayé d'envoyer un contingent additionnel de 30.000 soldats pour renforcer sa présence militaire. Mais l'action la plus importante a été la négociation avec un secteur des milices sunnites, qui ont commencé à recevoir des millions de dollars par mois pour ne pas attaquer les troupes américaines et, par contre, attaquer Al Qaeda.

Quand il a assumé le gouvernement, Obama a entrepris de faire quelque chose dans ce genre. Il a nommé le général Stanley McChrystal, qui auparavant était le second dans le commandement en Irak, pour diriger les troupes des Etats-Unis en Afghanistan. Ensuite, à la demande du général, il a envoyé plus de 30.000 soldats pour combattre les Talibans. L'objectif n'était pas de gagner la guerre, tâche impossible dans les circonstances que



Le général Petraeus a demandé davantage de soldats pour négocier mieux avec les Talibans.



nous venons de détailler, mais d'infliger des défaites partielles et d'affaiblir les Talibans, pour imposer une négociation dans de meilleurs termes. Avec cela, sous la pression de l'opinion publique qui l'a voté, Obama a fixé pour le mois d'août 2011 le retrait total des troupes étasuniennes du pays.

McChrystal a demandé, quand il a assumé son poste, 40.000 soldats de plus pour parvenir à imposer des défaites aux Talibans et à négocier en condition de force favorable. Sa demande a été presque totalement satisfaite : Obama en a envoyé 30.000. Mais cela n'a pas marché. Le problème est que l'ennemi n'était pas d'accord avec le schéma impérialiste. L'offensive féroce lancée en février, dans la ville de Marja, s'éternise avec des combats constants. L'armée des Etats-Unis elle-même a été obligée de reporter jusqu'en septembre l'offensive dans la province de Kandahar, prévue pour le mois de juin.

Un épisode récent dépeint mieux que toute analyse la détérioration de la situation politique et les difficultés de la stratégie de contre-insurrection. Un des soldats afghans, incorporé dans les troupes britanniques pour être formé en prenant part aux missions d'un régiment d'infanterie des célèbres gurkhas népalais, a assassiné un capitaine britannique, un autre fonctionnaire de la même nationalité et un soldat gurkha, en plus de blesser quatre autres soldats. Il s'est ensuite enfui et s'est incorporé à la révolte, comme l'a informé un porte-parole taliban.

Ce n'est pas la première fois que les troupes britanniques subissent des incidents de ce type. Il n'est pas difficile de comprendre que les soldats britanniques et les instructeurs commencent à considérer leurs « élèves » afghans avec méfiance. De fait, après plusieurs incidents semblables, le commandement britannique a donné l'ordre pour que ses soldats soient toujours armés dans leurs propres bases, et que dans les patrouilles mixtes avec des soldats afghans il y ait toujours un soldat britannique de garde, avec son arme automatique prête à tirer. Il est évidemment très difficile que des fonctionnaires et des soldats des troupes d'occupation réalisent l'instruction militaire des Afghans avec tranquillité, s'ils voient dans leurs « élèves » de possibles assassins, qui peuvent à tout moment mettre un terme leurs vies.

La conclusion évidente est que, dans la mesure où la politique de contre-insurrection ne fonctionne pas, l'objectif lui-même, de négocier avec les Talibans dans une relation de forces favorable et de permettre aux Etats-Unis de retirer la plupart de leurs troupes du pays, devient difficile.

Crise, usure et croisée de chemin pour le gouvernement d'Obama

Les événements qui ont abouti à la destitution du général McChrystal ne peuvent s'expliquer autrement que par cet échec de la stratégie de contre-insurrection. Mais pourquoi McChrystal a-t-il choisi une façon ouverte et publique pour manifester son mécontentement et ses désaccords avec l'administration Obama ?

Il est évident qu'un général avec tant d'expérience savait qu'en faisant des déclarations de ce type, il ne laisserait certainement pas d'autre alternative à Obama que de le licencier. L'explication la plus probable est donc que McChrystal a forcé sa démission pour ne pas avoir à sa charge toute la responsabilité de l'échec de la stratégie de contre-insurrection et, de ce fait, de toute la guerre de l'Afghanistan.

A la fois, il en a profité pour apporter l'usure à l'administration Obama. McChrystal, ensemble avec le parti républicain, défend une plus grande intervention militaire en Afghanistan et une politique militaire plus agressive, chose qu'Obama, évidemment, ne juge déjà plus possible. Ce n'est pas non plus par hasard que le seul fonctionnaire de haut rang non cité par le général, la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, est aussi partisane d'une politique plus dure.

Obama a nommé le général Petraeus, qui a eu du succès en Irak, comme le nouveau commandant des troupes en Afghanistan. Mais rien n'indique que la situation va connaître un changement en faveur des Etats-Unis. Ainsi, il ne sera pas possible de respecter le délai de 2011 pour le retrait total des troupes. Il y a une croisée de chemins : les Etats-Unis ne peuvent pas mettre en oeuvre une offensive totale, mais ils ne peuvent pas non plus se retirer. Voilà le célèbre « bourbier ». Et le « bourbier » est en train de diviser y compris les démocrates. Le *New York Times* informait, le 21 juillet : « *Plus tôt dans ce mois, 153 démocrates, y compris la présidente de la Chambre basse, Nancy Pelosi, ont approuvé un amendement qui exigerait un chronogramme précis pour le retrait des troupes. Seuls 98 démocrates ont rejoint les républicains pour mettre en échec cette proposition.* »

La situation de la guerre est un des éléments importants, avec la gestion de la politique économique et la fuite de pétrole dans le Golfe du Mexique, qui contribue actuellement à l'usure du gouvernement Obama. Selon une enquête du *Washington Post/ABC News*, 54 % désapprouve la gestion de l'économie du pays par le président.

C'est le pire indice depuis qu'Obama est arrivé à la présidence. Tout indique que dans les élections parlementaires de moitié de période, en novembre de cette année, le Parti Démocrate et Obama vont subir une défaite qui peut signifier la perte de la majorité à la Chambre de Députés, et même au Sénat.

La situation économique - surtout le chômage - et la guerre sont des éléments qui sont directement mis en rapport et s'influencent réciproquement. L'intervention militaire augmente le déficit du budget national des Etats-Unis et influence la capacité de l'Etat pour intervenir sur la crise économique. A son tour, la nécessité de l'Etat d'intervenir dans la crise a augmenté brutalement le déficit du budget et limite les dépenses militaires et donc la capacité d'intervention des Etats-Unis dans la guerre. Les autres éléments qui contribuent à affaiblir politiquement le gouvernement et à augmenter les perspectives de défaite électorale, limitent encore plus la marge de manœuvre d'Obama. Pour ce dernier et les généraux du Pentagone, il n'y a pas d'issue de ce labyrinthe en vue.

Marines en Afghanistan.





Conclat :
Les raisons qui expliquent la rupture



André Freire (Brésil)

Le Congrès National de la Classe Ouvrière (Conclat), au Brésil, a donné lieu à un grand espoir dans les secteurs de l'avant-garde de classe et combative, tant dans le pays qu'à l'échelle internationale.

Plus de 4 000 travailleurs et étudiants ont participé au Congrès, dont 3 115 délégués du mouvement syndical et populaire, élus dans environ 900 assemblées, réalisées dans la plupart des Etats fédérés du pays.

Le congrès a été démocratique depuis sa convocation, en passant par l'élection des délégués et jusqu'au congrès lui-même, dans lequel vingt courants ont défendu leurs thèses et propositions lors des séances plénières, avec le même temps d'intervention, et tous les délégués ont discuté sur les thèmes inclus dans l'agenda. La séance plénière finale a voté, de manière souveraine, des résolutions sur la stratégie, les principes, la conception et le programme ; elle a voté sur la conjoncture nationale et internationale, sur un plan d'action, et sur les principales questions polémiques du congrès, y compris les propositions sur le caractère de l'organisme, sa structure de direction et le nom de la nouvelle organisation.

Malheureusement, le Conclat s'est terminé avec la rupture d'un secteur minoritaire (le bloc Intersindical-Unidos-MAS), qui comptait environ un tiers des délégués, et qui a abandonné le congrès parce qu'il n'acceptait pas ses résolutions. La rupture de ce secteur a représenté un coup dur, non seulement pour le congrès, mais pour tout le processus de réorganisation que nous construisions. Postérieurement, ces secteurs ont publié plusieurs notes où ils accusent le PSTU d'être le responsable de la rupture. Mais les vrais responsables de cette défaite ont été ceux qui ont rompu avec ce congrès démocratique afin de ne pas respecter ses décisions.

Le congrès a été une démonstration de fonctionnement à partir de la démocratie ouvrière. Les secteurs qui ont rompu accusent le PSTU d'être « hégémoniste », parce qu'il aurait « imposé une majorité circonstancielle ». Pour nous, dans le cadre de la démocratie ouvrière, il est légitime que toute organisation de la classe ouvrière défende ses positions dans des congrès comme le Conclat. Il est légitime, et cela fait partie de la démocratie ouvrière, que l'on mène des batailles pour que des positions politiques soient majoritaires, comme cela a été le cas dans le Conclat. A un moment, il peut y avoir une majorité pour une position, à un autre moment la majorité pourra être différente. C'est une erreur de rompre avec un congrès démocratique, seulement parce qu'on perd certaines votations.

La convocation du Congrès

A la fin du Premier Séminaire National de Réorganisation (avril 2009), il y a eu des accords importants entre les entités et les organisations qui constituaient la Commission de Réorganisation. Mais à ce moment-là, il y avait déjà d'importantes questions polémiques. Pour les résoudre, le mécanisme a été d'acheminer ces discussions aux séminaires régionaux et au Deuxième Séminaire National. Face à la cristallisation de cette polémique, la Coordination Nationale de Conlutas, sur proposition du PSTU, a présenté à Intersindical et aux autres organisations deux propositions alternatives pour surmonter cette impasse.

La première consistait à retarder l'unification ; continuer cette discussion dans la base des organisations ; réaliser une rencontre ouverte et non résolutive en 2010 et chercher à solidifier le front unique dans les luttes, en approfondissant les liens de confiance entre les organisations. La seconde alternative était la réalisation d'un congrès avec des délégués élus dans la base, pour y prendre une décision sur les questions polémiques pour lesquelles les directions des entités et des organisations politiques ne parviendraient pas à arriver à un accord.

Ce Deuxième Séminaire (novembre 2009) a décidé la convocation du Conclat. Il a été décidé, par accord entre les organisations, que ce congrès, avec des délégués élus dans la base du mouvement syndical et populaire, déciderait concernant les questions polémiques qui persisteraient.

Malgré la déclaration des organisations qui ont rompu par la suite - qu'elles accepteraient que toutes les questions polémiques soient résolues par la base, par vote quand cela était nécessaire - la rupture du Conclat a démontré que cela n'était pas la véritable position de ces secteurs. Ils ont probablement cru qu'ils pourraient imposer leurs positions encore en minorité, à travers des pressions sur la majorité.

Si cette position avait été manifestée publiquement, il aurait été mieux d'avoir construit un pas plus modeste et plus sûr, à la recherche de l'unité, ce qui aurait évité la défaite qu'a été la rupture du congrès, une défaite qui aura des conséquences pour le processus de réorganisation. Sans un compromis réel et public de respect des décisions du congrès, l'installation du Conclat a été une erreur, étant donné le risque de sa rupture, qui a malheureusement été consommée.

Le PSTU a toujours cherché l'unité

Notre parti s'enorgueillit beaucoup que son militantisme ait joué un rôle fondamental dans la construction de Conlutas, et dans son développement



comme un véritable organisme national de front unique, de classe, internationaliste, qui donne la priorité à l'action directe et agit toujours avec une stratégie socialiste.

Le PSTU a défendu dans les instances de Conlutas que son fonctionnement soit construit à partir de la démocratie ouvrière, en respectant les positions divergentes qui ont toujours eu le même espace pour s'exprimer, indépendamment du fait qu'elles étaient majoritaires ou minoritaires. Dans Conlutas, à la fin des débats démocratiques, ce sont toujours les instances de l'organisme, formées par les représentants des organisations de base affiliées, qui ont défini les politiques à adopter, en faisant valoir un fonctionnement véritablement démocratique d'un organisme de front unique.

Le Conclat a aussi été construit de cette même manière : un congrès démocratique, avec des délégués élus dans des assemblées de base, et qui, par accord de toutes les organisations qui l'ont convoqué, avait le pouvoir de décision sur les questions sur lesquelles les courants politiques et les directions des organismes impliquées n'auraient pas pu se mettre d'accord.

Nous avons toujours défendu dans Conlutas qu'il était nécessaire d'être disposé à faire des concessions pour garantir l'unification. C'est en ce sens que nous avons accepté un congrès de pouvoir résolutif seulement avec le mouvement syndical et populaire, laissant de côté le mouvement estudiantin et les mouvements de classe en lutte contre les différentes formes d'oppression.

Nous avons accepté l'élection du Secrétariat Exécutif National dans le congrès lui-même, alors que Conlutas avait déjà dépassé ce fonctionnement pour comprendre que cela finit par transformer les congrès en une arène de conflits pour la direction de l'organisme.

Même avec la question du nom, notre proposition a cherché à respecter les autres organisations avec lesquelles nous étions en train de discuter l'unification et, en même temps, à maintenir aussi ce qui a été accumulé durant les dernières six années avec la Conlutas. Nous avons proposé le nom Conlutas-Intersindical, qui plaçait sur pied d'égalité les deux plus grandes organisations qui étaient en train de s'unifier, tandis que les autres organisations qui convoquaient le Conclat auraient maintenu leurs noms actuels, en s'affiliant toutefois à la nouvelle organisation construite. Dans des situations d'unification similaires, dans d'autres pays, les noms des principales organisations qui s'unifiaient ont été retenus, comme dans le cas de la PIT-CNT, en Uruguay, et l'AFL-CIO, aux Etats-Unis.

Les forces qui ont rompu avec le congrès exigeaient qu'il fallait éliminer le terme Conlutas du nom de l'organisme. La majorité du congrès a considéré comme une erreur d'éliminer tant le nom de Conlutas que celui d'Intersindical, parce que cela signifiait éliminer les conquêtes de cette période récente de combats pour une alternative indépendante de lutte contre le gouvernement et les vieux organismes syndicaux bureaucratisés.

Comme nous avons dit plus haut, indépendamment du fait que c'était, oui ou non, le meilleur nom, ce qui était fixé d'un commun accord depuis novembre de l'année passée, c'était que le congrès définirait par le vote des délégués élus dans la base les questions polémiques qui persisteraient encore entre les organisations qui le convoquaient. Le triste spectacle du retrait, en percevant qu'ils avaient perdu la votation, a été la démonstration la plus claire que leur affirmation - qu'ils accepteraient le résultat de ce que voterait la base - était fausse.

C'est le pire que puisse faire celui qui dit vouloir la démocratie : ils voulaient imposer à la majorité de retirer cette proposition. Les mêmes secteurs qui ont rompu avec le Conclat, révélant tout leur manque de respect pour la démocratie ouvrière et pour les différences d'opinion, ont essayé d'empêcher, avec des expressions de rejet et en criant des consignes, l'intervention du camarade Zé Maria quand il défendait le nom Conlutas-Intersindical, une proposition approuvée par l'ample majorité dans le Congrès de Conlutas. S'ils ont montré ce manque de respect pour la démocratie ouvrière et les positions légitimes en débat, en étant en minorité, on s'imagine ce qu'ils auraient pu faire en ayant eu une majorité de délégués dans le Conclat.

Salutation au Congrès du dirigeant syndical grec, Sotiris Martalis.

Séance plénière de délégués au Congrès.

Le manque de respect pour la démocratie ouvrière

La raison de fond de leur rupture du Conclat est que ces secteurs ne sont pas d'accord pour respecter les majorités et les minorités et, de fait, pour construire un véritable organisme national de front unique, où les délibérations des instances de cet organisme sont au-dessus de la volonté des organisations politiques qui y participent, principalement, en respectant les secteurs qui seraient éventuellement en majorité dans l'organisme, à l'un ou l'autre moment.

Durant la période où ces mêmes secteurs qui ont rompu avec le Conclat étaient actifs dans la CUT ou dans l'UNE - des organismes qui soutiennent le gouvernement et sont extrêmement bureaucratisées - jamais le respect des résolutions de ces instances n'a été remis en question par eux, y compris quand ils n'étaient pas en accord avec ces votations et bien que ces résolutions soient prises dans des forums antidémocratiques, complètement différents du Conclat. Cela nous fait penser que, indépendamment des déclarations, ils résistent davantage à la construction d'un organisme de front unique, avec fonctionnement



d'organisme sous direction de la gauche révolutionnaire, comme c'est le cas pour le PSTU, qu'à la construction d'une entité bureaucratisée, sous la direction de la bureaucratie syndicale qui soutient le gouvernement de Lula.

Le principe de la démocratie ouvrière a quelques préliminaires qui sont fondamentaux. Elle ne peut s'exercer que là où il y a une complète indépendance face à l'Etat bourgeois, les gouvernements et les patrons, ainsi qu'une autonomie par rapport aux partis politiques de la classe ouvrière. Ses décisions politiques doivent être prises de façon légitime par les instances de l'organisme lui-même, à travers la volonté des travailleurs ou de leurs représentants directs.

Pour que ce fonctionnement soit effectivement démocratique, il doit y avoir un respect total pour les positions en débat qui ont une certaine représentativité parmi les travailleurs, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. A la fin de ces débats, il faut exercer le droit légitime de vote des positions : les majoritaires qui émanent des votations doivent être acceptées comme « positions de l'entité » et doivent être respectées par la minorité qui, elle, aura la garanti du droit d'exprimer sa discordance.

Sans le respect des positions qui sont votés par majorité dans les organisations des travailleurs et qui expriment la volonté de la base, nous ne pourrons jamais obtenir un fonctionnement réellement démocratique dans nos entités. La minorité a tout le droit d'exprimer ses opinions, mais elle ne peut pas exercer un pouvoir de véto permanent, sous peine de transformer les entités de la classe ouvrière en un simulacre, qui en réalité fonctionnent par des accords entre les organisations politiques qui y interviennent.

Après la rupture du Conclat, les secteurs qui ont rompu proposent de conditionner le retour à l'unité à ce que nous acceptions un fonctionnement à partir du consensus et, tout au plus, par des votations avec un quorum qualifié des deux tiers. La réalité même de la lutte de classes va nous imposer de prendre des décisions politiques et d'action qui ne peuvent pas attendre le consensus de toutes les organisations politiques qui composent l'entité. Nous défendons le principe que ce sont les instances de ces entités, avec la participation de la base et des représentants des organisations des travailleurs, qui doivent définir les politiques, ces décisions étant respectées de manière autonome et souveraine.

Accepter une organisation avec un fonctionnement du type proposé par ceux qui ont rompu, est un recul important par rapport à ce que nous construisons avec Conlutas. Accepter cette proposition, ce n'est pas combattre pour l'unité mais détruire ce qui est accumulé par Conlutas, pour que naisse un organisme de plus qui n'aurait pas la capacité de répondre aux principales confrontations que présente la lutte de classes et qui pourrait se diviser encore une fois, juste aux moments les plus aigus de notre lutte.

La CSP-Conlutas s'est mise en route

Alors que le débat concernant la rupture du Conclat continue

Les 24, 25 et 26 juillet a eu lieu, à Rio de Janeiro, la première réunion de la Coordination Nationale de la nouvelle centrale, fondée lors du Conclat de juin. Ont participé à cette réunion: 72 entités syndicales, 24 minorités d'entités et oppositions syndicales, 8 mouvements populaires urbains et 5 entités estudiantines. Il y avait 290 participants, dont 177 représentants avec droit de vote et 113 observateurs.

En outre, la réunion a élu le Secrétariat Exécutif National, a voté une Résolution de Conjoncture et un Plan d'Action - qui commence déjà avec la réalisation d'une journée nationale de lutte, le 10 août prochain - et a soutenu la continuité de campagnes internationalistes, comme celle de l'exigence du retrait des troupes d'occupation d'Haïti, l'appui à la lutte du peuple palestinien et contre le génocide pratiqué par l'Etat fasciste d'Israël, et la solidarité avec les grèves des travailleurs européens.

Dans la nouvelle organisation se trouvent plus de 90% des entités et mouvements qui participaient précédemment dans Conlutas, outre l'importante présence du MTL (Mouvement Terre, Travail et Liberté) et du MTST (Mouvement de Travailleurs sans Toit), deux des organisations qui ont convoqué le Conclat.

Le débat concernant la rupture est toujours ouvert

Pendant ce temps, le débat sur la rupture du Conclat de juin reste ouvert. Nous publions dans ces pages un article sur cette question, du camarade André Freire. Avec ce matériel, nous croyons utile de citer quelques passages d'une déclaration publique, diffusée avant la réunion dont nous informons plus haut, et qui est signée par les camarades Atnágoras Lopes, Ana Pagamunici, Camila Lisboa, Cacau et Paulo Barela, membres du Secrétariat Exécutif National de la CSP-Conlutas, où ils polémiquent avec les positions diffusées après le Conclat par le bloc minoritaire formé par Intersindical - Unidos - MAS. Ils y disent :

La dernière note éscrite par le secteur dissident, immédiatement après une réunion nationale, ne laisse pas de doutes quant au contenu de la discussion [dans le Conclat].

Les camarades y affirment textuellement que le Conclat n'a pas été un congrès démocratique et s'est traduit « en victoire bureaucratique d'une majorité ponctuelle sur une minorité éventuelle, précisément lors de la fondation d'un nouvel instrument ».

Dans le même texte, ils signalent comme thème central de la difficulté « les différences dans la conception d'une centrale et, principalement, des différences dans la conception de la démocratie ouvrière, dont la polémique sur le nom fut seulement l'expression formelle ». [...]



Pour résoudre ce qu'ils appellent une « difficulté », les camarades proposent que « le fonctionnement [de la Centrale soit] basé sur des décisions consensuelles ». Que « les questions de principes et de conception ne soient pas soumises au vote » et « qu'en dernière instance, une fois le débat épuisé et l'impossibilité de consensus vérifiée, [il faudrait] garantir un quorum qualifié des deux tiers pour les décisions politiques ».

Cela signifie qu'au jour le jour, la Centrale fonctionnerait par le consensus autant que possible entre les courants politiques qui la composent, avec un pouvoir de veto des courants minoritaires face aux décisions politiques avec lesquelles ils ne seraient pas d'accord. [...]

Organisation de front unique pour la lutte ou forum de consensus des courants de gauche?

[...] Nous ne doutons pas de la légitimité du Congrès. Les décisions prises dans le *Conclat* sont souveraines. Aucun accord politique entre courants qui prennent part à la Centrale ou qui se sont retirés du Congrès n'a de légitimité face aux décisions prises par les délégués. [...] Nous ne pouvons pas perdre ce que nous avons accumulé dans la construction de l'unité et de notre activité conjointe dans les mouvements sociaux.

Cette Centrale, comme nous l'avons examiné et discuté dans le *Conclat*, est construite et organisée à partir de ses organismes affiliés. Sa direction est construite à partir d'une Coordination Nationale dans laquelle tous ces organismes ont le droit de participer et d'envoyer leurs représentants, avec une orientation en accord avec la réalité politique et le débat interne à chaque organisme ou mouvement.

Son fonctionnement doit se faire à partir du respect des positions (majoritaires et minoritaires) qui existeraient en son sein, à partir d'un vaste débat démocratique et, suite à ce débat, à partir de la prise de décisions qui seront mises en oeuvre par tous ceux qui se proposent de construire la Centrale.

Si quelque chose a marqué le *Conclat* de manière inoubliable, ce fut l'obstruction et les huées face à l'intervention du camarade Zé María par le banc de *Intersindical/Unidos/MAS*. Cela nous interpelle que les camarades parlent de respect, de sensibilité, etc. et que, jusqu'à présent, ils n'ont émis aucune opinion publique sur cet épisode regrettable.

Nous sommes pleinement favorables à la construction d'accords, à la recherche de consensus et au dépassement des divergences par le dialogue et l'effort de conviction mutuel. Toutefois, il ne faut pas confondre cela avec le droit d'une organisation politique d'interdire ce que les bases de la Centrale et sa Coordination votent souverainement après un vaste débat.

Nous ne croyons pas non plus que tout vote doive se faire par majorité simple. Les Statuts de *Conlutas* et de la Centrale fondée au cours du *Conclat* prévoient une majorité qualifiée pour les modifications statutaires, pour la séparation de membres du Secrétariat Exécutif et pour la dissolution de l'organisme. Pour le fonctionnement quotidien, toutefois, c'est une exception, sous peine de paralyser l'organisme et ses réponses quotidiennes.

Le fonctionnement par accords entre les courants politiques, s'il avait été adopté maintenant, obstruerait tout d'abord les décisions prises dans le *Conclat*, et orienterait la Centrale vers une gestion par un accord au-dessus des bases représentées par les organismes affiliés. Ce fonctionnement mettrait un terme à l'autonomie de l'organisme face aux Partis, se traduisant en l'opposé de la démocratie ouvrière.

Cela ne signifie pas que nous dévalorisions la présence et l'intervention organisée des courants politiques dans la Centrale. Au contraire, nous croyons que cela est important et peut aider dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques votées. La différence est que, selon nous, le pouvoir de décision repose sur les instances de l'organisme, en particulier avec l'incorporation de représentants des organismes de base affiliés, et non sur la direction des courants et des partis politiques qui y prennent part.

Une organisation syndicale et populaire de front unique a une nature différente d'un front de partis, et cette confusion ne peut pas prédominer sur le projet que nous avons besoin de construire.

L'unité dans l'action quotidienne est un autre élément important pour que nous reprenions le dialogue avec les camarades dissidents, et cet appel à l'unité doit être mené largement.

Le plan de luttes voté dans le *Conclat* est la base de l'unité dans la lutte.

Nous devons être présents ensemble dans les campagnes salariales, dans les mobilisations et les occupations des mouvements populaires urbains et ruraux, dans la lutte contre le véto de Lula d'une loi qui mettrait fin à des privilèges dans le système des pensions, dans les campagnes salariales du second semestre et les autres luttes de notre classe, en développant la coordination dans toutes ses formes possibles pour ces batailles. Et de même, nous devons chercher à construire une intervention commune dans les processus syndicaux (élections et congrès) comme un autre élément important pour la reprise du dialogue. Plus d'une fois, nous avons été préoccupés par le fait que, dans certaines oppositions syndicales, des secteurs du bloc dissident aient menacé de casser l'unité conquise dans des fronts communs d'opposition et de lancer des listes qui, en divisant le front d'opposition de classe, ouvrent la possibilité de victoire pour les secteurs dirigeants et patronaux dans ces syndicats. [...]

De notre côté, nous comprenons que nous devons faire tous les efforts, sur tous les terrains, pour l'unité des secteurs de classe et des secteurs opposés au gouvernement, sans les circonscrire à l'échange de notes et de conversations entre dirigeants, mais en faisant un effort sincère et réel de construction de l'unité dans les bases des organismes, dans les luttes, les congrès et les élections syndicales.

Une nouvelle vague de grèves agite la Chine

Marcos Margarido (Brésil)

Les suicides dans l'entreprise Foxconn et les grèves dans les usines Honda, en Chine, ont attiré l'attention, partout dans le monde, sur ce qui peut devenir une nouvelle réalité dans la lutte de la classe ouvrière chinoise pour son émancipation.

Pour la première fois, l'appel à la formation de syndicats indépendants - par rapport à la bureaucratique *Fédération de Syndicats de la Chine* (ACFTU, en Anglais), le bras syndical du Parti Communiste Chinois (PCCh) - trouve un terrain fertile, même si c'est encore de façon embryonnaire, dans la seconde génération de travailleurs immigrants venus des petites villes de l'intérieur pour se gagner leur vie dans les usines et essayer d'augmenter le revenu dans les familles paysannes appauvries. Ces tentatives ont des antécédents. Depuis le début de la restauration du capitalisme en Chine, en 1978 (voir *Le Marxisme Vivant*, N 18), la classe ouvrière a toujours combattu en défense de ses intérêts économiques et politiques. Pendant la rébellion de 1989, symbolisée par la répression sauvage sur la Place Tienanmen, les dénonciations de corruption et d'enrichissement illicite des membres du parti étaient accompagnées par l'exigence de liberté d'organisation et du contrôle ouvrier des entreprises étatiques et du Parti Communiste. De fait, les premières organisations sont apparues déjà à ce moment-là : les « gongzilian ».

Au début des années 90, une vague de grèves a affecté les zones franches formées en 1978, contre les pratiques brutales de gestion des usines de propriété japonaise et coréenne.

A peu près une décennie plus tard, les travailleurs des entreprises étatiques se sont soulevés contre les privatisations et le démantèlement des entreprises, et contre la perte de conquêtes historiques, comme l'emploi à vie, la sécurité sociale, logement et soins de santé gratuits. Toutefois, toutes ces luttes ont été mises en échec.

Plus récemment, avant l'explosion de la crise économique de 2008, les travailleurs migrants ont été les protagonistes de milliers de grèves, quelques-unes avec des occupations, des manifestations dans la rue et des confrontations avec la police, contre les vols commis par les patrons dans leurs salaires, comme le non-paiement d'heures supplémentaires, les licenciements sans indemnisation ou la diminution de salaire pour ne pas avoir atteint l'objectif de production. Dans toutes ces mobilisations sont apparus des embryons d'organisation indépendante des travailleurs, toujours violemment réprimés.

Bien que cette montée, localisée surtout dans les deltas des fleuves Perle et Jaune (les régions avec la plus grande concentration ouvrière du pays), n'ait pas été mise en échec, la crise économique mondiale, qui a déjà provoqué le licenciement de plus de 25 millions de travailleurs migrants, a causé sans doute un ajournement de cette confrontation.

La récupération économique encourage les luttes actuelles

L'impact initial de la crise économique en Chine a été très grand : la croissance du PIB est tombée de 13 % en 2007 à 9,6 % en 2008 et à 8,7 %, en 2009. Les Investissements Etrangers Directs (IED) ont diminué de plus de 20 % dans le premier semestre de 2009, et les exportations de 22 % dans la même période.

Pour faire face à la crise, la recette du gouvernement chinois a accompagné celle des pays impérialistes : un paquet gigantesque d'aide de 586 milliards de dollars, pendant deux ans. En outre, le gouvernement a ouvert les coffres des banques étatiques pour des prêts aux entreprises, pour un total de mille milliards de dollars, seulement dans le premier semestre de 2009, en stimulant la centralisation du capital. Ces investissements ont été responsables pour 90 % de l'augmentation du PIB de la période.

Malgré ce « déversement » impressionnant d'argent sur le marché, l'inflation est restée sous contrôle, arrivant même à une déflation de -0,7 % en 2009. Plusieurs baisses de prix ont contribué à cela : celle des matières premières importées, surtout le pétrole et le minéral de fer ; celle des facteurs de production, comme l'engrais ; et celle de la nourriture. Ces investissements, ensemble avec la récupération aux Etats-Unis (qui a aussi profité de la continuité de l'achat de titres du Trésor de la part des Chinois), ont fourni une croissance du PIB de 11,9 % dans le premier trimestre de 2010. Toutefois, cette récupération économique a causé une augmentation de la consommation, ainsi que des prix, particulièrement ceux des immeubles, des loyers et de la nourriture. L'inflation est passée de -0,7 % à +3,1 %, une augmentation du rythme d'environ 400 %.

Les salaires, à leur tour, ont continué à être gelés. La masse salariale s'est maintenue à 37 % du PIB, depuis 2005. Un autre aspect à considérer est que, des 25 millions de travailleurs licenciés dans la crise et forcés à retourner à la campagne[1], il y en a qui ne sont pas retournés dans la ville pour y chercher un emploi, stimulés par les places ouvertes par les travaux d'infrastructure à l'intérieur du pays, et il

[1] Dans le système de visas de résidence, le « hukou », c'est-à-dire la permanence du chômeur dans les villes, est illégal.



1989, les tanks de l'armée chinoise entrent à la Place Tienanmen.



y a actuellement un manque de travailleurs spécialisés sur le marché du travail. Le faible équilibre, entre des prix bas, des salaires bas et une offre de main d'œuvre abondante, a été rompu.

Les suicides dans la Foxconn

Le début de cette nouvelle vague de luttes est attribué à la divulgation des suicides dans la Foxconn, une entreprise-ville avec 400.000 salariés à Shenzhen, qui loue des installations et de la main d'œuvre bon marché pour les géants de la branche électronique comme HP, Apple et Dell. Selon la presse chinoise, 10 jeunes se sont suicidés en sautant du toit de leurs dortoirs. La cause la plus probable ont été les conditions de travail inhumaines, proches d'un travail d'esclave moderne. La Foxconn ne fournit pas seulement de l'emploi mais aussi des cantines, des cinémas, des salles de sport, des médecins et des bibliothèques. En échange, elle exige un régime presque militaire : ne pas converser pendant le travail, ne jamais être en désaccord avec le chef, des horaires fixes pour aller à la toilette et des pauses obligatoires de 12 heures, 6 jours par semaine, outre une coexistence sociale minimale avec l'« extérieur ». Dans la pratique, il n'y a pas de temps pour jouir des facilités offertes. La Foxconn, tout comme la majorité des usines chinoises, est comme une plantation moderne, où l'objectif du « seigneur » est seulement de maintenir ses « esclaves » vivants pendant leur courte vie utile de travail.

Pour réduire le mécontentement et une rébellion possible dans l'usine, le fondateur-propriétaire de la Foxconn, Terry Guo, a promis une augmentation de 30 %, qui élèverait les salaires à 1.200 yuans, et après l'annonce de l'augmentation du salaire minimal à Shenzhen, à 2.000 yuans, quoique seulement pour ceux qui accompliraient une nouvelle période de 3 mois d'expérience, quelque chose d'illégal en Chine. A la fois, il a instruit ses espions à dénoncer les travailleurs avec des « tendances suicidaires » ou avec un « comportement anormal ».

« S'ils veulent une bonne vie ici, alors ils devront travailler dur par cela. C'est naturel », a dit Zhu Fuquan, un manager de la Foxconn. A la fois, le



déménagement de l'entreprise de Shenzhen à Henan, une province du centre du pays, est déjà à l'étude, à la recherche de salaires plus bas.

De cette manière, le « miracle chinois » est très loin d'être à la portée des travailleurs. Et « avec un oeil ouvert et un autre fermé », comme dit un proverbe chinois, les autorités locales permettent des violations de la loi en raison des recettes (et des pots-de-vin) que les usines apportent à leurs régions.

La classe ouvrière va à la lutte

Dans l'entreprise Honda, les patrons n'ont pas eu le temps pour une anticipation. Dans les quatre unités de l'entreprise (certaines unités en association avec des gouvernements municipaux), des grèves ont éclaté depuis le 21 mars, en demande d'augmentations salariales. Dans l'usine de boîtes de transmission de Foshan, les travailleurs ont obtenu 34 %, et les salaires les plus hauts sont passés de 220 à 300 dollars.

Le 9 juin, la grève dans l'usine de serrures Honda Lock, à Zhongshan, avec 1.700 travailleurs, a exigé, outre une augmentation salariale de 89 %, le droit de construire un syndicat indépendant de la Fédération officielle. Pour cela, ils ont élu des délégués de base de chaque secteur pour négocier avec la gérance, en mettant sur pied une Commission de 20 membres. La contre-proposition de 11 % d'augmentation, en plus d'autres augmentations dans le chèque nourriture et logement, n'a pas satisfait les travailleurs. Mais l'embauche de briseurs de grève, avec l'appui du gouvernement local, les a obligés à retourner au travail, où la mobilisation a continué avec l'exigence d'une amélioration de l'offre patronale, malgré l'augmentation de la répression policière. L'impact de ces grèves chez Honda a été foudroyant : sa production a diminué de 37 % au mois de juin et les ventes ont été de 10 % inférieures à celles du même mois de l'année précédente.

L'esclavage moderne qu'imposent les grands patrons en Chine promeut la réorganisation des travailleurs en défense de leurs droits.

La presse occidentale a fait l'éloge de la position du gouvernement chinois, de permettre la couverture médiatique initiale des mobilisations sans l'habituelle action de censure, et elle prévoit une nouvelle ère dans les relations du travail en Chine.

Toutefois, d'autres grèves se sont chargées de réfuter de tels espoirs. Le 20 juin, dans la ville de Tianjin, les métallos de la Starlight Rubber and Plastic ont croisé les bras pour un jour, et ceux de la Toyoda Gosei, pour 3 jours. Les deux usines sont propriété de Toyota, la dernière en association avec la China TAW, et elles produisent 400.000 véhicules par an. Selon les patrons, il y a eu un accord traduit seulement en bonifications de 38 %, pour présence régulière et pour les conditions malsaines en été, ce qui signifie 20 % d'augmentation du salaire de poche.

La différence entre les grèves chez Honda, victorieuses, et chez Toyota, avec une légère victoire, est une seule : l'intervention policière. Le premier jour de la grève chez Toyota, 200 policiers sont entrés dans l'usine et ont réprimé les 300 grévistes présents. Ceux qui refusaient de sortir étaient violemment traînés hors de l'usine, et au moins sept travailleurs ont été blessés. En outre, 16 travailleurs ont été emprisonnés.

On a interdit à la presse de rester dans le local les jours suivants, et un encerclement policier de 800 mètres a été monté autour de l'usine. Les pages d'Internet, le moyen le plus efficace d'organisation des grèves en Chine, ont été bloquées. Le rêve de la bourgeoisie mondiale, exprimé dans sa presse, d'« ouvertures démocratiques » sous le commandement du PCCh lui-même, n'est pas allé loin. La répression policière a été complétée avec la menace de fonctionnaires du gouvernement, qui exigeaient le retour au travail, sous peine de ne pas fournir des certifications aux grévistes, obligatoires quand ils se marient ou ont des enfants.

Les luttes mettent en question les syndicats officiels

Cette nouvelle vague de grèves en Chine, contrairement à celles qui ont eu lieu avant la crise, a eu comme



protagoniste un secteur plus qualifié, de jeunes ouvriers provenant des écoles techniques, sur un marché de travail plus exigeant mais avec une moindre force de travail disponible. La politique elle-même du gouvernement, d'entamer un mouvement pour réduire le poids des usines de produits d'exportation bon marché, basées sur une main d'œuvre intensive et non qualifiée, donne davantage de sécurité à ce secteur pour combattre.

Un autre facteur qui les a favorisés, a été l'augmentation moyenne de 20 % dans le salaire minimal (qui en Chine est régional) dans la province de Henan, dans le centre financier du pays, Shanghai, dans la capitale, Pekin, et à Guangzhou, le centre industriel scène des grèves récentes. Vingt autres provinces projettent de corriger le salaire minimal pour éviter que la corrosion inflationniste provoque encore plus d'instabilité sociale.

Ces augmentations poussent vers le haut les demandes de ceux qui gagnent des salaires supérieurs. Dans une usine de composants d'injection électronique, Denso Co. Ltd., fournisseur de Honda et de Toyota, par exemple, les travailleurs ont obtenu des augmentations de 70 %, leurs salaires ayant augmenté de 162 à 280 dollars.

Toutefois, alors qu'auparavant, les mobilisations étaient dirigées contre les patrons, mais avec des exigences des travailleurs aux syndicats officiels ou aux autorités locales, pour que ceux-ci intercèdent à leur faveur, actuellement, cette illusion est écartée. Déjà lors de la grève de l'usine de boîtes de transmission de Honda, à Foshan, il y a eu des conflits avec les dirigeants syndicaux qui étaient là pour « négocier » au nom des travailleurs.

Selon un des travailleurs : « *Tous les mois, nous payons 5 yuans (quelque 70 centimes de dollar) pour le syndicat, mais je ne sais pas pourquoi* ». Après l'incident avec les syndicalistes, un autre gréviste affirmait : « *Je ne sais pas qui sont ces personnes ni ce qu'ils font* ». Pour eux, le syndicat est « inutile ».

Le motif de ce mécontentement est évident : les dirigeants syndicaux ne sont pas élus par la base, ce sont des fonctionnaires publics avec des salaires payés par le gouvernement. Une bonne partie d'entre eux occupent des postes d'administration dans les entreprises. Dans Honda Lock, le président du syndicat local est aussi manager suppléant de l'usine. Outre cela, 2 % des recettes des usines où il y a des syndicats organisés est destiné à l'ACFTU.

Cette Fédération qui, selon sa page web, définit elle-même son rôle comme celui « *d'unir et de mobiliser les vastes masses de travailleurs dans la lutte pour la modernisation socialiste du pays* » n'est autre chose qu'une agence gouvernementale avec le but d'établir des « relations harmonieuses » entre les patrons et leur profit. Les dirigeants de la Fédération n'étant pas élus par la base, mais par une bureaucratie directement liée à l'appareil d'Etat, et étant subordonnés matériellement à la bourgeoisie, on peut dire qu'il s'agit d'un appareil bourgeois au sein de la classe ouvrière. Pour cette raison, l'élection d'une commission de travailleurs dans Honda Lock pour négocier avec les patrons, et la revendication des métallos de construire leur propre syndicat, sont devenues tellement importantes. Les journaux chinois ont classé la grève comme « *l'action industrielle la plus grande jamais survenue en Chine* », ou « *la grève la plus grande et la plus efficace réalisée contre une multinationale en Chine* ».

Le « double dilemme » du régime

La nouvelle montée de la classe ouvrière chinoise est un motif de préoccupation pour le gouvernement du pays. Les grèves ont augmenté de 30 % par an dans la dernière période, et leur épicentre se trouve à seulement 100 km de la capitale, Pékin. Un autre motif de préoccupation est le profil de l'avant-garde des luttes : une classe ouvrière très jeune, qui a laissé la campagne derrière elle, avec un plus grand niveau d'éducation, et qui souhaite une vie fixe dans les villes et non comme travailleurs migrants illégaux. Cette aspiration est encore renforcée par l'augmentation de l'inégalité sociale et la consommation somptuaire des « nouveaux riches ». Dans une enquête réalisée par l'édition électronique du Journal du Peuple, le journal officiel du Parti Communiste chinois, un jeune internaute affirme : « *La chine est-elle riche ? Peut-être. Mais après la crise économique, les riches sont encore plus riches alors que les pauvres sont plus pauvres. Il n'y a que les riches qui ont une vie heureuse, pas les pauvres.* »

Réunion plénière du Comité Central du PC chinois.

Une augmentation généralisée de salaires et une grande amélioration dans les conditions de travail mettraient toutefois en question et corrompraient une des principales bases de l'actuel modèle capitaliste chinois, basé précisément sur les investissements étrangers, attirées par ces salaires très bas et les taux de survaleur extraite très élevés. Et la question commencerait à se poser de la possibilité de faire émigrer ces capitaux vers des pays avec des conditions plus attrayantes.

Par exemple, pour Jeff Joerres, PDG de Manpower, une des plus grandes entreprises de recrutement de personnel, les grèves conduiraient à ce que les entreprises étasuniennes y pensent deux fois avant d'investir en Chine. Comme un profit annuel de 20 à 25 % n'est déjà plus possible, « le Vietnam lève la main en disant : venez nous visiter ici ».

L'autre danger pour le Parti Communiste chinois (PCCh) est que, derrière son apparence de « forteresse dictatoriale », il s'agit d'un régime qui se révélerait extrêmement faible face à la montée généralisée d'une classe ouvrière puissante.

Des contradictions commencent déjà à apparaître à l'intérieur de la bureaucratie.

Jiang Zemin, secrétaire général du PCCh et président de la Chine, dirige une dictature capitaliste au service des investissements impérialistes et de la bourgeoisie chinoise..



Récemment, un groupe de membres de la « vieille garde » du PCCh, déplacée des postes essentiels, a écrit une lettre ouverte en revendiquant l'appui aux travailleurs de Honda et d'autres usines, « dans leur juste lutte pour la survie et contre l'oppression ».

Ils exigent aussi une intervention des syndicats à côté des travailleurs, et « le rétablissement de la classe ouvrière comme la classe dirigeante de notre pays ».

C'est pourquoi, face à ce « double dilemme », le gouvernement adopte une double tactique.

D'une part, il « flatte » la classe ouvrière face à la constatation que les grèves ne vont pas s'arrêter. Les journaux officiels dénoncent les chefs d'entreprise « sans scrupule », le président Hu Jintao appelle le Parti Communiste à « construire une société plus prospère », et le premier ministre, Wen Jiabao, dit aux travailleurs de la construction civile que « leur travail est glorieux et devrait être respecté par toute la société ».

Mais ces déclarations « tranquillisantes » essayent seulement de dissimuler la tactique principale : la répression la plus dure, comme nous avons vu dans la grève chez Toyota, répétée dans beaucoup d'autres entreprises, après le triomphe des travailleurs de Honda.

La combinaison de luttes ouvrières et exigences de liberté syndicale, avec la crise économique mondiale, ouvre les premières fissures dans le régime dictatorial chinois et l'oblige à des mesures défensives, comme l'augmentation du salaire minimal, les promesses de réformes politiques et d'améliorations dans la distribution du revenu. Jusqu'à quand pourra-t-il maintenir cet équilibre précaire ?

Le développement de l'actuelle vague de grèves et la naissante création de syndicats indépendants en Chine, en lutte contre les syndicats officiels, sont essentiels pour l'expérience et l'organisation de cette nouvelle et jeune classe ouvrière.

C'est un processus qui, dans son développement, mène aux deux grands problèmes de fond auxquels fait face la classe ouvrière chinoise : d'une part, la lutte pour les plus amples libertés démocratiques, en vue du renversement du régime dictatorial du Parti Communiste chinois ; d'autre part, la lutte pour la rupture du caractère semi-colonial que la Chine a acquis après la restauration capitaliste.

Quelques grèves récentes



- Grève de trois jours dans l'usine d'appareils d'air conditionné, du conglomérat industriel Ingersoll-Rand, à Zhongshan, Sud de la Chine. Il n'y a pas d'information sur l'accord signé.
- Travailleurs de Denso (Guangzhou Nansha) Co. Ltd., fournisseur d'équipement d'injection électronique de Honda et Toyota. Ils ont obtenu des augmentations de 70 % après avoir arrêté la production. La grève a paralysé les chaînes de montage de Toyota.
- Grève d'un jour dans la NHK-UNI Spring (Guangzhou) Co. Ltd., de propriété japonaise (NHK) et taiwanaise, fournisseur d'amortisseurs et de suspensions pour automobiles. Honda et Nissan ont été paralysés par manque de pièces. Le résultat n'a pas été communiqué.
- Grèves chez Toyota (associée à China TAW) et chez Toyoda Gosei, en Tianjin. Une augmentation de 20 % a été obtenue à travers des bonifications.
- Grève d'un jour dans la NIHON PLAST, appartenant à Honda, qui produit des pièces en plastique et des volants.
- Une usine danoise de bière a affirmé qu'il y a eu une grève dans son unité de Choungking, sans informer le résultat des négociations.
- Grève chez Honda (Foshan), de 3 semaines, pour augmentation salariale. Les travailleurs ont obtenu une augmentation de 34 %.
- Grève chez Honda Lock pour augmentation salariale de 100 dollars et la création d'un syndicat indépendant. Ils ont obtenu une augmentation moyenne de 20 %, entre salaire et bonifications, et ils ont continué la mobilisation dans l'usine.
- Grève chez Merry Electronics, à Shenzhen, avec une marche de plus de mille salariés à travers le sous-district de Dalang. Elle a obtenu une augmentation salairiale de 22 %.
- Chez Brother Industries, usine de machines à coudre, à Xían, 900 travailleurs ont croisé les bras pendant plusieurs jours jusqu'à ce que les patrons japonais aient accepté d'ouvrir des négociations d'augmentation salariale.
- Grève de 2 semaines de 5.000 travailleurs dans une usine privatisée de traitement de coton, à Henan, pour augmentation salariale et d'autres demandes. Plus de 20 travailleuses ont été emprisonnés, accusées d'« arrêter la production ».



PT y PSDB :

Deux options de la bourgeoisie au Brésil

Jeferson Choma (Brésil)

Le climat électoral domine le Brésil. La situation actuelle tend vers une polarisation entre les deux principaux candidats : José Serra, gouverneur de São Paulo, de l'opposition de droite (PSDB), et Dilma Rousseff (PT), soutenue par le président Lula.

Les enquêtes montrent que les deux sont coude à coude, ce qui pourrait être le cas jusqu'à la date de l'élection.

D'autre part, l'ancienne ministre Marina Silva, qui a quitté le PT avec l'intention d'être un « alternative », est toujours figée autour de 10 % des intentions de votes. Malgré sa rhétorique écologique, Marina parvient difficilement à se différencier des deux candidatures majoritaires. Sa campagne assume le discours néo-libéral et défend toute la politique économique appliquée par les gouvernements du PT et du PSDB.

Dans la grande presse et dans les médias financiers et patronaux, on perçoit déjà des mouvements pour l'une ou l'autre candidature. Alors que le principal hebdomadaire du pays, la revue *Veja*, défend explicitement José Serra, Dilma Rousseff organise une rencontre avec Lily Marinho, l'épouse du défunt propriétaire du réseau *Globo*, le principal canal de TV du pays.

Il y a aussi des mouvements hors du pays. En mai, Dilma Roussef a voyagé à New York. Elle n'est évidemment pas allée y demander des voix. Dans une rencontre avec des grands investisseurs et des patrons internationaux, elle a réaffirmé son engagement avec l'actuelle politique économique. Elle a réédité ainsi un cérémonial déjà accompli par Lula, en 2002, quand le candidat de l'époque du PT a assuré aux monde financier de Wall Street qu'il « *respecterait les compromis internationaux* ». Lula a accompli sa promesse : son gouvernement a augmenté la rigueur budgétaire et a dépassé l'objectif d'excédent budgétaire primaire déjà existant dans le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, du PSDB.

Dans les prochains jours, ce sera le tour à José Serra de demander la bénédiction des propriétaires de l'argent. Marina Silva aussi a déjà son ticket pour New York, où elle va faire le même serment de fidélité face aux marchés. De cette manière, les candidats essayent de montrer à la bourgeoisie impérialiste qui d'entre eux serait la meilleure alternative pour continuer à diriger la politique économique néo-libérale au Brésil. « *Du point de vue international, la plupart des observateurs croient que les politiques vont continuer avec chacun des candidats* », a dit Tom Glocer de l'entreprise de conseils financiers Thomson Reuters. « *On ne parvient déjà plus à voir la différence entre la gestion de la politique économique du PT et celle du PSDB* », a dit Frederico Sampaio, de l'entreprise Franklin Templeton Investiments Brasil, au quotidien *Folha de São Paulo*.

Toutefois, la question n'est pas si simple. Pour comprendre ce que chacun des principaux candidats offre à la bourgeoisie, il faut tenir compte d'une possible situation d'instabilité au Brésil après les élections, une conjoncture qui sera marquée par le nouveau moment de la crise économique mondiale.

La stabilité menacée

La stabilité dont a joui le gouvernement de Lula durant les dernières années a été directement liée à la période de croissance de l'économie internationale. C'est ce qui a garanti la haute popularité de Lula, ensemble avec sa capacité de garantir la stabilité du mouvement de masses à travers la cooptation des principales centrales syndicales et organisations du mouvement estudiantin et populaire du pays (Centrale Unique des Travailleurs - CUT, Union Nationale d'Etudiants - UNE, Centrale de Travailleurs Brésiliens, etc.). Cette cooptation a une base matérielle, au moins pour les dirigeants, car elle a été garantie par la distribution de postes dans le gouvernement et de subventions millionnaires de l'Etat destinées à ces entités. D'autre part, le PT a créé une « bassecour électorale » dans le secteur le plus pauvre de la population, à travers des programmes d'aide comme le Panier Ménage, qui lui garantit des millions de voix.

Lula termine son second mandat présidentiel avec de très hauts indices de popularité.



Le gouvernement, poussé dans le dos par la croissance économique, a pu continuer à tromper les travailleurs, qui ont finalement attribué à Lula, « qui est venu d'en bas », les petites conquêtes de la croissance, comme la diminution du chômage, le réajustement du salaire minimal et le Panier Ménage. Toutefois, cette situation de stabilité pourra se détériorer si la phase de la crise économique qui s'approfondit maintenant en Europe atteint le Brésil. Cette phase de la crise n'arrivera pas au pays dans l'immédiat et on ne peut pas déterminer les délais et les rythmes de son évolution, mais il existe déjà des indications que cette situation pourrait changer après les élections, c'est-à-dire pendant un futur gouvernement.

Un Brésil plus fragile et plus dépendant

Bien que la bourgeoisie célèbre la croissance économique brésilienne



(9,6 % dans le premier trimestre de 2010), le pays est de plus en plus exposé à l'incertitude.

Aujourd'hui, l'économie du Brésil fonctionne comme une plate-forme d'exportation de produits agricoles (viande, soja, café, jus citriques) et minéraux vers le monde entier, et d'automobiles et d'appareils électroménagers vers l'Amérique latine.

Toutefois, le pays est totalement dominé par le capital étranger. Les multinationales ont une participation dans 67 % des entreprises au Brésil et contrôlent directement 49 % d'entre elles ; elles dominent complètement le secteur automobile ; elles contrôlent 84 % du secteur électroménager (réfrigérateurs, cuisines, machines à laver), 65 % du secteur des télécommunications et des produits pharmaceutiques, 62 % de l'industrie informatique, 59 % du secteur alimentaire et 50 % de celui de la pétrochimie.

Le capital étranger est aussi l'actionnaire majoritaire dans les anciennes entreprises étatiques, comme Vale do Rio Doce et Embraer, et il possède la moitié des actions de Petrobras.

Depuis le début de la crise économique, en 2008, le Brésil enregistre une chute dans les exportations, tandis que les remises de profits des multinationales augmentent. Pour l'année en cours, le bilan des comptes courants est négatif, avec un déficit actuel de 28,3 milliards de dollars et une prévision pour toute l'année de 50 à 60 milliards, alors qu'en 2009, le déficit a été de 24,3 milliards. Cette situation pourra donner lieu à une nouvelle crise de dévaluation de la monnaie, qui toucherait de plein fouet les salaires des travailleurs.

A tout ceci, contrairement à ce que dit la publicité gouvernementale, le pays est de plus en plus endetté : la dette externe totalise 282 milliards de dollars et, pour assurer une plus grande rentabilité aux spéculateurs, le gouvernement a fait croître la dette interne d'environ 350 milliards de dollars en 2008 à plus de 1000 milliards en 2010.

Entre 2002 et 2009, le gouvernement du PT a payé aux banques 1000 milliards de dollars en intérêts et amortissement de la dette. Cette année, il va continuer à payer, mais la dette publique augmente toujours de plus en plus. C'est-à-dire, au nouveau moment de la crise, le Brésil va se trouver dans une situation bien pire que dans la crise précédente, avec un endettement plus grand et un déficit record dans ses comptes courants.

Mais cela se passe loin des campagnes électorales de Dilma et de Serra. La « crise économique » est une expression qui a été rayée du vocabulaire par leurs spécialistes en marketing, même si les candidats (et la bourgeoisie) savent que ce sera le principal défi auquel le futur gouvernement devra faire face.

Les patrons brésiliens gagnent avec chacune des deux options électorales en jeu.

(Principal bâtiment de la Fédération Industrielle de l'Etat de São Paulo).



Deux options pour la bourgeoisie

Mais, qu'est-ce que les futurs gouvernements de Serra ou de Dilma offriront à la bourgeoisie, face à la crise économique ? D'abord, il faut souligner que, indépendamment de qui sort vainqueur des élections, le futur gouvernement sera beaucoup plus fragile que l'actuel de Lula : il ne profitera plus des éléments qui ont servi de base à la stabilité des années passées et il n'aura pas non plus à sa tête le plus célèbre dirigeant ouvrier du pays, qui utilise sa biographie et son prestige pour contenir le mécontentement des travailleurs.

Le nouveau gouvernement devra préparer des ajustements durs contre les masses et assurer ainsi les profits des grands capitalistes. Mais comment ces attaques pourront-elles être mises en oeuvre par chacun d'eux ? Quelles seront les options de la bourgeoisie pour faire face à la crise ?

La droite veut revenir

A la tête du gouvernement de São Paulo, l'Etat le plus riche du Brésil, José Serra a démontré qu'il est un nom assez fiable pour la bourgeoisie : des privatisations et des exonérations fiscales ont été la marque de son administration. Au plus haut de la crise économique, en 2008, il a approfondi la politique d'exonérations fiscales pour les grandes entreprises automobiles, outre le financement des banques étatiques. En 2008, il leur a destiné plus de 2 milliards de dollars. Cette mesure a toutefois aussi été appliquée par le gouvernement de Lula, qui a injecté d'autres 2 milliards dans les terminaux. Serra a aussi prouvé sa vocation privatiste en essayant de mettre en vente la Compagnie Energétique de São Pablo (CESP). Si la privatisation n'a pas été consommée, c'est uniquement parce qu'aucun des concurrents n'a fait le dépôt de garantie exigé par le gouvernement.

Un futur gouvernement de Serra pourrait être considéré comme une option plus traditionnelle de la bourgeoisie, c'est-à-dire un gouvernement d'un parti traditionnel des patrons, qui attaquerait les travailleurs et ferait face directement à la résistance ouvrière et populaire contre les projets d'ajustement les plus durs pour les masses. En ce sens, Serra suivrait le même chemin déjà parcouru par son gouvernement dans l'Etat de São Paulo. Durant les dernières années, il a agi avec une intolérance et une répression totales contre des étudiants et des fonctionnaires.

Toutefois, en s'appuyant directement sur les mesures répressives, plutôt que sur les directions du mouvement de masses (et donc, en faisant face aux travailleurs), un gouvernement traditionnel de la droite aurait des caractéristiques beaucoup plus instables. Il y en a qui peuvent croire que, du point de vue du mouvement de masses, le PT serait obligé d'avoir une position plus dure dans l'opposition. Toutefois, on ne peut pas écarter une autre hypothèse : la gravité de la crise pourrait pousser le PT à imposer une trêve du mouvement de masses, face à un éventuel gouvernement de la droite.



Un gouvernement Dilma

Par contre, dans l'hypothèse d'un gouvernement de Dilma, celui-ci s'efforcera, comme dit son programme, à être « *la continuité du gouvernement de Lula* », c'est-à-dire maintenir les hauts bénéfices du grand capital. Il n'y a pas de motifs pour que la bourgeoisie doute de cela. Rien que dans le premier mandat de Lula, les patrons ont multiplié leurs profits par quatre. Des données de la Banque Centrale elle-même montrent que les 100 plus grandes banques du pays ont accumulé des profits d'environ 70 000 milliards de dollars entre 2003 et 2009. De grandes figures de la bourgeoisie ont déjà circulé par les ministères du gouvernement, comme Henrique Meirelles, président de la Banque Centrale et ancien président de la Banque Boston ; Luiz Fernando Furlan, ancien dirigeant de la FIESP (organisme du patronat industriel de São Paulo) ; et Roberto Rodrigues, représentant des latifundistes.

La candidate du PT fait une défense explicite d'un secteur qui est vu par le gouvernement comme prioritaire : « *continuer avec les politiques de renforcement de l'agro-business et les perfectionner* ». C'est ce qu'affirme une partie de son programme, qui propose aussi l'extension de la politique de subventions aux banques et aux entreprises, à travers une réforme fiscale profonde qui exempte les patrons. C'est-à-dire, la « continuité » signifierait le maintien de la cession de ressources publiques en faveur des profits d'une poignée de patrons et de banquiers.

Dilma serait une option de continuité du Front populaire inauguré par Lula en 2002. Face à la crise économique, son gouvernement n'hésitera pas à attaquer les travailleurs. Mais pour imposer des plans d'austérité, il cherchera la collaboration des directions du mouvement de masses (la CUT et la UNE, en particulier), qui feraient face à une usure profonde face à leurs bases. De cette manière, le gouvernement de Dilma cherchera à maintenir le carcan sur le mouvement de masses pendant qu'il défend les intérêts de la bourgeoisie.

Avec Lula, la bourgeoisie brésilienne a eu une expérience très positive en tout cela. La formule « contrôle du mouvement de masses + politique économique néo-libérale » a été, sans aucun doute, fondamentale pour que le patronat étende ses profits. D'importants secteurs de la bourgeoisie parient sur la répétition de cette expérience. Toutefois, un gouvernement de front populaire dirigé par Dilma serait beaucoup plus fragile que celui de Lula. Les expériences de lutte et la résistance des travailleurs peuvent donner lieu à une avancée dans leur conscience et les faire rompre avec ce gouvernement de manière plus rapide. Contrairement à Lula, un ancien métallo, Dilma n'est pas vue comme une protectrice des pauvres. Une chose est que Lula attaque une grève des fonctionnaires, comme il a fait récemment, et autre chose que sa candidate fasse de même comme présidente.

Une fois de plus, il y aura une fausse polarisation électorale au Brésil. Tous les deux (gouvernement et opposition de droite) défendent le même programme. Le fondateur de la LIT-QI, Nahuel Moreno, disait que le but du Front populaire est « *de démobiliser et de démoraliser les travailleurs* », en les conduisant à de plus grandes souffrances ou à des défaites historiques.

Mais il y a une façon d'éviter ce chemin. Il faut fortifier une option des travailleurs contre les deux blocs bourgeois. La plus grande tâche de la gauche révolutionnaire brésilienne sera celle de promouvoir les luttes et le processus de réorganisation des travailleurs, en présentant dans les élections une alternative socialiste et engagée avec la classe ouvrière. La candidature de Zé Maria à la présidence est au service du renforcement d'une « troisième voie », celle des travailleurs contre les deux alternatives bourgeoises.

Déclarations de Zé Maria de Almeida

« Nous voulons apporter au débat politique les luttes des travailleurs et un programme socialiste »

La campagne électorale du PSTU a, comme point de départ, d'amener dans le débat politique les luttes et les revendications des travailleurs et des différents secteurs populaires : pour l'emploi, le salaire, le logement, les soins de santé, la terre ; contre la discrimination ethnique, l'homophobie, l'oppression des femmes. Elle présente un ensemble de mesures et de changements pour que ces revendications puissent être assurées. C'est un programme socialiste qui commence par la nationalisation des ressources naturelles du pays sous contrôle des travailleurs ; la pleine étatisation des entreprises qui exploitent ces ressources naturelles, comme la Petrobras ; l'étatisation de toutes les grandes entreprises, en commençant par les multinationales, pour que l'on produise ce que la population décide, pour que la richesse produite par le travail soit distribuée afin de couvrir les besoins des travailleurs, avec des salaires et des conditions de travail dignes. Il faut étatiser les banques et les ressources financières et les placer au service des nécessités de la classe ouvrière. Il faut en finir avec tout ce qui subordonne notre pays aux intérêts du capital international : tout d'abord arrêter de payer la dette externe et interne ; rompre les accords multilatéraux et militaires que le Brésil a avec l'impérialisme ; retirer les troupes brésiliennes de Haïti.

Il s'agit de changements profonds dans la structure économique et politique du pays, qui nous permettraient de créer les conditions pour construire une société socialiste qui s'occuperait des besoins de la population. Le Brésil est un pays riche. Il possède des ressources naturelles et de la richesse produite par le travail, avec laquelle il peut répondre aux nécessités du peuple brésilien. Mais pour cela, il est nécessaire de dépasser le capitalisme. Cette campagne a pour but de gagner des voix, c'est une façon de disputer la conscience dans ce processus électoral. Mais elle a aussi pour objectif de promouvoir l'organisation et la mobilisation des travailleurs.



Elections en Colombie

L'autre visage de la bourgeoisie

Sebastián Marles (Membre du Comité exécutif du PST-Colombie)

Le triomphe électoral de Juan Manuel Santos signifie un changement important dans la gestion politique bourgeoise du pays, tandis que les éléments essentiels de continuité du régime politique sont préservés.

Le triomphe électoral de Juan Manuel Santos et du Parti Social d'Unité Nationale lors des dernières élections, et sa proposition d'Unité nationale, signifient un important changement dans la gestion politique bourgeoise du pays, tandis que les éléments essentiels d'une continuité du régime politique bonapartiste sont préservés, régime consolidé sous les gouvernements d'Álvaro Uribe Vélez (2002-2010).

Contrairement à ce dernier, propriétaire foncier arriviste, Santos représente un secteur de l'oligarchie traditionnelle de la capitale dans la gestion directe de l'Etat, ce qui permet une relation plus fluide entre les diverses fractions bourgeoises et l'impérialisme. Mais il n'est que l'autre visage de la même classe bourgeoise.

Au service de l'empire

La domination de l'Amérique latine est vitale pour les Etats-Unis dans le moyen et le long terme, et cela concerne non seulement le contrôle économique, mais aussi l'installation de bases militaires et des accords de coopération pour le transit de sa flotte de guerre et de ses troupes, comme le permet un accord signé avec Uribe

Le gouvernement d'Uribe a fait avancer qualitativement les plans de la bourgeoisie et de l'impérialisme sur la base de trois stratégies.

Álvaro Uribe n'est pas parvenu à faire voter une loi qui lui permette de se présenter pour une nouvelle réélection, parce que la bourgeoisie colombienne et l'impérialisme ont considéré nécessaire un changement d'image du régime régnant.



Il y a d'abord, la dite « sécurité démocratique » : le renforcement de l'appareil répressif pour mettre en échec la guérilla, démobiliser les paramilitaires et contrôler le trafic de drogues. Deuxièmement, il y a « la confiance des investisseurs » : des réformes régressives dans la législation du travail et la négociation de Traités de libre échange (TLC) avec les Etats-Unis et l'Europe ; des exonérations démesurées d'impôt pour les transnationales ; dénationalisation de l'appareil productif et privatisation accélérée des entreprises rentables de l'Etat. Et la troisième stratégie est la « cohésion sociale » : assistanat pour les secteurs les plus pauvres de la population et les plans d'assimilation de plus de quatre millions de paysans déplacés de force. Santos s'est engagés à approfondir ces stratégies.

> Santos cherche l'appui des syndicats pour pouvoir appliquer ses plans d'ajustement.

Le pouvoir présidentiel

La continuité du régime autoritaire se fondera sur l'augmentation de la concentration du pouvoir dans la Présidence de la République : subordination du Ministère public à l'Exécutif ; restructuration du Département administratif de la sécurité (police secrète au service de la présidence) sous la supervision du FBI ; et reconstitution de la juridiction et la justice pénale militaires (garantissant l'impunité pour son activité répressive), tandis qu'on cherche un accord avec la Cour Constitutionnelle et la Cour Suprême pour la réforme générale du secteur judiciaire. Santos dispose en outre de l'hégémonie absolue des partis de sa coalition (85 %) dans le Congrès de la République.



Juan Manuel Santos, élu président de la Colombie, dispose de l'appui des partis de sa coalition, majoritaires dans le Congrès.

La face humaine du plan

L'Unité nationale de Santos a en même temps un caractère préventif, comme le montre la désignation d'Angelino Garzón à la Vice-présidence de la République, parce que cette nomination cherche à établir un appui substantiel de secteurs du mouvement syndical dans l'application de ces plans. Garzón provient des rangs du mouvement syndical et représente aussi les intérêts de la très réactionnaire Eglise catholique.

Avec son appui, Santos prétend dépasser les remises en question qui, en matière de droits humains et de garanties syndicales, ont été un prétexte pour l'ajournement de la signature des TLC avec les Etats-Unis et l'Europe. Pendant la campagne électorale, il a obtenu le soutien de Julio Roberto Gomez, président de la Centrale Générale de Travailleurs (CGT - une importante organisation syndicale nationale) et membre de la direction du Pôle Démocratique Alternatif (PDA),



un mouvement politique qui regroupe la plus grande partie de la gauche réformiste. Cette politique de cooptation de la direction syndicale cherche aussi neutraliser la protestation des masses que provoquera l'approfondissement des plans de surexploitation et de pillage.

La crise des partis

Pendant la campagne électorale est apparue de nouveau la grave crise que traversent les partis traditionnels de la bourgeoisie (Libéral et Conservateur), appui fondamental pour la stabilité du régime, avec l'émergence du Parti Vert auquel Santos a fait face dans le second tour du scrutin. La crise du Pôle, qui a appelé à l'abstention, est aussi devenue évidente, alors qu'un secteur a décidé de rejoindre la campagne pour le vote blanc, où il a coïncidé avec le Parti Socialiste des Travailleurs (PST). Cette crise va s'aggraver, par la pression de la politique d'Unité nationale de Santos sur les secteurs syndicaux liés au Pôle et par l'isolement de sa fraction parlementaire. Le Pôle continuera toutefois à être majoritaire dans beaucoup d'organisations syndicales et de masses, et sera le principal obstacle pour la consolidation de secteurs indépendants dans ces organisations.



Ne présentant pas une véritable alternative, Antanas Mockus a finalement obtenu un résultat électoral beaucoup plus petit que prévu.

Polarisation sociale et résistance

En dépit de tout ce qui précède, le gouvernement de Santos devra continuer à faire face à des facteurs structurels et superstructurels de crise qui polarisent la situation sociale du pays. Sur le plan international, le rôle de plate-forme militaire de l'impérialisme étasunien maintient la Colombie isolée de son environnement régional et complique sa relation avec l'impérialisme européen. Sur le plan économique, le retour au secteur primaire de la production nationale (industrie minière et combustibles agraires), le développement des actifs financiers et l'endettement externe, suite au modèle d'intégration de la Colombie au marché mondial, rendent le pays plus vulnérable face aux effets de la crise économique mondiale.

Plus de la moitié de l'économie est informelle, ce qui affaiblit les finances de l'Etat, le budget des services sociaux et le maintien des forces armées, colonne vertébrale du régime. Soixante pour cent de la population (28 millions d'habitants) vit dans la pauvreté et l'indigence. Trois millions de travailleurs sont au chômage. Cette réalité sociale favorise l'économie du trafic de drogues, la délinquance, les structures paramilitaires et la persistance de l'insurrection armée. Tous ces facteurs continueront à être le ferment de la lutte de classes et des contradictions inter-bourgeoises.

Bien que la situation nationale soit défavorable sur le plan politique - par le triomphe électoral foudroyant de Santos, la capitulation de l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise au régime et l'absence de grandes confrontations de classe - il y aura toujours dans la prochaine période des luttes de résistance et des processus d'organisation syndicale de secteurs de travailleurs et la crise du PDA continuera à se développer.

Ces facteurs ouvrent un espace important pour la croissance et la consolidation d'un parti avec un programme révolutionnaire clair, qui combat pour influencer et rassembler autour de soi les secteurs qui dirigent la résistance, en promouvant la mobilisation et la lutte de masses, et en se différenciant clairement des options qui - éloignées du niveau de conscience de la classe ouvrière et des secteurs opprimés et exploités de la ville et de la campagne - font de la confrontation militaire armée le coeur de leur stratégie et leur politique.

Le PST assume cela comme son principal défi dans les mois à venir, dans les luttes quotidiennes, très probablement isolées et dispersées, qui auront lieu inexorablement contre le gouvernement de Santos.



La justice est morte Uribe l'a assassinée

Mobilisation en solidarité avec les luttes des travailleurs judiciaires et de la canne à sucre.



La crise de l'Eglise au-delà de la pédophilie

Alicia Sagra (Argentine)

Les scandales de pédophilie où des membres de l'Eglise catholique sont impliqués, ainsi que le rejet notoire générée par le rôle de dissimulation joué pendant des décennies par le pape actuel, Benoît XVI, et le sommet du Vatican, ont de plus en plus de répercussions. Ce n'est toutefois que la manifestation la plus évidente d'une crise plus profonde qui affecte l'influence populaire exercée par l'Eglise.

La pédophilie, ainsi que les abus contre des femmes, ne sont pas un fait nouveau dans l'Eglise. Ils existent depuis des siècles et ils ont été utilisés comme élément de pouvoir. Mais un manteau de silence a toujours couvert cette réalité. Depuis quelques années, ce manteau a commencé à glisser et quelques cas médiatisés ont commencé à être connus : celui du prêtre mexicain, Maciel Martial, fils d'une béate et neveu d'un saint, fondateur de la congrégation *La Légion du Christ*, qui s'est avéré être le père de plusieurs enfants contre lesquels il a commis des abus sexuels ; le cas du prêtre Grassi, en Argentine, créateur et directeur de la fondation *Heureux les Enfants*, accusé de nombreux cas de pédophilie ; celui des jeunes colombiens abusés par un séminariste ; celui des différents fils abandonnés par l'ancien évêque Lugo, actuel président du Paraguay.

Mais le scandale a commencé à avoir une répercussion massive quand le *New York Times* a lancé une campagne de dénonciations, au point d'accuser maintenant le pape, Benoît XVI, et le Vatican, d'avoir protégé le révérend Lawrence Murphy qui aurait abusé de 200 enfants sourds, au Kentucky, dans les décennies de 1950 et 1960. A partir de la dénonciation du puissant journal américain, de nouveaux cas ont été divulgués au Canada et dans différents pays d'Europe. Même le frère du pape a été parmi les accusés, bien qu'il ait été rapidement absout par le Vatican. Il est clair que le manteau de silence est tombé.

> La pédophilie, cachée par l'Eglise, montre l'hypocrisie réactionnaire de son opposition au mariage gay, à l'avortement, à l'utilisation de contraceptifs...



Lawrence Murphy, accusé d'abuser d'enfants sourds, a été protégé par le Vatican.

Une hypocrisie de plus en plus évidente

La même institution qui a caché pendant des siècles ces perversions aujourd'hui dévoilées, est celle qui lance des campagnes mondiales en défense de « la morale et les bonnes moeurs » et qui, en leur nom, s'oppose au mariage gay, à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels, à la légalisation de l'avortement, à l'utilisation de contraceptifs...

Cette hypocrisie de plus en plus évidente provoque la désertion d'un nombre important de fidèles. Moins de personnes participent aux croisées machistes et homophobes, ou contre « l'envie du démon et la prétention destructrice du plan de Dieu »[1]. Le nombre de mariages religieux et de baptêmes diminue. Il y a même des réactions au sein de l'Eglise elle-même, comme celle de prêtres argentins de Cordoba, de Mendoza et de Quilmes, qui ont fait face aux positions réactionnaires concernant le mariage gay.[2] Comme on dit dans les médias catholiques : « la crédibilité de l'Eglise est en danger ».

Les scandales renforcent la crise mais n'en sont pas à l'origine.

Des porte-parole du Vatican (officiels et officieux) essayent de se défendre en faisant valoir que « la pédophilie est terrible, mais elle existe partout » ; « c'est une grande exagération, les cas dénoncés datent d'il y a 20 ou 30 ans » ; « tout cela n'est qu'un plan organisé contre l'Eglise ».

Il n'est pas vrai que tout se résume à une campagne contre l'Eglise. Bien sûr, contrairement à d'autres moments, la presse impérialiste a donné un vaste écho aux dénonciations des victimes et nous devons voir à quoi est dû ce changement d'attitude. Mais ce n'est pas là que réside la cause de la crise.

C'est une erreur aussi de croire que cette crise a commencé avec le problème de la pédophilie ou se réduit à lui. Des scientifiques et des analystes catholiques coïncident avec cette idée.

L'anthropologue des religions, Elio Masferrer Kan, a dit : « *L'Eglise catholique traverse une crise grave, du jamais vu durant les 400 dernières années.* » Et il fournit des données qui datent de bien avant l'explosion des scandales. Il souligne qu'au Mexique, un des pays les plus catholiques, environ 2,5 millions de naissances ont été enregistrées en 2005 et il n'y a eu qu'environ 1,25 millions de baptêmes. « *La moitié des nouveau-nés ont été liée à l'Eglise, l'autre moitié non.* » Et il ajoute que, durant cette même année, seulement 53 % des mariages civils sont passé par le mariage religieux.[3]

Pour sa part, le théologien Pablo Richard[4] affirme : « *Le plus important dans mon interprétation est que cette continuité entre Jean Paul II et Benoît XVI confirme une crise irréversible et finale de l'actuel modèle conservateur d'Eglise et le met à nu.* [...] *Le Concile*

Vatican II (1962-1965), interprété par nous à partir des Conférences générales de l'épiscopat latino-américain à Medellin, Puebla et Saint-Domingue, constitue un authentique mouvement de réforme dans l'Eglise catholique. Avec Jean Paul II (1978-2005), et maintenant a fortiori avec Joseph Ratzinger, se consolide une tendance claire de contre-réforme. [...] *L'interprétation critique que je propose ici est que l'élection du cardinal Ratzinger comme pape n'a pas été conçu pour désigner un pape de transition, mais bien pour nommer un pape de continuité.* » Et il conclut : « *L'Eglise conservatrice est autocratique et oppressive, ce qui provoque en son sein un esprit de peur généralisée : les laïques pratiquants ont peur des prêtres, les prêtres ont peur des évêques, les évêques ont peur de la curie du Vatican et celle-ci a peur de la Théologie de la Libération. En morale, l'Eglise conservatrice est plus préoccupée par l'avortement et le mariage des homosexuels que par les millions d'êtres humains qui meurent de faim dans le Tiers Monde.* [...] *Mais la possibilité historique et réelle de construire un nouveau modèle ou une nouvelle façon d'être de l'Eglise nous remplit d'espoir et d'allégresse.* »[5]

De la Théologie de la Libération à Jean Paul II

Nous ne sommes évidemment pas d'accord avec Pablo Richard concernant le rôle qu'il donne à la Théologie de la Libération. Dans la mesure où ces gens continuent à appartenir à l'institution dirigée par le pape et à y être disciplinés, ils continueront à être fonctionnels pour la défense de l'ordre bourgeois, indépendamment des positions « progressistes » qu'ils peuvent avoir sur les luttes ouvrières et paysannes, les revendications des femmes et l'homosexualité. Nous sommes toutefois d'accod avec lui quand il met l'actuelle crise de l'Eglise en rapport avec la papauté de Benoît XVI.



L'actuel pape Benoît XVI a été sympathisant du nazisme dans sa jeunesse.

L'Eglise catholique a démontré qu'elle était une institution au fort pouvoir d'adaptation. Au Moyen-âge, elle a été le principal seigneur féodal, et elle est un des principaux secteurs capitalistes depuis que la bourgeoisie s'est imposée au niveau mondial. Elle a aussi su avoir une politique face aux changements qui ont eu lieu dans le capitalisme.

Après le triomphe de la révolution cubaine, l'Eglise a entamé la réforme dont parle Pablo Richard. En janvier 1959, trois mois après son élection, le pape Jean XXIII a annoncé le Concile Vatican II, qui a commencé en 1962 et s'est terminé en 1965 sous la papauté de Paul VI. Cela a été un Concile d'ouverture vers d'autres églises ; la liturgie y a été changée et les messes ont commencé à être célébrées dans la langue de la population, laissant de côté le latin ; de la musique non religieuse a été incorporée dans les messes ; on s'est orienté vers l'utilisation des moyens de communication ; on a entamé la tâche « pastorale ».

Bref, cela a été une rénovation de l'Eglise pour la mettre à jour avec l'époque. Cette rénovation a eu son expression la plus radicalisée en Amérique latine dans les Conférences de Medellin (1968) et de Puebla (1979), d'où apparaît avec force la Théologie de la Libération. Il y a beaucoup de prêtres, de religieuses et de séminaristes, inscrits dans ce mouvement, qui ont trouvé le mort en faisant face aux dictatures

La visite au Brésil en 2007

Un exemple du recul



Entre les 9 et 13 mai 2007, Benoît XVI a visité le Brésil, le pays avec la plus grande population catholique au monde, où avait lieu la Vème Conférence générale de l'épiscopat latino-américain et des Caraïbes. Lors de ce voyage, Joseph Ratzinger a montré encore une fois les positions profondément réactionnaires de l'Eglise, en particulier en condamnant l'utilisation du préservatif. Ses déclarations ont été tellement mal reçues dans le pays que le président Lula lui-même, qui se revendique profondément catholique, a dû prendre ses distance, en disant qu'au Brésil, diffuser l'utilisation du préservatif était une « question de santé publique ».

Une telle distance de la réalité a eu son coût. Lors du principal meeting de masses pour la visite du pape, à *Campo de Marte* (São Paulo), l'Eglise brésilienne a mobilisé à fond son immense appareil national et ses ressources et espérait y rassembler un million de personnes. Mais il n'y a eu que quelques 300.000 personnes, ce qui a été considéré comme un grand échec.



Jean Paul II, chef de l'Eglise catholique à partir de 1978, a été un fervent anticommuniste et promoteur de la restauration capitaliste dans les Etats ouvriers.

latino-américaines. Mais la Théologie de la Libération a été très importante pour l'Eglise parce qu'elle a servi de digue de retenue pour les jeunes militants catholiques qui étaient impressionnés par les processus révolutionnaires des années 60 et 70.

En 1978, face au processus de révolution politique dans les anciens Etats ouvriers et la crise de l'appareil stalinien, l'Eglise applique un virage. En effet, après l'assassinat de Jean Paul I arrive le Polonais Karol Wojtyla (Jean Paul II), un anticommuniste connu qui, en interne, défend avec ferveur le célibat des prêtres, affronte la Théologie de la Libération et tout courant tant soit peu progressiste. C'est le « pape voyageur », qui parcourt le monde en essayant d'éteindre tout foyer révolutionnaire. C'est lui qui a voyagé en Argentine pour prier pour la reddition dans la guerre des Malouines. C'est le champion des campagnes « en défense de la vie » contre la légalisation de l'avortement, contre le mariage gay, contre l'utilisation de préservatifs, contre la participation des femmes dans des tâches sacerdotales, et c'est le champion pour dissimuler les cas de pédophilie. Cette réorientation de l'Eglise harmonisait avec l'essor du néo-libéralisme et la contre-offensive idéologique de l'impérialisme après la chute du Mur de Berlin, en 1989, et la prétendue « mort du socialisme ».

> L'Eglise est un appareil fondamental pour maintenir le contrôle impérialiste sur les masses..

A contre-courant de l'époque

Mais les choses ont changé ; c'est pourquoi Pablo Richard dit qu'en 2005, il était nécessaire de choisir un « pape de transition » et non le cardinal Ratzinger, main droite et continuateur de Jean-Paul II. Benoît XVI était dans l'esprit de « la guerre préventive et la lutte contre le terrorisme » de Bush. Mais cela n'a pas duré longtemps. Cette orientation mettait l'Eglise à contre-courant des temps et des luttes qui apparaissaient en 2000 ; à contre-courant des processus révolutionnaires latino-américains qui ont imposés des gouvernements comme ceux de Chávez, au Venezuela, ou d'Evo Morales, en Bolivie ; à contre-courant du renforcement de la lutte palestinienne et du discrédit d'Israël ; à contre-courant de l'échec de la politique étasunienne en Irak et de la crise impérialiste qui a amenée un président noir au discours « progressiste » aux Etats-Unis.

C'est-à-dire que l'actuelle crise de l'Eglise est le produit (et à la fois la confirmation) de la situation révolutionnaire mondiale ouverte en 2000. Le manque d'une politique, comme celle que l'Eglise a eue dans les années 60, pour faire face à la crise, provoque l'aggravation de celle-ci. Cette inadaptation à la nouvelle réalité se montre non seulement dans la perte de crédibilité et dans la désertion de fidèles, mais aussi dans des défaites considérables, comme le vote de la loi sur l'avortement en Espagne, ou celle du mariage gay en Argentine. Cette situation préoccupe non seulement les catholiques de la Théologie de la Libération, qui reclament le retour au Concile Vatican II, mais aussi l'impérialisme.

L'Eglise est fondamentale pour maintenir le contrôle impérialiste. Elle peut intervenir, pour freiner des révolutions, auprès de plus d'un milliard de catholiques qu'il y a dans le monde. Mais les nouveaux temps exigent que cette activité ait lieu dans le cadre de la politique de négociation avec les gouvernements latino-américains et le monde musulman, y compris quelques concessions démocratiques, promues par Obama. Il se peut donc que ce qu'il y a derrière tout cela - non seulement la diffusion des cas de pédophilie par la presse impérialiste, mais aussi la grande répercussion médiatique de productions de Hollywood, comme *Da Vinci code* ou *Anges et démons* - est une pression de l'impérialisme étasunien pour adapter l'Eglise à sa politique de « réaction démocratique ».

____

1 Lettre du cardinal argentin Bergoglio aux Carmélites de Buenos Aires, sur le mariage gay, 22/06/2010.

2 « *Cela a l'air d'une croisée, cela a l'air du Moyen-âge* », a dit Eduardo de la Serna, prêtre de bidon-ville de Quilmes, au journal Página 12, 11/07/2010.

3 Publié dans *Redes Cristianas* (redescristianas.net), 26/02/09.

4 Prêtre chilien, docteur en Bible et en Sociologie de la Religion, directeur du DEI (Département Oecuménique de Recherches) du Costa Rica.

5 Article publié en 2005, sur 2001.atrio.org





Le 9 juillet dernier, dans l'Hôtel Bauen de Buenos Aires, le FOS et le COI ont organisé une activité conjointe pour la Seconde Indépendance du pays et pour la construction de la LIT-QI en Argentine. Quelques 250 camarades s'y sont réunis.

Depuis la LIT

Combattre pour reconstruire la IVème Internationale

Courant Ouvrier Internationaliste (COI-QI) (Argentine)

Au mois de mai dernier s'est constitué le COI-QI (Courant Ouvrier Internationaliste), à partir d'une scission de l'organisation Convergence de Gauche. Faisant partie de la tradition moréniste, le COI revendique la nécessité de reconstruire la IVème Internationale. Pour cela, il a entamé un processus de discussion avec la LIT-QI et le FOS argentin, dont cette note fait état.

Les grèves des travailleurs en Europe, aux Etats-Unis et dans le monde mettent à l'ordre du jour la nécessité de donner une réponse unifiée à la crise du capitalisme mondial. Pour cela, nous avons besoin de construire une Internationale qui nous permet d'organiser la lutte mondiale et de donner une issue politique à la crise du système capitaliste. Le socialisme sera possible uniquement si nous parvenons à reconstruire la IVème Internationale, le parti mondial pour imposer des gouvernements des travailleurs et du peuple.

La crise dans la IVème Internationale met en avant cette nécessité de façon aiguë. Le président du Venezuela, Chavez, a appelé à la construction la Vème Internationale et propose qu'elle soit dirigée par Evo Morales, Lula, Correa, Ortega et d'autres gouvernements de l'Amérique latine. La Vème Internationale proposée par Chavez est-elle une issue pour les travailleurs ?

Une Internationale conséquente dans la lutte pour le socialisme ne peut pas se construire avec des militaires, des patrons ou des gouvernements qui appliquent les ajustements dictés par l'impérialisme. Nous avons besoin de construire des organisations politiques qui, précisément, font face à ces gouvernements qui condamnent les masses à la faim alors qu'ils parlent de « socialisme » ou de « droits de l'homme ». Les propositions de construire la Vème Internationale mènent les travailleurs et les peuples à une voie sans issue.

Des propositions semblables sont avancées par d'autres secteurs de gauche, comme le NPA en France ou le MST en Argentine, qui proposent de construire des « partis anticapitalistes » qui regroupent les réformistes et les révolutionnaires. Les propositions de Chavez, du MST argentin et du NPA français, de construire la Vème Internationale et les partis « anticapitalistes », sont un chemin fonctionnel pour l'impérialisme et les gouvernements qui appliquent ses plans d'ajustement. Ce dont nous avons besoin, c'est de construire une alternative mondiale au courant impulsé par les Chavez et autres Castros. Il n'y a pas de raccourcis disponibles, il faut combattre pour reconstruire la IVème Internationale.

Combattre pour reconstruire la IVème Internationale

Une autre fausse route est celle du trotskysme national, de même que celle de construire de petites « ligues », et de ne pas concentrer ses efforts pour construire une direction internationale qui soit la synthèse de dirigeants de différents pays et de différentes expériences. Nahuel Moreno a mené une lutte sans relâche pour reconstruire la IVème Internationale, ce qui a donné lieu à la construction de la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT), qui a traversé différentes étapes et moments depuis sa fondation, y compris une grave crise durant les années 1990.

La LIT a résisté à la crise et aux pressions des courants opportunistes, et elle est devenu aujourd'hui un pôle de regroupement du trotskysme principiel mondial. C'est la seule organisation internationale qui propose de mettre en échec les gouvernements capitalistes et leurs plans. Et elle s'affiche comme une alternative qui fait face aux gouvernements de front populaire de Chavez, d'Evo et de Lula.

A Cuba, la LIT soutient une position correcte de défense des plus amples libertés démocratiques, un véritable exemple au milieu de la grave capitulation de la majorité de la gauche mondiale, qui a assumé la défense de la dictature pro-capitaliste des frères Castro.

Au Brésil, la LIT est protagoniste d'un processus de réorganisation syndicale historique pour les travailleurs et le peuple, un processus suivi de près par des militants syndicaux des Etats-Unis, du Japon, de l'Europe et de l'Amérique latine.

Comme militants du Courant Ouvrier Internationaliste, nous menons une bataille pour le regroupement des révolutionnaires sur le chemin de la reconstruction de la IVème Internationale, en comprenant cette dernière comme le parti mondial de la révolution, organisé sur la base du programme de la révolution permanente et avec un fonctionnement de centralisme démocratique. Cela fait plusieurs années que nous menons cette lutte et nous considérons que, pour la concrétiser aujourd'hui, il est nécessaire de fortifier le regroupement international qui se développe autour de la LIT.

Nous voulons contribuer à cette bataille en construisant une forte section de la LIT en Argentine, avec le FOS et avec les combattants et les groupes qui partagent ces objectifs. Nous faisons dès maintenant un appel pour avancer ensemble, à tous ceux avec lesquels nous partageons cet objectif, sur le chemin du combat pour la reconstruction de la IVème Internationale, l'objectif stratégique actuel que la révolution mondiale exige de nous.

Etat espagnol

La construction de Courant Rouge

Miguel Leon (Etat espagnol)

« *Nous sommes conscients de l'énorme faiblesse politique de la classe ouvrière, des luttes populaires et des mouvements sociaux ; de l'ampleur des tâches que nous avons devant nous ; de l'importance de partir des processus de résistance et des luttes concrètes pour la construction de Courant Rouge comme organisation de classe, démocratique et révolutionnaire.* [...] *Nous sommes convaincus que* [...] *la transformation radicale du système, par l'expropriation du capital et la construction socialiste, basée sur la démocratie des travailleurs, est la seule alternative possible à la barbarie.* » (Déclaration de Principes)

Un défi difficile

Courant Rouge (CR) naît en 2002 comme un courant interne de Gauche Unie (IU), constitué par des secteurs du Parti communiste Espagnol (PCE) et du Secrétariat Unifié (SU), des dirigeants de la CUT d'Andalousie, le PRT-IR et des secteurs indépendants.

Sa constitution est liée, dès le début, à la bataille politique entre ceux qui voulaient la convertir en un lobby de pression sur la direction d'IU et ceux qui pariaient sur la construction du groupement à la chaleur de la lutte contre la guerre et des luttes ouvrières contre les plans du Gouvernement Aznar ; une organisation qui faisait face à la bureaucratie syndicale et au régime monarchique. Dans ce cadre, la politique de collaboration d'IU avec le nouveau gouvernement de Zapatero, tout comme celle de la Gauche Républicaine de Catalogne (ERC), CCOO et UGT et qui parvient à freiner et contenir la montée des masses, mène à la rupture avec IU en 2004, une rupture décidée lors de la IIème Rencontre Etatique[1] de CR.

Depuis lors, CR a consolidé ses solides fondations politiques et programmatiques, tout au long de ces années. Face au discours opportuniste dominant, il a souligné dès le début le caractère central de la classe ouvrière comme sujet social de la révolution socialiste, en se démarquant avec un programme qui reflète la lutte intransigeante contre le gouvernement du moment, le régime monarchique et le système capitaliste.

Cet effort mène à la construction d'une organisation présente dans le secteur étatique, bien que de manière faible, avec une présence ouvrière dans des secteurs stratégiques (transport, construction, enseignement, soins de santé, etc.) dans lesquels elle a joué, et joue, un rôle important dans certaines des principales luttes (TMB, UPS, la lutte contre les 65 heures, soins de santé, Bologne, la Palestine) ; une organisation qui est en train de dépasser son caractère de « mouvement », vers une organisation révolutionnaire.

C'est ainsi que, lors des dernières élections européennes, CR a proposé de présenter une candidature de classe et démocratique, *Initiative Internationaliste*, qui visait à faire écouter la voix des travailleurs et de la gauche abertzale ; une candidature qui s'est transformée en un fait objectif dans la vie politique du pays et qui a donné lieu à une crise dans le régime, en ouvrant une brèche dans l'encerclement d'Euskadi. Ce fait politique est un point de repère important dans le développement de l'organisation, et permet d'apparaître comme une référence politique à l'échelle étatique.

La Vème Rencontre Etatique, un pas décisif

Le bilan des élections européennes dessine une organisation qui dépasse les limites du « mouvement », dans la mesure où elle avance dans sa centralisation politique (journal, bulletins internes, création d'une direction quotidienne de l'organisation, finances) et qu'elle rejette les préjugés installés concernant les tactiques électorales. Cette avancée qualitative dans l'organisation s'est consolidée et s'est reflétée dans sa Vème Rencontre Etatique, en mai 2010.

Cette Rencontre souligne la nécessité de réorganisation, tant de la gauche révolutionnaire que de la gauche syndicale, dans l'Etat espagnol, au milieu de la plus grande crise du capitalisme depuis les années trente. A cet effet, elle pourvoit à l'organisation d'une proposition politique claire, liée à un programme de classe et démocratique, face au regroupement de forces autour d'un Front des Gauches, mettant en avant face à celui-ci les politiques d'unité d'action, dans la perspective que CR soit le moteur de la construction d'une direction révolutionnaire dans l'Etat espagnol.

Les défis

Si la Déclaration de Principes de Courant Rouge termine avec la perspective de « *sa propre construction comme organisation politique révolutionnaire* », il ne doit pas y avoir de doutes concernant les défis qu'entraîne cette bataille. C'est-à-dire se situer dans la réorganisation internationale des travailleurs ; avancer plus encore dans son souci d'organisation et dans la formation politique de ses militants ; maintenir, fortifier et consolider ses meilleurs cadres dans la classe ouvrière et dans la jeunesse, en gagnant les meilleurs militants apparus dans les luttes pour celles qui s'approchent. C'est ici que réside la meilleure garantie pour dépasser les mouvements en zigzag, l'improvisation ou l'empirisme, qui ont mené beaucoup d'organisations de gauche à l'opportunisme.

[1] L'adjectif « étatique » (estatal) est utilisé pour faire référence à l'ensemble de l'Etat espagnol.





Boycott



d'Israël

Israël se trouve isolé, plus que jamais dans toute son histoire. Le rejet mondial a pris un saut quantitatif face aux atrocités commises par l'Etat sioniste à Gaza en 2008-2009 et lors de son attaque pirate contre la « flottille de la liberté » cette année. La campagne de *Boycott, Désinvestissement et Sanctions* (BDS), mise en oeuvre depuis 2005 par de nombreux organismes syndicaux, démocratiques et des droits de l'homme, suite à l'appel des organisations ouvrières et populaires palestiniennes, contribue à cette faiblesse d'Israël

Beaucoup d'artistes célèbres ont rejoint la campagne. Les acteurs étasuniens Meg Ryan et Dustin Hoffman ont décidé récemment de ne pas participer au festival du film en Israël. Des musiciens tels que Elvis Costello, Gill Scott-Heron et le groupe The Pixies ont annulé des concerts. Après le rejet provoqué par l'attaque israélienne contre la flottille de la liberté, l'envoi d'autres navires de solidarité avec Gaza est en marche. Un navire envoyé par la Libye a été détourné vers l'Égypte par les navires israéliens. L'envoi d'une autre flottille d'aide humanitaire est prévu pour septembre.

Le poids qu'acquièrent dernièrement les mesures de boycott syndical dans le Pays Basque, l'Irlande, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Suède et les Etats-Unis est essentiel. Pour la première fois dans l'histoire, un navire israélien n'a pas pu être déchargé dans un port des Etats-Unis, à Oakland (Californie), à cause d'une action commune de militants antisionistes et un syndicat de dockers.

Avec le boycott, descendre dans la rue pour exiger la rupture de relations

La LIT-QI promeut de toutes ses forces la campagne BDS contre Israël et en défense du peuple palestinien, avec comme principal objectif immédiat la levée inconditionnelle du blocus de Gaza. Elle appelle toutes les forces humanitaires, démocratiques, ouvrières et populaires qui ne veulent pas être complices, par indifférence, de la nouvelle souffrance terrible imposée par la bête sioniste menacée aux Palestiniens, à se joindre à la campagne.

Nous appelons ces forces, en particulier les organisations syndicales, à gagner la rue pour exiger des gouvernements, partout dans le monde, la rupture des relations avec le gouvernement israélien et l'annulation de tous les accords commerciaux, comme celui signé récemment par le MERCOSUR avec l'Etat sioniste.

Nous sommes convaincus que les mesures déjà mises en œuvre dans cette campagne, en particulier les actions des organisations syndicales, aident à avancer vers ce que nous considérons comme la solution de fond, la destruction d'Israël et la construction d'un Etat palestinien laïc, démocratique et non-raciste dans l'ensemble du territoire de la Palestine. Le monstre sioniste est blessé et affaibli ! C'est le moment de redoubler la campagne de boycott d'Israël !